2025

DYNAMIQUE, SOLIDAIRE, ENGAGÉ, ENSEMBLE

→ RAPPORT D'ACTIVITÉ
→ RAPPORT DÉVELOPPEMENT DURABLE
→ RAPPORT ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES



www.doubs.fr

Doubs
le Département

SOMMAIRE

Éditorial 3
Composition du Conseil départemental au 31 décembre 2025 et calendrier 2025 des travaux des assemblées 4
Rapport d'activité, rapport développement durable et égalité femmes-hommes, l'union fait la force 6
Agenda 2025 des principaux événements 7
⇨ **ENGAGEMENT 1 : FACILITER LES PARCOURS DE VIE** **10**
Protéger les enfants à chaque étape de leur parcours 11
Accompagner la jeunesse et soutenir l'accès au sport 15
Encourager la lecture partout et pour tous 18
Développer une offre culturelle accessible à tous les habitants 21
Promouvoir un parcours résidentiel pour chacun, améliorer et diversifier l'offre de logements 24
Renforcer encore l'accompagnement des publics les plus fragiles dans cette période inflationniste 26
Offrir aux Doubiens une inclusion numérique régulée et réhumanisée 29
Apporter des réponses territorialisées, diversifiées et adaptées aux besoins des personnes âgées et des personnes handicapées 31
⇨ **ENGAGEMENT 2 : AGIR POUR L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE** **34**
Apporter un accompagnement « sur mesure » au retour vers l'emploi 35
Intensifier et diversifier le soutien en faveur du développement économique en partenariat avec les territoires 38
Soutenir l'attractivité des métiers 41
⇨ **ENGAGEMENT 3 : AMÉNAGER, ÉQUIPER ET IRRIGUER NOS TERRITOIRES** **44**
Investir pour une mobilité responsable 45
Contribuer au développement du territoire 48
Diffuser la culture dans tous les territoires 51
Offrir les meilleures conditions d'éducation possibles dans les collèges 54
⇨ **ENGAGEMENT 4 : RÉUSSIR LA TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE** **57**
Intervenir sans relâche en faveur de la gestion et de la préservation du patrimoine naturel 58
Soutenir et accompagner l'agriculture et la forêt 61
Gérer notre patrimoine au plus proche des besoins et des usages en évolution 63
Suivi du Plan d'actions **PLANE.T.E Doubs** 65
⇨ **ENGAGEMENT 5 : RENFORCER NOS MARQUES COMME VECTEURS D'EXCELLENCE** **69**
S'appuyer sur une communication diversifiée 70
Continuer à promouvoir le capital touristique du Doubs 72
Valoriser et préserver le patrimoine culturel 74
S'appuyer sur le rayonnement culturel 77
Entretenir le rayonnement sportif du territoire 79
Faire vivre et capitaliser sur notre marque employeur 82
Rapport égalité professionnelle femmes – hommes 85
Poursuivre la recherche d'efficience interne 89
Adapter en permanence la gestion des ressources humaines aux réalités 91
Compte administratif 2025 94

2025

Chères Doubiennes, chers Doubiens,

Derrière les chiffres, les projets et les politiques publiques présentés dans ce rapport d'activité, il y a avant tout des femmes et des hommes.

Des agents engagés au quotidien.

Des élus présents sur le terrain.

Des partenaires mobilisés.

Des associations investies.

Des habitants accompagnés à chaque étape de leur vie.

En 2025, dans un contexte marqué par les fragilités sociales, les tensions économiques, les transitions environnementales et les attentes fortes de nos territoires, le Département du Doubs a continué d'agir avec une conviction simple : la proximité n'est pas un slogan. C'est une responsabilité.

Écouter. Accompagner. Protéger. Investir. Relier.

Chaque action menée cette année traduit cette volonté de transformer les paroles en actes.

Ce rapport illustre cette ambition collective. Il met en lumière les politiques publiques que nous portons, mais surtout celles et ceux qui les incarnent chaque jour : professionnels de la protection de l'enfance, agents des collèges, travailleurs sociaux, assistants familiaux, agents des routes, acteurs culturels, associations, communes, bénévoles, partenaires institutionnels... Tous contribuent, à leur manière, à faire vivre un service public départemental humain, concret et utile.

À travers les témoignages et les "paroles de..." qui rythment ce document, nous avons souhaité donner à voir une collectivité profondément ancrée dans le réel. Une collectivité qui agit pour les enfants et les familles, qui soutient les plus fragiles, qui accompagne les jeunes dans leurs projets, qui investit pour les mobilités, le logement, la culture, le sport, la transition climatique ou encore l'inclusion numérique.

Notre action départementale repose sur une conviction forte : derrière chaque politique publique, il y a des parcours de vie, des attentes, des difficultés parfois, mais aussi des réussites, des engagements et des espoirs.

L'année 2025 a notamment été marquée par de nombreuses avancées concrètes : le lancement de Cap Jeunesses, le renforcement de la Protection maternelle et infantile qui célébrait ses 80 ans, le développement de solutions innovantes pour l'autonomie, l'accompagnement des territoires dans leurs projets, le soutien à la culture accessible partout dans le Doubs, ou encore notre engagement résolu en faveur des transitions climatiques et énergétiques.

Dans chacune de ces politiques, le Département agit comme un trait d'union : entre les générations, entre les territoires urbains et ruraux, entre les partenaires publics et associatifs, entre les besoins du quotidien et les défis de demain.

Ce rapport d'activité est ainsi bien plus qu'un bilan annuel. Il est le reflet d'un engagement collectif au service des habitants du Doubs.



Christine BOUQUIN

Présidente du Département du Doubs

COMPOSITION DU
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
au 31 décembre 2025

Issue du renouvellement du Conseil départemental de juillet 2021

PRÉSIDENTE

Mme Christine BOUQUIN (canton de Maîche)

VICE-PRÉSIDENTS

M. Ludovic FAGAUT (canton de Besançon 5)
1er Vice-président chargé du retour à l'emploi,
de l'insertion et de l'action sociale
Mme Florence ROGEBOZ (canton de Pontarlier)
2e Vice-présidente, chargée des mobilités et des infrastructures
M. Philippe ALPY (canton de Frasne)
3e Vice-président, chargé du développement territorial, de
l'attractivité et des affaires européennes et transfrontalières,
Président de la 3e commission « Dynamique territoriale »
Mme Béatrix LOIZON (canton d'Ornans)
4e Vice-présidente, chargée de la gestion et de la préservation
du patrimoine naturel, de la transition climatique et du tourisme
M. Denis LEROUX (canton de Morteau)
5e Vice-président, chargé de l'autonomie des personnes
âgées et des personnes handicapées, du développement
et des usages du numérique, Président de la 1ère commission
« Solidarités humaines »
Mme Chantal GUYEN (canton de Besançon 2)
6e Vice-présidente, chargée des collèges
Présidente de la 2e commission « Développement humain »
M. Jean-Luc GUYON (canton de Montbéliard)
7e Vice-président, chargé du sport, de la culture, de la jeunesse,
de la lecture publique et des archives départementales
Mme Patricia LIME-VIEILLE (canton de Valdahon)
8e Vice-présidente, chargée de l'enfance et de la famille



M. Serge RUTKOWSKI (canton de Besançon 3)
9e Vice-président, chargé des ressources humaines,
des bâtiments et des moyens généraux
Mme Jacqueline CUENOT-STALDER (canton de Morteau)
10e Vice-présidente, chargée de l'habitat et du logement
M. Olivier BILLOT (canton d'Ornans)
11e Vice-président, chargé de la gestion et de l'optimisation financière
Président de la 4e commission « Efficience et ressources internes »

CONSEILLERS DÉLÉGUÉS

Mme Priscilla BORGERHOFF (canton de Montbéliard)
Conseillère départementale déléguée à la jeunesse, à la citoyenneté et à l'éducation populaire
Mme Marie-Paule BRAND (canton de Bavans)
Conseillère départementale déléguée à l'espace rural et périurbain
Mme Valérie MAILLARD (canton de Besançon 5)
Conseillère départementale déléguée au handicap
M. Romuald VIVOT (canton de Pontarlier),
Conseiller départemental délégué à la modernisation de l'action publique

LES AUTRES CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX (par ordre alphabétique)

M. Frédéric BARBIER (canton de Valentigney)
M. Bruno BEAUDREY (canton de Bavans)
M. Damien CHARLET (canton d'Audincourt)
Mme Monique CHOUX (canton Besançon 1)
Mme Christine COREN-GASPERONI
(canton d'Audincourt)
M. Claude DALLAVALLE
(canton de Baume-les-Dames)
Mme Marie-Laure DALPHIN (canton de Besançon 3)
Mme Marie-Christine DURAI
(canton de Baume-les-Dames)
Mme Magali DUVERNOIS (canton de Bethoncourt)
Mme Jeanne HENRY (canton de Besançon 4)
Mme Annick JACQUEMET (canton de Saint-Vit)
M. Raphaël KRUCIEN, (canton de Besançon 6)
Mme Géraldine LEROY (canton de Besançon 6)
M. Thierry MAIRE DU POSET (canton de Saint-Vit)
M. Albert MATOCQ-GRABOT (canton de Bethoncourt)
M. Christian METHOT (canton de Maîche)
Mme Géraldine TISSOT-TRULLARD
(canton de Frasne)
M. Georges UBBIALI (canton de Besançon 4)
M. Thierry VERNIER (canton de Valdahon)
M. Michel VIENET (canton de Besançon 2)
Mme Martine VOIDEY (canton de Valentigney)
M. Aly YUGO (canton Besançon 1)

CALENDRIER 2025 DES TRAVAUX DES ASSEMBLÉES

413 délibérations en Conseil départemental et en Commission permanente

Conseil départemental en 2025 : cinq sessions (85 délibérations)

Avec quelques exemples de rapports abordés au cours de ces séances :

- **24 mars : 4 délibérations, dont :**
  - Décision modificative n°1 – Loi de finances 2025
  - Relèvement du taux des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)
- **23 juin : 15 délibérations, dont :**
  - Rapport d'activité 2024, incluant les rapports 2024 sur la situation du Département en matière de développement durable et d'égalité entre les femmes et les hommes
  - Compte administratif 2024
  - Budget supplémentaire 2025
  - Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER)
  - Suivi des indicateurs année 2024
  - Stratégie de développement et de soutien de l'accueil familial de personnes âgées et /ou en situation de handicap
  - La stratégie « Territoires connectés et durables » dans le Doubs
- **29 septembre : 6 délibérations dont :**
  - Fonctionnement 2026 des collèges publics
  - Restauration et hébergement des collèges publics - tarification, orientations et décisions financières 2026
- **17 novembre : 12 délibérations dont :**
  - Décision modificative n°2 de 2025
  - Orientations budgétaires 2026
  - Cap Jeunesses
  - Mobilisation du Département dans le cadre de la crise sanitaire liée à la Dermatose nodulaire contagieuse (DNC) des bovins et propositions
- **15 décembre (budget primitif 2026) : 48 délibérations, dont :**
  - Budget primitif 2026
  - Traitement de la demande d'une mission d'information et d'évaluation sur la politique départementale de développement économique
  - Mobilisation du Fonds d'intervention départemental (FID) pour accompagner la profession face à la crise sanitaire due à la Dermatose nodulaire contagieuse

Commission permanente 2025 : cinq sessions et 328 délibérations

17 février *(59 délibérations)*
14 avril *(55 délibérations)*
23 juin *(75 délibérations)*
29 septembre *(84 délibérations)*
17 novembre *(55 délibérations)*

Rapport d'activité, rapports développement durable et égalité femmes - hommes, l'union fait la force

Toujours fidèle à nos engagements

Ce rapport d'activité 2025 s'organise en cohérence avec les orientations du mandat. Il met en lumière l'action départementale au travers de cinq engagements structurants qui constituent la ligne de conduite de la collectivité :

⇨ Faciliter les parcours de vie,
⇨ Agir pour l'emploi et le développement économique,
⇨ Aménager, équiper et irriguer nos territoires,
⇨ Réussir la transition climatique et énergétique,
⇨ Renforcer nos marques comme vecteurs d'excellence.

Véritable fil conducteur de l'action départementale, ces priorités offrent une lecture plus transversale et plus cohérente des politiques publiques menées.

Le document intègre également deux dimensions désormais pleinement reconnues comme transversales : le développement durable et l'égalité femmes-hommes. Loin d'être des rapports séparés du reste de l'activité départementale, ces enjeux irriguent en effet l'ensemble de ses actions. Le suivi du plan d'engagement pour la transition climatique et énergétique (PLANE.T.E Doubs) et la mise en avant des Objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 5 dédié à l'égalité femmes-hommes, illustrent cette volonté de rendre l'action publique plus lisible et plus globale.

Ce rapport se veut à la fois une photographie de l'année écoulée, avec ses projets qui aboutissent, ceux qui se poursuivent et avancent, ceux qui débutent : tout ce qui fait la dynamique et la vie du Département du Doubs. Ce document est ainsi un repère pour comprendre la direction que le Département entend poursuivre.



Du PEPS dans l'action départementale

Lancé en juin 2023, le programme interne « PEPS » (Performance et efficience partagées des services) est né d'une dynamique collective et d'un diagnostic visant à identifier les forces, faiblesses et axes de progrès de la collectivité. Plusieurs axes stratégiques ont ainsi été développés. Ils favorisent les transversalités et les synergies par des méthodes de travail et des approches qui renforcent la cohésion et l'efficacité au sein de notre collectivité pour faire « équipe départementale ». Ils imprègnent et colorent toute l'activité départementale.

Agenda 2025
DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

JANVIER

- Petit déjeuner du RSA à Étupes
- Portes ouvertes aux Archives départementales du Doubs
- Signature du protocole relatif à l'amélioration de la prise en charge des enfants dans le contexte d'un homicide conjugal

FÉVRIER

- **Rencontre entre la Présidente du Département et les maires du Doubs à Valdahon**
- Ouverture d'un centre médico-social (CMS) à Valentigney
- Inauguration du centre aquatique mobile à Lantenne-Vertière



En février, la présidente a rencontré l'ensemble des maires du Doubs

MARS

- Match international de handball France/Allemagne le 8 mars en présence de 40 femmes conviées par le Département


L'inauguration du gymnase du collège de Blamont, le 12 mars

- Cross national des sapeurs-pompiers à Besançon
- Quatrième édition du Salon Doubs pour l'emploi à Besançon
- Opération « 100 œuvres qui racontent le climat » : présentation du tableau *La truite* de Courbet au Musée Courbet
- **Inauguration du gymnase du collège de Blamont**
- Salon de l'agriculture à Paris
- Présentation de la 20e étape du Tour de France aux treize communes traversées, en présence de Christian Prudhomme, son directeur
- **Inauguration du terrain de football synthétique à Orchamps-Vennes**


L'Inauguration du terrain de football synthétique à Orchamps-Vennes était très attendue

AVRIL

- Tour du Doubs et J-100 du Tour de France à Pontarlier
- Vernissage de l'exposition *Nuances végétales* d'Hélène Combal-Weiss à la Ferme Courbet à Flagey

MAI

- Challenge sécurité routière inter-collèges à la Saline royale d'Arc-et-Senans
- Rencontre annuelle avec la Fédération régionale des travaux publics
- Inauguration de l'accueil périscolaire et de la micro-crèche intercommunale à Houtaud

JUIN

- Printemps des amateurs
- Exposition estivale *Paysages de marche* au Musée Courbet
- Exposition Eva Jospin – carte blanche à l'Atelier Courbet
- Forum bilan de Partageons nos sports à Anteuil, dans les locaux de l'association Action Philippe Streit
- **Assemblée départementale**



L'Assemblée départementale de juin a permis 15 délibérations

JUILLET/AOÛT

- 20e étape du Tour de France Hommes (Nantua > Pontarlier, 184,2 kilomètres) avec une arrivée à Pontarlier
- Présence du Département au Festival de la Paille à Métabief

SEPTEMBRE

- **Remise des livres offerts par le Département aux collégiens de 6e**
- Résidences d'artistes
- Diffusion de la nouvelle version du magazine Vu du Doubs
- Rencontr'Ados à la Saline royale d'Arc-et-Senans



Les livres offerts par le Département directement remis par les élus aux collégiens de 6e

OCTOBRE

- Semaine Bleue
- Présence du Département au Carrefour des Collectivités Locales à Micropolis
- Attribution au Département d'un Territoria de bronze, dans la catégorie Qualité de vie, pour la plateforme Oz au service du parasport

- **Travaux de sécurisation de la Côte de Morre à Besançon**
- Rencontre autour de la dynamique de développement de l'offre de randonnée pédestre dans le Doubs
- Expérience immersive au Musée Courbet : projection de *Bloom*, en réalité virtuelle
- Inauguration de la station d'épuration de Valoreille



Travaux de sécurisation de la Côte de Morre à Besançon

NOVEMBRE

- **Troisième Assemblée plénière du Conseil départemental des jeunes (CDJ)**
- Vernissage de l'exposition des Archives départementales : *Le Doubs en terrain connu* ?
- Attribution au Département du Grand prix international Construction neuve aux *Green Solutions Awards* à la COP 30 à Belém (Brésil) pour le collège Claude Lorius à Bethoncourt
- 6 M€ d'aides pour les projets des territoires en faveur de la transition climatique
- Plantation d'arbres pour la forêt native du collège de Bethoncourt



La troisième Assemblée plénière du CDJ au siège du Département

DÉCEMBRE

- **Inauguration des nouveaux locaux de la Protection maternelle et infantile (PMI) et du centre de santé sexuelle à Besançon**
- Célébration des 80 ans de la Protection maternelle et infantile
- Attribution du Prix « Attractive d'Or » au Département pour le parcours d'intégration des nouveaux agents au sein de la collectivité
- Attribution au Département du Trophée des Territoires 2025 pour le Club RH Haut-Doubs (en partenariat avec la CCI Saône Doubs)
- **Vote du budget primitif 2026**



Le vote du budget primitif 2026 de la collectivité a eu lieu en décembre 2025

ENGAGEMENT 1

Faciliter les parcours de vie

Dans un contexte social marqué par l'inflation et des fragilités grandissantes, le Département renforce son action auprès de tous les habitants. Présent à chaque étape de la vie, il agit pour protéger les enfants, soutenir les jeunes, accompagner les familles, favoriser l'accès au sport et à la culture et garantir les droits essentiels. Cette mobilisation se traduit par des actions concrètes : création de villages d'enfants, développement de points relais autonomie, initiatives d'inclusion numérique, animation du Conseil départemental des jeunes ou encore la reconnaissance de la plateforme départementale Oz qui facilite l'accès à des pratiques sportives adaptées. À travers elles, l'objectif est le même : permettre à chacun d'avancer sereinement, quels que soient son âge et sa situation.



PROTÉGER LES ENFANTS À CHAQUE ÉTAPE DE LEUR PARCOURS

ZOOMS SUR 2025

La Protection maternelle et infantile a 80 ans !

L'année 2025 a été marquée par l'anniversaire de la création de la Protection maternelle et infantile (PMI). Depuis 1945, ce service de santé universel et gratuit n'a cessé d'accompagner les parents et les enfants, de la grossesse jusqu'aux six ans de l'enfant et au-delà pour les centres de santé sexuelle.

Dans notre département, l'évènement a été marqué par l'organisation d'une semaine dédiée à la mise en valeur des différentes missions de la PMI, avec la diffusion de plusieurs vidéos de présentation des actions, l'inauguration d'un nouveau site à Besançon réunissant le centre de santé sexuelle de Besançon, les sages-femmes et les psychologues de PMI, ainsi qu'une journée portes-ouvertes dans les centres médico-sociaux.



La Protection maternelle et infantile a 80 ans

Le plan d'action aide sociale à l'enfance se déploie

À la suite d'appels à projet, l'externalisation des visites en présence d'un tiers - auparavant réalisées par les pôles enfants confiés - est désormais assurée par des opérateurs : depuis le 1er juillet 2025 pour les territoires de Montbéliard et Besançon ; depuis le 1er septembre 2025 pour le territoire du Haut-Doubs.

La réglementation ayant évolué, mettant fin à l'existence des mesures de placement éducatif à domicile, les services d'Action éducative en milieu ouvert renforcée avec hébergement (AEMO-RH) ont été déployés sur les trois territoires du département.

Enfin, la construction des deux villages d'enfants se poursuit avec la tenue de sept comités techniques. Le site des Haras à Besançon prévoit une ouverture à l'été 2026. Les travaux de terrassement du site de l'Isle-sur le-Doubs ont débuté en 2025, avec des premiers accueils prévus début 2027.


Le village d'enfants sur le site des Haras doit ouvrir été 2026

Le CDEF poursuit sa dynamique d'amélioration

Tous les postes d'encadrement vacants du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF) ont été pourvus dès janvier 2025. Cela a permis l'adoption du projet de soins en avril 2025 et la réécriture du projet d'établissement pour la période 2026-2031.

Une modernisation numérique de l'établissement est en cours (déploiement d'un logiciel de gestion des temps de travail, démarrage du projet d'acquisition d'un dossier de l'usager informatisé (DUI) et développement de la démarche qualité).

Par ailleurs, un audit des risques psycho-sociaux, réalisé en 2024, a permis la mise en place d'actions concrètes pour améliorer les conditions de travail. La valorisation de la qualité du travail des agents couplée à une approche managériale soutenante et bienveillante permet de fidéliser et de stabiliser les équipes.



Ce guide sera un véritable outil d'accompagnement pour les assistants familiaux

2025, C'EST AUSSI :

- Accompagnement au sommeil : « les héros du dodo », cette action de la PMI bisontine déploie une approche globale et positive centrée sur les émotions de la famille face aux troubles du sommeil. À travers des consultations personnalisées et des groupes d'échanges, 47 enfants ont été accompagnés en 2025. Chaque suivi inclut une analyse précise et un plan d'action adapté pour des nuits plus sereines.
- Bain enveloppé émotionnel, entre douceur et apaisement : ce soin de bien-être, proposé aux nourrissons jusqu'à trois mois, offre un moment de détente profonde favorisant le sommeil et le lien parent-enfant. Véritable espace d'écoute, il permet aux familles de mettre des mots sur les émotions liées à la naissance. Une vingtaine de familles du secteur du Haut-Doubs ont bénéficié de cette prise en charge.
- Généralisation depuis le 1er octobre de l'attestation d'honorabilité, qui doit être fournie par tout professionnel (ou bénévole) intervenant dans les champs de la protection de l'enfance et des modes d'accueil du jeune enfant. Elle permet de certifier l'absence de condamnations incompatibles avec l'exercice de missions en lien avec l'enfant.
- **Finalisation du guide départemental de l'accueil familial. Ce guide a pour ambition d'être à la fois un document définissant les attendus de la profession d'assistant familial et de l'accueil au sein de sa famille ainsi qu'une ressource technique posant le cadre global de l'accueil, accompagnant le quotidien du professionnel. Il s'adresse à l'ensemble des professionnels travaillant auprès des Directions territoriales des solidarités humaines du Département et du CDEF. En 2026, il sera publié sur www.doubs.fr et consultable par l'ensemble des professionnels et candidats potentiels.**

PAROLES D'AGENT

Wilfried

Chef du service départemental de PMI

« La PMI fait partie des acteurs santé incontournables des familles du Doubs. Dès la grossesse, nos sages-femmes vous accompagnent pour préparer sereinement l'arrivée de votre enfant. À la naissance, nous restons à votre écoute : chaque parent reçoit une proposition de visite à domicile pour un soutien personnalisé par nos puéricultrices. Pour le suivi de votre enfant, nos binômes médecins-puéricultrices vous accueillent en consultation pour faire le point sur sa croissance, ses vaccins et votre quotidien (sommeil, allaitement). Ce suivi se poursuit à l'école, où 95,6 % des enfants de quatre ans bénéficient d'un bilan de santé complet. La PMI veille aussi à la qualité des modes de garde (crèches, assistants maternels) et vous ouvre les portes de ses centres de santé sexuelle (CSS) pour des accompagnements confidentiels et gratuits. Présents dans plus de 30 centres médicaux-sociaux et à domicile, nos professionnels vous proposent aussi des ateliers (portage, massage bébé) pour partager des moments privilégiés. La PMI, c'est un service public gratuit, pour tous les Doubiens. »



ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Une éducation à la vie affective pour tous

Nos centres de santé sexuelle (CSS) renforcent leurs interventions d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (EVARS). Grâce à l'exposition innovante *Intime Doubs*, nos actions touchent désormais tous les publics, en restant adaptées à chacun : des jeunes enfants en maternelle aux personnes seniors, en passant par les publics vulnérables (centres d'accueil pour demandeurs d'asile, foyers), garantissant ainsi une prévention de proximité. Elles permettent de promouvoir des relations respectueuses à soi et aux autres, l'égalité de considération et de dignité, en particulier l'égalité entre les hommes et les femmes. Elles contribuent également à la lutte contre toutes les discriminations et à la prévention des différentes formes de violences.

CHIFFRES-CLÉS

2 978 informations préoccupantes reçues, **+10,8** % par rapport à 2024

1 248 enfants confiés de droit commun au 31 décembre 2025 (**+1,2** %), dont **58** jeunes majeurs

204 mineurs non accompagnés (**-25** %), et **112** jeunes majeurs ex-MNA (**+17,9** %) au 31 décembre 2025

7 223 actes de puériculture (**+5,4** %)

6 396 consultations infantiles (**+10,9** %)

95,6 % des enfants de **3** et **4** ans ont bénéficié d'un bilan de santé en école maternelle

1 298 consultations en centre de santé sexuelle (**+10,5** %)

1 203 visites à domicile et consultations prénatales réalisées par une sage-femme (**+7,5** %)

560 entretiens prénataux précoces (**+12,4** %) et **157** entretiens postnataux précoces (**+39,8** %)

61 visites de suivi et **19** visites de contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant

71 pupilles (**+10.9** %), en augmentation constante et qui donnera lieu, en 2026, à la mise en place d'un deuxième conseil de famille

25 recrutements à l'échelon départemental avec **20** nouveaux assistants familiaux formés préalablement au premier accueil et **5** autres, déjà en activité, mais nouvellement arrivés dans la collectivité.



ACCOMPAGNER LA JEUNESSE ET SOUTENIR L'ACCÈS AU SPORT

ZOOMS SUR 2025

Le Département donne la parole et l'initiative aux 11 – 18 ans

Officiellement lancée lors de l'Assemblée départementale du 17 novembre 2025, *Cap Jeunesses* est une démarche ambitieuse et participative qui vise à construire, avec les jeunes eux-mêmes, un plan départemental en faveur des 11-18 ans. Parce que les jeunesses du Doubs - au pluriel pour reconnaître le caractère multiple des parcours, réalités et aspirations selon les territoires, situations sociales et expériences de vie - sont notre avenir, *Cap Jeunesses* est à l'écoute de leurs attentes et s'appuie sur trois principes clés : par les jeunes, avec les jeunes, pour tous les jeunes. Tout au long de l'année 2026, le Département ira à la rencontre des jeunes, partout sur le territoire, afin de recueillir leur point de vue sur les sujets qui les concernent directement (cadre de vie, alimentation, engagement, citoyenneté, environnement...) Première étape d'écoute, un questionnaire jeunesse construit et testé avec des jeunes et l'appui d'UNICEF France et de l'Association nationale citoyenneté enfance jeunesse (ANACEJ).



Cap Jeunesses s'adresse aux 11 - 18 ans



Le Conseil départemental des jeunes (CDJ) passe à l'action

Le CDJ, renouvelé en novembre 2024, a mis à profit l'année 2025 pour s'emparer des thématiques de travail. Les conseillers jeunes du territoire de Besançon ont réfléchi à la manière de promouvoir l'identité du Doubs en travaillant notamment sur le slogan et le logo de la marque territoriale. Les conseillers du territoire de Montbéliard ont travaillé sur la sensibilisation des jeunes à la qualité de leur alimentation notamment en proposant des améliorations pour le dispositif des « aventuriers du goût ». Les collégiens du territoire de Pontarlier ont pris connaissance des différentes solutions de prise en charge des personnes en perte d'autonomie avant de proposer une animation intergénérationnelle pour les résidents de la Maison d'accueil et de résidence pour l'autonomie (MARPA) de Pierrefontaine-les-Varans.



Le trophée du prix Territoria pour la plateforme Oz a été remis à Romuald Vivot, Conseiller départemental délégué à la modernisation de l'action publique à l'Hôtel de Ville de Paris

2025, C'EST AUSSI :

Le déploiement de la plateforme Oz qui facilite l'accès à des pratiques sportives adaptées. Cette plateforme compte désormais plus de 700 inscrits dont la moitié sont des associations et des institutions et l'autre moitié des publics individuels permettant ainsi la rencontre de l'offre et de la demande. Une initiative récompensée par le prix Territoria de bronze 2025 dans la catégorie « Qualité de vie ».



Une année 2025 studieuse pour le Conseil départemental des jeunes



Priscilla Borgerhoff,
Conseillère déléguée à la jeunesse,
à la citoyenneté et à l'éducation populaire
présente à Rencontr'Ados

PAROLES D'ANIMATEURS JEUNESSE

Cette année encore le Département a assuré le suivi du réseau des animateurs jeunesse du territoire en les réunissant lors de deux temps collectifs pour échanger, se former, enrichir leurs pratiques. Ils ont témoigné de l'intérêt que ce réseau présente pour eux :

« Participer au réseau des animateurs jeunesse est pour moi un vrai appui. Les réunions sont à la fois agréables et très utiles : on échange sur nos pratiques, on partage nos difficultés, et je me rends compte que je ne suis pas seul dans certaines situations complexes. »

« Les conseils et l'entraide entre animateurs m'aident à prendre du recul et à améliorer mes actions auprès des jeunes. Nous cherchons des solutions ensemble à des situations semblables. J'apprécie aussi les temps de formation et la présentation de dispositifs, qui me permettent de rencontrer d'autres professionnels de la jeunesse et de trouver de nouvelles idées pour mon territoire. Le fait de se retrouver chaque fois dans un autre secteur est un plus : on découvre d'autres structures, d'autres façons de faire, et on repart souvent avec de bons plans. »

CHIFFRES-CLÉS

315 personnes en situation de handicap ont bénéficié de l'aide du Département afin de financer leur activité sportive pour un montant de **47 250** €

94 écoles ont bénéficié d'une aide départementale au titre du dispositif natation pour un montant de **41 148** €

40 comités départementaux sportifs soutenus pour un montant de **231 102** €.

130 jeunes ainsi que les élus du CDJ ont participé à Rencontr'Ados le 8 juillet 2025 à la Saline royale d'Arc-et-Senans

53 associations sportives de collèges soutenues pour leur participation à des compétitions sportives de niveau départemental, régional ou national

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Lors de la journée Rencontr'Ados, le 8 juillet 2025 à la Saline royale, le centre de santé sexuelle a animé un atelier proposant aux jeunes une réflexion et un temps d'échange autour des questions portant sur les relations filles-garçons, à la place de la jalousie et du contrôle dans les relations amoureuses. L'atelier a permis une sensibilisation des jeunes à la question des violences dans ces situations.

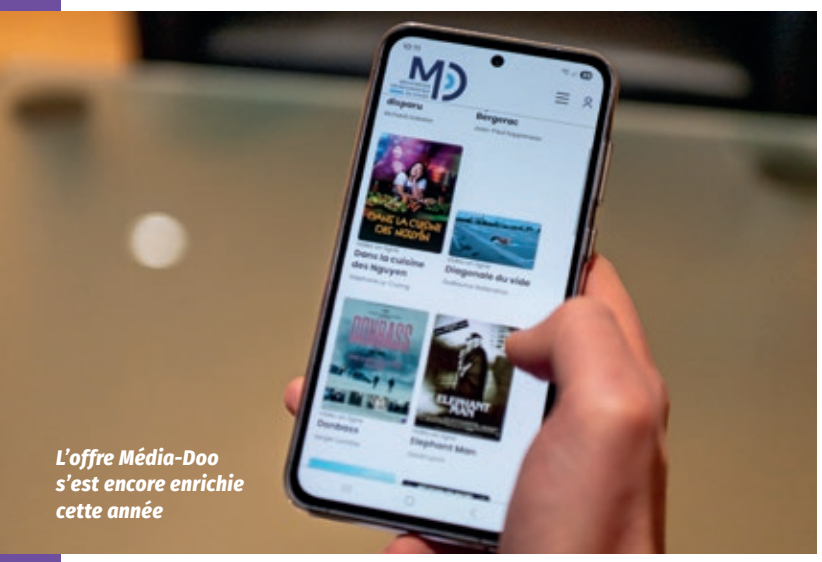
ENCOURAGER LA LECTURE PARTOUT ET POUR TOUS

ZOOMS SUR 2025

Bibliothèques : la contractualisation avec les territoires se poursuit

La campagne de conventionnement avec le bloc communal s'est poursuivie en 2025. Celle concernant les 34 bibliothèques les plus structurées et leurs réseaux a été finalisée : basée sur des engagements réciproques à partir d'objectifs partagés par l'ensemble des signataires, elle dépasse la logique de simples critères qui prévalait dans la précédente convention de 2016.

La campagne de conventionnement en direction des autres bibliothèques, gérées par des bénévoles, a débuté au 2e semestre 2025 et sera finalisée durant le 1er semestre 2026.



L'offre Média-Doo s'est encore enrichie cette année

Changement de logiciel professionnel et du portail de la Médiathèque départementale

2025 a été la deuxième année de mise en œuvre de la Bibliothèque numérique de référence (BNR). Plusieurs éléments du projet ont pu être concrétisés.

Pour les usagers, c'est un tout nouveau portail qui leur propose une offre plus facilement accessible et plus diversifiée. Ouvert en novembre, il donne accès aux ressources numériques de Média-Doo. La plateforme s'est enrichie d'une nouvelle offre attendue depuis longtemps : ebooks, musiques en ligne, ressources accessibles aux personnes en situation de handicap.

Pour les professionnels, la migration vers le nouveau logiciel professionnel Système intégré de gestion de bibliothèque (SIGB) Syrtis s'est achevée à l'automne. Adapté au fonctionnement actuel des bibliothèques, il permet un meilleur suivi des échanges de documents avec les bibliothèques des communes et un accès simplifié aux services proposés par la Médiathèque départementale. Il sera déployé en 2026 dans plusieurs bibliothèques pilotes et offrira à terme une connaissance plus fine des besoins du territoire.



La Médiathèque accompagne son réseau, comme à Oye-et-Pallet

©Laurent Cheviet

Accompagnement de projets de création ou de modernisation de bibliothèques

En 2025, la Médiathèque départementale a poursuivi l'accompagnement de son réseau, tant en matière d'aides techniques que financières.

Celui-ci a concerné des projets de construction, rénovation ou modernisation, en cours ou lancés en 2025 : Belleherbe, Bouclans, Boussières, Châtillon-le-Duc, École-Valentin, Frasne-Val Drugeon, Jougne, Mandeure, Métabief, Oye-et-Pallet, Pouilley-les-Vignes, Pugey, Rougemont.

La Médiathèque départementale a également accompagné 17 bibliothèques pour la conception et la rédaction de leur projet culturel éducatif scientifique et social : Amancey, Bethoncourt, Châtillon-le-Duc, Dannemarie-sur-Crète, École-Valentin, Étalans, Jougne, Les Premiers Sapins, Morteau, Mouthe, Ornans, Pierrefontaine-les-Varans, Pirey, Quingey, Rougemont, Sancey, Valdahon.

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

ÉGALITÉ FEMMES - HOMMES

L'attention portée à l'égalité femmes - hommes dans l'ensemble des activités de la Médiathèque départementale concerne en particulier :

- les ouvrages acquis, notamment ceux à destination du jeune public
- les outils d'animation mis à disposition des bibliothèques et collèges. En particulier, les expositions « Bien dans leur genre » à destination d'un jeune public et « Ensemble contre les violences faites aux femmes » invitent à prendre conscience des inégalités existantes
- les sélections thématiques réalisées pour ses partenaires, comme la valise présentant « 100 grands films de réalisatrices »
- la programmation culturelle dans tout le département, avec par exemple la projection d'un film documentaire sur la perception de la ménopause dans notre société.

CHIFFRES-CLÉS

157 bibliothèques partenaires

128 000 documents prêtés dans les bibliothèques du réseau

22 journées de formation et rencontres professionnelles, **273** bibliothécaires salariés et bénévoles formés

126 séances d'action culturelle, musique et cinéma dans tout le département

2 500 usagers inscrits sur la plateforme Média-Doo





2025, C'EST AUSSI :

- **L'acquisition du bus numérique ICAR, qui permettra d'assurer une médiation numérique culturelle dans l'ensemble du Doubs dès 2026.**
- La signature du Contrat territoire lecture avec Grand Besançon Métropole et la première édition du festival Biblio'Time dans les bibliothèques de la métropole.
- La poursuite ou le démarrage du subventionnement de huit bibliothèques en matière de création d'emploi ou d'augmentation du temps de travail salarié : Belleherbe, Boussières, Châtillon-le-Duc, École-Valentin, Mamirolle, Ornans, Pirey, Pouilley-les-Vignes.

PAROLES DE PARTENAIRE

Stéphanie Tournier

Responsable de la Médiathèque d'Oye-et-Pallet

« Porté par les communes de Oye-et-Pallet, La Planée, Les Grangettes et Malpas, le projet de Médiathèque intercommunale Pierre Bichet - initié il y a une dizaine d'années - a enfin vu le jour et le nouvel équipement a pu être inauguré le mercredi 10 septembre 2025. La nouvelle médiathèque est installée au cœur du village d'Oye-et-Pallet et pensée comme un véritable lieu de vie, de rencontres et d'accès à la culture pour tous. Elle offre aux usagers des collections diversifiées, des assises confortables, des horaires élargis, des ressources numériques et multimédias ainsi que des animations variées pour différents publics : adulte, jeunesse, petite enfance, intergénérationnel. Par cet équipement, les quatre communes, qui ont bénéficié du soutien financier et de l'appui en ingénierie de la Médiathèque départementale et de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC), ont la volonté de renforcer l'accès à la culture en milieu rural et d'offrir un tiers-lieu culturel chaleureux, vivant et attractif aux habitants de l'intercommunalité et alentour ainsi qu'aux touristes. »



DÉVELOPPER UNE OFFRE CULTURELLE ACCESSIBLE À TOUS LES HABITANTS

ZOOMS SUR 2025

La concrétisation du schéma départemental de développement des enseignements artistiques (SDDEA)

Après une véritable démarche de concertation ayant rassemblé l'écosystème des enseignements artistiques du territoire dans un portage collectif de ses enjeux, le nouveau SDDEA a concrétisé sa dynamique fédératrice. En 2025, la première instance de gouvernance du schéma s'est réunie pour valider collectivement la feuille de route. Le Département, au cœur de cette démarche pluri-partenariale, conforte ainsi son rôle d'activateur de collaborations tout en proposant des outils concrets tels que le « Forum des enseignements artistiques » ou la « Journée d'interconnaissance » pour soutenir l'activité des écoles de musique et des conservatoires. Conformément au calendrier de déploiement validé avec l'instance de gouvernance, sept actions sur dix ont été initiées pour cette première année de mise en œuvre.



« Classes culture » avec le musée d'Orsay

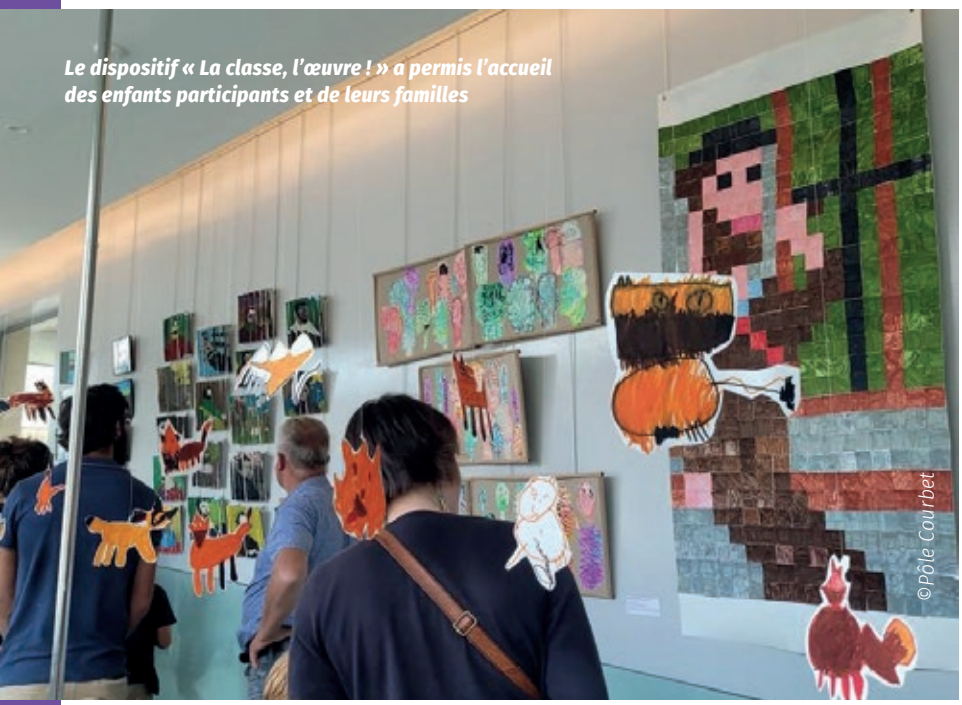
En 2025, le musée départemental Gustave Courbet a été partenaire de l'opération « Classes culture au musée d'Orsay », initiative portée par le musée d'Orsay avec l'Académie de Besançon.

Près de 400 élèves de 15 collèges (dont quatre du Doubs) et lycées de l'académie (dont un du Doubs), situés en territoires ruraux ou périphériques, ont été sélectionnés pour vivre une expérience unique. Les élèves sont venus passer une journée sur les pas de Courbet à Ornans (visite du musée, randonnée artistique au-devant des paysages chers au Maître d'Ornans et atelier créatif dans l'atelier du peintre), puis trois jours complets à Paris et au musée d'Orsay.

Ce projet, mené auprès des scolaires, incarne cet engagement commun pour démocratiser l'accès à l'art et à l'équité territoriale. Avec ses partenaires, le Département sème les graines d'une culture vivante et partagée. Parce que l'art, hier comme aujourd'hui, est un langage universel qui nous rassemble.



Marchez sur les traces du peintre avec les sentiers Courbet



Le dispositif « La classe, l'œuvre ! » a permis l'accueil des enfants participants et de leurs familles

©Pôle Courbet

2025, C'EST AUSSI :

- **Une offre à la carte au Pôle Courbet pour de nombreux groupes de publics avec des besoins spécifiques, leur permettant de profiter des visites du musée, de la ferme de Flagey, de l'Atelier, d'ateliers créatifs et même de randonnées sur les sentiers Courbet.**
- **Une exposition des travaux réalisés dans le cadre du dispositif « La classe, l'œuvre ! » au sein du Musée Courbet. Cet évènement a permis d'accueillir presque la totalité des enfants et leurs familles lors de la restitution des travaux.**
- Le projet « Enfants confiés – chansons dédiées » a abouti en 2025 à la création de cinq chansons par des artistes professionnels sur la base de la collecte anonyme de témoignages via les professionnels du Pôle enfants confiés de Montbéliard ainsi qu'à un mini concert acoustique proposé au Moloco à Audincourt pour faire découvrir les chansons créées aux familles d'accueil, aux enfants et aux adultes anciens enfants confiés.

PAROLES DE PARTENAIRE

Amandine Roy

Professeure au collège de Châtillon-le-Duc, elle a inscrit sa classe de 5e au concert de Favé à la Rodia dans le cadre du Parcours artistique et culturel des collégiens

« Ouverture des inscriptions un dimanche soir, sur l'espace numérique de travail (ENT) du collège : en une heure, toutes les places ont été réservées. […] Les élèves se sont mêlés au public de la Rodia et ont pu assister à ce concert tant attendu, un jeudi soir de novembre. Bonne humeur et ambiance garanties malgré l'heure tardive après une journée passée en cours. Nos ados n'ont pas manqué d'énergie. Ils ont chanté et dansé sans s'arrêter, profitant de l'ambiance de la salle de musiques actuelles. Pour la grande majorité d'entre eux, c'était leur premier concert live. Cette action a été entièrement financée par le Département. Merci à Vanessa, du service culturel du Département, pour son écoute et son accompagnement, à David Demange et Philippe Angelot de la Rodia pour leur accueil toujours "aux p'tits oignons", aux parents qui nous font confiance et nous soutiennent dans nos projets, et aux collègues enseignants qui ont accompagné nos joyeux drilles et sans qui la sortie n'aurait pu se faire. »



CHIFFRES-CLÉS

190 classes ont bénéficié d'une médiation au sein du Pôle Courbet (soit **6 026** élèves et enseignants)

117 groupes (structures sociales/handicap) accompagnant des publics à besoins spécifiques ont bénéficié d'une médiation au sein du Pôle Courbet (soit **1 291** personnes)

6 099 élèves de moins de 25 ans dans **36** écoles de musique et **3** conservatoires pour l'année scolaire 2024/2025



Conférences, concerts, visites guidées, spectacles, 240 événements ont été proposés par le Pôle Courbet

PROMOUVOIR UN PARCOURS RÉSIDENTIEL POUR CHACUN, AMÉLIORER ET DIVERSIFIER L'OFFRE DE LOGEMENTS

ZOOMS SUR 2025

Le Département mobilisé pour ses habitants en faveur de l'amélioration de l'habitat

Dans un contexte marqué par les incertitudes des dispositifs nationaux de financement, le Département a su se mobiliser, dans le cadre de sa délégation des aides à la pierre, pour capter un montant de subvention inédit (8,5 M€) auprès de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), au bénéfice des ménages du territoire désireux d'engager un projet de rénovation énergétique ou en faveur du maintien à domicile en cas de perte d'autonomie.

La production d'une offre nouvelle de logements à loyers maîtrisés reste dynamique, notamment grâce aux projets de logements communaux qui essaiment partout dans le Doubs (dix territoires intercommunaux concernés en 2025), complétée par l'offre nouvelle portée par les bailleurs publics dont la programmation se concentre sur toute la bande frontalière.



Avec le PDALHPD, la Département dispose d'un dispositif partenarial de lutte contre l'habitat indigne

Le Département engagé dans la lutte contre l'habitat indigne

Dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD), la collectivité est dotée d'un dispositif partenarial de lutte contre l'habitat indigne.

Ce dispositif s'adresse tant aux propriétaires qu'aux locataires d'un logement dégradé. Il vise à réhabiliter les logements dégradés afin de garantir à l'occupant des conditions d'habitation décentes, d'accompagner les propriétaires dans la rénovation de leurs biens et d'ouvrir aux occupants des perspectives de relogement le cas échéant.

Les signalements de situation d'habitat indigne se font via la plateforme de l'État, *Signal Logement*. Une commission d'étude des situations se réunit chaque mois et qualifie les désordres constatés et active les procédures adaptées.

Sur quelque 140 situations présentées l'an passé, 68 % relevaient d'un manquement au règlement sanitaire départemental, 3 % d'une mise en sécurité, 17 % d'insalubrité.

Signal Logement

Signal Logement est une plateforme de l'État pour les situations d'habitat indigne

2025, C'EST AUSSI :

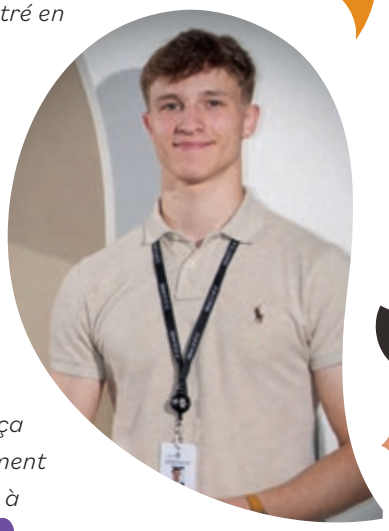
- Un renforcement de la lutte contre la fraude aux subventions à la rénovation de l'habitat privé, avec des contrôles aléatoires menés par le Département avant paiement définitif.
- La rencontre avec les magistrats et greffes pour renforcer notre coopération et fluidifier davantage les accompagnements des personnes vulnérables.
- La signature d'un protocole de collaboration entre les différentes structures (État, Département, Agence régionale de santé…) pour mieux coordonner l'action publique en matière de lutte contre l'habitat indigne dans le Doubs.

PAROLES D'USAGER

Paul

Apprenti en horlogerie à Morteau

« Je suis apprenti en horlogerie, mon entreprise et mon lycée sont à Morteau. Quand je suis entré en formation, j'avais un logement à Valdahon, et je faisais la route matin et soir, c'était un peu difficile. Alors quand je suis entré dans la colocation, ça m'a simplifié le quotidien ! L'appartement est proche de mon entreprise et aussi de mon lycée, j'y vais à pied, c'est le top. Et puis le loyer n'est pas cher par rapport au prix des appartements à Morteau. Je partage mon logement avec d'autres colocataires, et il y a parfois besoin de revoir les règles dans l'appartement, mais ça se passe plutôt bien. Et puis vivre dans ce logement c'est aussi avoir plus d'autonomie, apprendre à gérer… L'expérience est pour moi positive. »





CHIFFRES-CLÉS

21 projets de logements communaux accompagnés, pour un total de 53 logements, soit une année record en la matière

1 931 ménages renseignés par la Maison de l'habitat du Doubs dans le cadre du Pacte territorial France Rénov' du Doubs (hors territoires de GBM et PMA)

1 229 ménages en précarité accompagnés dans leur projet d'accès et de maintien dans le logement par les équipes du Département et ses sept opérateurs partenaires dans le cadre du dispositif « Accompagner pour habiter »

572 logements gérés par les deux agences immobilières sociales dont 31 logements nouvellement captés en 2025

4 187 aides octroyées dans le cadre du Fonds solidarité logement (FSL)

RENFORCER ENCORE L'ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS LES PLUS FRAGILES DANS CETTE PÉRIODE INFLATIONNISTE

ZOOMS SUR 2025



Le Département s'engage et soutient les acteurs de l'aide alimentaire

Selon l'Insee, l'inflation au niveau national a oscillé entre 1,3 % et 1,8 %, avec des pics pour certains produits comme le poisson frais à + 4,1 % en 2025. Cela entraine la progression de la demande sociale des publics les plus fragilisés. Les profils des personnes touchées par la précarité alimentaire évoluent et sont de plus en plus hétérogènes (jeunes, étudiants, familles monoparentales, retraités). Dans le Doubs, les spécificités territoriales peuvent accentuer l'exposition au risque de précarité alimentaire (loyers et charges élevés en zones frontalières, difficultés de mobilité et d'accès à l'emploi dans le Doubs central et dans le Haut-Doubs, etc.)

En 2025, le Département s'engage aux côtés de la Banque alimentaire tant pour l'investissement (aide pour financer les nouveaux locaux) que pour le fonctionnement. Ce soutien vise à lui permettre de jouer pleinement son rôle de maillage de la collecte et de la distribution alimentaire sur l'ensemble du territoire. En parallèle il renouvelle son soutien aux associations de l'aide alimentaire qui œuvrent au plus près des bénéficiaires.



Le Département est engagé aux côtés de la Banque alimentaire

Pour renforcer l'autonomie et le pouvoir d'agir des publics vulnérables, le Département a remis 5 500 chèques d'accompagnement personnalisé pour près d'un million d'euros. Ces aides permettent aux bénéficiaires de pouvoir choisir leurs achats et leurs commerces pour acheter des denrées alimentaires et des produits d'hygiène de première nécessité.

Le Département restera acteur de la prévention et de la lutte contre les violences faites aux femmes

Il a signé le 25 novembre 2025, aux côtés de l'État et de nombreux partenaires institutionnels et associatifs, le plan départemental 2026-2028 de lutte contre les violences faites aux femmes. Ce plan, élaboré sur la base d'une démarche volontaire s'articule autour d'une cinquantaine d'actions concrètes. Le Département agit à plusieurs niveaux pour prévenir et lutter contre toute forme de violences à l'égard des femmes : accompagnement des victimes, soutien aux associations et structures d'hébergement, protection des enfants co-victimes des violences conjugales, etc.

2025, C'EST AUSSI :

- Le Département et l'État local ont renouvelé la convention départementale des solidarités pour protéger les plus vulnérables face au risque d'exclusion et de pauvreté. Celle-ci réaffirme leur engagement conjoint de mieux articuler les aides et actions portées.
- Le soutien du Département aux dispositifs d'hébergement d'urgence en articulation avec les services de l'État.
- Le plan de lutte contre l'insalubrité dans le logement et les actions de lutte contre la précarité énergétique.
- Des efforts pour soutenir les centres communaux d'action sociale et les associations en charge du développement social pour garantir une réponse adaptée à l'hétérogénéité des publics (isolés, gens du voyages, jeunes avec ou sans charge de famille, retraités, etc.) et selon la pluralité des besoins sociaux (santé, logement, parentalité, éducation budgétaire et financière...).
- Le soutien du Département au titre des trois contrats de ville (Grand Besançon, Pays de Montbéliard et Grand Pontarlier).

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Mobilité solidaire : lever les freins

La plateforme de mobilité solidaire, soutenue par le Département, contribue au pouvoir d'agir des femmes comme des hommes de 18 à 64 ans en matière de déplacement. La mobilité constitue un frein important dans le quotidien et dans le retour à l'emploi. Ce dispositif propose des prestations de conseil en mobilité, de location de véhicules ou encore de réparation de véhicules à tarifs socialement accessibles. Cette action touche plus d'une centaine de personnes, tous genres confondus par an, principalement sur le territoire de Montbéliard.



Le plan départemental 2026-2028 de lutte contre les violences faites aux femmes a été signé le 25 novembre 2025

CHIFFRES-CLÉS

6 000 ménages soutenus au titre des aides financières territorialisées afin de contenir leur risque d'exposition à la pauvreté

1 M€ mobilisé au titre du fonds d'aide sociale à l'enfance à près de **4 200** familles vulnérables pour faciliter les achats de première nécessité ou l'accès à des services de soutien (garde d'enfance, périscolaire, etc.)

490 jeunes Doubiens accompagnés financièrement au titre du fonds d'aide aux jeunes pour un montant moyen de **230€** par jeune

Plus de **60** partenaires locaux mobilisés aux côtés du Département pour permettre l'accompagnement des publics éloignés de l'emploi et la levée des freins périphériques.

PAROLES DE PARTENAIRE

Gérard Masséna

Président de la Banque alimentaire de Franche-Comté

« C'est en juillet 2025 que j'ai rejoint « cette grande famille », avec l'envie de mettre mon temps disponible de nouveau retraité et mon expérience au service d'une association qui contribue à aider des personnes en précarité alimentaire. J'ai fait toute ma carrière, ici, dans une banque de proximité, engagée dans l'économie sociale et solidaire, ce qui m'a amené à voir des situations de vie difficiles. Ayant beaucoup travaillé avec des agriculteurs, je suis aussi sensible à ce sujet d'une alimentation de qualité et créatrice de lien, ce que promeut la Banque alimentaire de Franche-Comté.



Ces personnes accompagnées, ce sont des retraités, des familles monoparentales, des jeunes actifs et de plus en plus d'étudiants. Ce qui témoigne de l'importance de notre mission pour répondre aux besoins alimentaires essentiels. Le Département, qui est un partenaire historique de confiance, nous soutient dans cette lutte. Ensemble, nous agissons pour sensibiliser contre le gaspillage alimentaire et nous travaillons sur des projets pour aller plus loin. »



OFFRIR AUX DOUBIENS UNE INCLUSION NUMÉRIQUE RÉGULÉE ET RÉHUMANISÉE

ZOOMS SUR 2025

Le Schéma départemental d'inclusion numérique (SDIN) en actions

En 2025, le Schéma département d'inclusion numérique a poursuivi sa mise en œuvre. En matière d'investissement, deux projets ont été portés avec la Maison-Grand à Étalans et le déménagement de l'association Saint-Vit Informatique.

Le parcours de sensibilisation et d'éducation aux pratiques du numérique destiné aux collégiens s'est enrichi pour sa quatième année scolaire de mise en œuvre de deux nouveaux partenaires : Oui Nov Education et Nouvelles Formes, s'ajoutant au Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA) et à Tinternet & Cie. Le Département a par ailleurs organisé en lien avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) un appel à projets lui permettant de financer six projets d'ateliers numériques à destination de publics variés sur l'ensemble du territoire pour un montant de près de 45 000 €.

La Médiathèque départementale accompagne médiathèques et bibliothèques dans leur développement numérique par de nouvelles formations, la mise à disposition d'expositions numériques comme Micro-Folie, de consoles de jeux et de codage ainsi que son nouveau portail Média-Doo.

En interne, les agents de la direction de l'autonomie et des centres médico-sociaux ont bénéficié des parcours PIX (outil d'évaluation en ligne des compétences numériques) pour monter en compétences.

La newsletter de la Mission inclusion numérique, qui regroupe les acteurs du numérique sur le territoire, compte 350 abonnés recensés sur la cartographie de l'inclusion numérique ouverte au public.

Enfin, une quarantaine de collectes a été organisée pour le recyclage du matériel informatique du Département.



Tinternet & Cie, association d'éducation numérique, fait partie des structures intervenant en collège





France Numérique Ensemble (FNE) : faciliter le parcours usager

S'appuyant notamment sur le SDIN, France Numérique Ensemble* se déploie sur les territoires avec adaptabilité et agilité. Le 25 novembre 2025, a eu lieu son comité de suivi co-présidé par Denis Leroux, Vice-président du Conseil départemental et Nathalie Valleix, secrétaire générale de la Préfecture. Outre les dispositifs d'accompagnement des usagers vers une émancipation numérique qui sont déclinés dans les territoires, les différentes actions d'interconnaissance des acteurs et des dispositifs ont été mises en avant. Liées aux changements de pratiques et d'usages dans un contexte où le numérique est devenu omniprésent, elles ont montré leur nécessité et leur bienfondé, visant la facilitation et la coordination d'un parcours usager fluide et sans rupture. Recueillant un vif intérêt, la démarche engagée dans ce sens se poursuivra en 2026.

** FNE constitue la feuille de route en faveur de l'inclusion numérique pour la période 2023-2027. Elle est co-pilotée dans le Doubs par le Département et la Préfecture.*

CHIFFRES-CLÉS

8 territoires ont accueilli le dispositif Micro-Folie, mode d'immersion culturelle innovante ouvert à tous les publics

3 052 élèves de **29** collèges et **113** classes sensibilisés aux usages numériques

9 formations (soit le double de l'année précédente) sur différents sites destinées aux équipes de bibliothèques

2025, C'EST AUSSI :

- Un réseau de conseillers numériques construit autour d'une coordination et d'une animation départementales visant une interconnaissance des acteurs et des dispositifs, le bénéfice d'intervention d'experts ou personnes ressources sur des thématiques ciblées, des partages d'expériences entre pairs.
- Près de 13 000 accompagnements individuels ou collectifs réalisés par les conseillers numériques.
- Près de 100 professionnels, travailleurs médico-sociaux, conseillers France services, secrétaires de Mairie..., formés à Aidants Connect – Aidants numériques dans le cadre de France Numérique Ensemble.
- L'accompagnement de six nouveaux projets, avec le soutien de l'ANCT via FNE, pour un montant total de 44 210 €.
- 15 actions spécifiques sur le numérique, représentant près de 52 sessions, ciblées sur les publics seniors et soutenues par la Conférence des financeurs.

PAROLES DE PARTENAIRE

Stéphanie Chouet

Chargée de mission partenariat à France Travail



« La plateforme DORA - Découvrir, Orienter, Renseigner, Accompagner - met en relation porteurs de services d'insertion et professionnels de l'accompagnement et facilite la levée des freins périphériques à l'emploi. Grâce à des données de qualité et à jour sur l'offre d'insertion, DORA permet d'identifier les services pertinents pour une personne en retour vers l'emploi, de mobiliser ces services en ligne ou d'accéder à des coordonnées. Pour les professionnels de l'accompagnement, c'est un gain de temps et une simplification dans l'orientation vers des services d'insertion. Déployée conjointement par le Département et France Travail depuis 2025, DORA est un levier complémentaire pour rendre visible l'offre d'inclusion, notamment numérique. Au cœur de l'ambition commune de garantir un parcours usager sans couture, simple et efficace, la plateforme recense et identifie les structures et services proposés pour lutter contre la précarité sociale et numérique (lieux de médiation et ateliers numériques, accompagnement à la prise en main de ces outils, aide aux démarches ou à l'acquisition de matériel informatique à prix solidaire pour réduire la fracture numérique). Grâce à elle, les structures offreuses de services sont visibles, les usagers identifient ceux qui sont les plus adaptés à leurs besoins et les professionnels de l'insertion les orientent directement. »

APPORTER DES RÉPONSES TERRITORIALISÉES, DIVERSIFIÉES ET ADAPTÉES AUX BESOINS DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

ZOOMS SUR 2025

Accueil téléphonique APA à domicile : numéro unique 03 81 259 259

Depuis le 2 janvier 2025, la Direction de l'autonomie du Département a fait évoluer ses modalités d'accueil téléphonique pour mieux répondre aux besoins d'information des bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile.

Inscrite dans le projet de mandat et dans les attendus du Service public départemental de l'autonomie (SPDA), cette réponse téléphonique unique concerne tous les aspects, toute question portant sur la prestation, de la constitution du dossier au paiement. Elle vise à la simplification de l'accès aux droits et aux aides pour les bénéficiaires.

Ce numéro est ouvert, tous les jours, de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h. La réponse est assurée par les dix secrétaires médico-sociales qui veillent à son bon fonctionnement, en alternance, sur des plages dédiées.

Elles ont ainsi pris en charge plus de 26 000 appels en 2025.

L'accueil familial : la stratégie de développement du Département

L'accueil à titre onéreux de personnes âgées ou en situation de handicap, au domicile de particuliers est une solution professionnelle et encadrée. Elle reste peu connue et peu développée.

Le Département compte 17 accueillants familiaux agréés, alors que la demande excède l'offre. Le développement de ce type d'accueil constitue un enjeu majeur pour répondre aux besoins croissants d'une diversification des modes d'accompagnement.

Le 23 juin 2025, l'Assemblée départementale a adopté une stratégie en trois axes : promouvoir l'accueil familial, soutenir et professionnaliser les accueillants, fiabiliser les compétences et outils internes.

Dès 2025, plusieurs actions ont été engagées : création d'un groupe d'analyse de la pratique, journée d'échanges pour partager les expériences et renforcer la dynamique de réseau, campagne de communication (flyers, presse, télévision et radio en ligne).

MDPH : mieux gérer les admissions en établissements et prioriser les situations critiques

Près de 200 enfants sont en attente d'une admission en accueil de jour d'un Dispositif d'accompagnement médicoéducatif (DAME). Face à ce constat, la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) et l'Agence régionale de santé (ARS) ont initié en 2025 un dispositif de priorisation des admissions, en lien étroit avec l'ensemble des organismes gestionnaires.

Depuis janvier 2025, une équipe pluridisciplinaire composée de professionnels (MDPH, Éducation nationale, établissements) évalue les niveaux de priorité selon plusieurs critères : ancienneté de la notification, risque de déscolarisation, situation médicale et sociale. Pilotée par la Communauté 360* de la MDPH, cette démarche permet de traiter en priorité l'admission des situations les plus critiques.

Parallèlement, la MDPH propose les solutions alternatives les plus adaptées pour les enfants non admis en DAME (scolarisation, accompagnement médico-social) et assure l'information et l'accompagnement des familles.

** La Communauté 360 a pour objectif de mettre en réseaux des professionnels de tout le département et au-delà si nécessaire, afin de garantir une réponse complète aux besoins et questions de la personne en situation de handicap ou de ses proches aidants.*



La première journée départementale de prévention de la perte d'autonomie a regroupé 150 personnes



Conseillère départementale déléguée au handicap, Valérie Maillard, préside la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) et anime le collectif des partenaires

2025, C'EST AUSSI :

- Un soutien accru des usagers dans leurs démarches d'embauche directe de salarié à domicile : 180 entretiens personnalisés lors de permanences (Besançon, Montbéliard, Pontarlier, Valdahon) ou de visites à domicile pour les personnes à mobilité réduite, rassurant les usagers et limitant les indus.
- **La première journée départementale de prévention de la perte d'autonomie, en février, qui a regroupé 150 personnes, a favorisé les liens entre les acteurs, le partage d'une culture commune et la prise de conscience de la nécessité d'évaluer l'impact des actions de prévention sur les bénéficiaires. Ce diagnostic permettra d'élaborer une stratégie départementale dédiée.**
- Le recrutement d'une chargée de projet Service public départemental de l'autonomie (SPDA) pour travailler avec les acteurs de l'autonomie et du droit commun à des actions concrètes pour l'amélioration de la qualité du service rendu aux personnes âgées, personnes en situation de handicap et leurs aidants (démarches simplifiées, parcours coordonnés et sans rupture).
- Des échanges renforcés avec le Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) : présentation des actions départementales, réflexion commune sur l'amélioration du portail MDPH, élaboration d'une plaquette de présentation du CDCA.
- L'ouverture d'habitats inclusifs* :
  - À Audincourt (Fondation Pluriel), destiné aux plus de 65 ans et aux personnes en situation de handicap vieillissantes : dix logements de 21 à 60 m² et de vastes espaces communs partagés.
  - Aux Fins (association « Meilleur Temps ») : composé d'une colocation avec terrasses à destination de six personnes en situation de handicap, leur permettant de vivre dans un environnement accueillant et à taille humaine, où l'autonomie et le lien social sont au cœur du quotidien.

**L'habitat inclusif est un lieu conçu pour permettre à chacun de vivre chez soi sans être seul. Il regroupe des logements adaptés dans un cadre sécurisé, où de vastes espaces communs favorisent les échanges.*

CHIFFRES-CLÉS

6 390 bénéficiaires de l'APA à domicile, pour un montant total de dépenses de 36,4 M€

3 822 bénéficiaires de l'APA en établissement, pour un montant total de dépenses de 20,7 M€ (+ 2,87 M€ par rapport à 2023)

2 294 bénéficiaires de l'Aide sociale à l'hébergement (71% de personnes handicapées, 29% de personnes âgées), pour un montant total de dépenses de 70,34 M€ soit +0.27% par rapport à 2024

736 élèves en situation de handicap ont bénéficié d'un transport ou d'une allocation de transport adapté, soit +4.1% par rapport à 2024 pour un montant total de 4,02 M€



le Guide des aides financières départementales en EHPAD, accessible depuis le site https://personnes-agees.cd25.fr rassemble explications sur les modalités, conditions et démarches à suivre pour obtenir les aides financières en vue d'une entrée en établissement

ENGAGEMENT 2

Agir pour l'emploi et le développement économique

Le ralentissement économique, les tensions sur les recrutements et les inégalités territoriales persistantes restent des éléments marquants du contexte national. Le Département réaffirme une conviction forte : l'emploi est un levier essentiel d'inclusion et de cohésion. Agir pour l'économie locale, c'est agir pour les habitants, leurs parcours et leur dignité. Face à ces défis, le Département privilégie une approche fondée sur la proximité et l'efficacité : un accompagnement « sur mesure » vers le retour à l'emploi, un soutien renforcé aux entreprises et aux territoires, et des actions concrètes pour rendre les métiers plus attractifs.



Cette mobilisation concerne aussi bien les allocataires du RSA, accompagnés vers des emplois locaux, que les secteurs clés du Doubs comme le tourisme, l'agriculture ou les activités industrielles et artisanales.

APPORTER UN ACCOMPAGNEMENT « SUR MESURE » AU RETOUR VERS L'EMPLOI

ZOOMS SUR 2025



Faciliter le lien entre allocataires du RSA et entreprises

Par son Plan départemental pour l'insertion et le retour à l'emploi (PDIRE) 2023-2028, le Département s'engage de manière structurée pour faciliter la mise en relation directe entre les allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) et les entreprises qui recrutent au travers :

- du co-pilotage des cinq « Task force Entreprise » en lien avec France Travail et l'amélioration des offres de services dédiées (prospection des offres, promotion de profils d'allocataires du RSA ciblés et accompagnement lors de la phase d'intégration ou encore le soutien à l'attractivité des secteurs en tension)
- du pilotage d'événements d'ampleur comme le Salon Doubs pour l'emploi ou Cap vers l'emploi (en partenariat avec Grand Besançon Métropole pour ce dernier), réunissant plus de 4 000 visiteurs et 130 exposants



Le Plan départemental pour l'insertion et le retour à l'emploi va faciliter la mise en relation entre entreprises et allocataires du RSA

- de préqualification des allocataires via les parcours immersifs de trois à six mois pour se préparer sur des métiers qui recrutent (aide à la personne, soins à domicile, ou encore animation périscolaire)
- du soutien maintenu aux structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) avec un effet bonus pour toute entrée d'allocataire du RSA et sorties positives (emploi, formation).



Parmi les actions départementales en faveur de l'insertion, la réunion d'une cinquantaine d'acteurs de l'emploi - entreprises, structures d'insertion, France Travail et élus locaux - lors du petit déjeuner « Du RSA à l'emploi », ici à Étupes, en janvier

Le Département, un acteur qui s'engage :

- À soutenir la mobilité et le logement, dont l'absence ou les difficultés constituent des freins majeurs à la reprise d'un emploi, en particulier dans les territoires ruraux du Doubs central et des secteurs frontaliers (Haut-Doubs).
- À garantir l'accompagnement renforcé de certains publics, comme les nouveaux entrants, les jeunes de moins de 25 ans ou les 25 - 39 ans.
- À renforcer les articulations indispensables entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion.

2025, C'EST AUSSI :

- L'animation de séminaires conjoints à l'ensemble des acteurs de l'accompagnement socio-professionnel (Département, délégataires, France Travail) pour partager les objectifs de la loi plein emploi et améliorer collectivement les conditions du retour à l'activité et à l'emploi.
- Le déploiement du comité départemental pour l'emploi et des trois comités locaux pour l'emploi pour adapter les solutions au plus proche des besoins.
- La garantie du juste droit avec près de 7 800 dossiers présentés lors des quatre rencontres des équipes pluridisciplinaires, ayant conduit à 1 450 réductions de RSA, 1 200 suspensions et 570 sorties du droit.
- Un chantier d'ampleur mené avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) du Doubs et France Travail sur le juste droit et l'application du décret du 30 mai 2025 relatif aux sanctions de remobilisation des allocataires du RSA.
- La valorisation des clauses d'insertion dans les marchés internes au Département mais aussi la sensibilisation des institutions publiques dans le cadre de leur politique d'achats (plus de 30 000 heures d'insertion en 2025).



Logement : le Département soutient les projets locaux comme à Landresse : nouveau réseau de chaleur pour les bâtiments communaux de l'ancienne poste et de la mairie et rénovation des logements qui s'y trouvent



Près d'une quinzaine de secteurs d'activité étaient représentés au Salon Doubs pour l'emploi, le 19 mars à Micropolis à Besançon

CHIFFRES-CLÉS

1 150 allocataires en parcours renforcé et suivis par un coach filières

Près de **2 M** € non dépensés grâce au traitement des situations de non-conformité soumises à l'avis des équipes pluridisciplinaires chargées de sanctionner les manquements aux obligations

Plus de **400** situations d'allocataires du RSA vérifiées par la cellule vérification du Département. Cela a conduit à l'implantation d'**1 M** € d'indus

9 M € consacrés à l'insertion et à la politique de retour à l'emploi (soutien aux SIAE, aux associations, à l'accompagnement des publics) avec pour objectif la mise en action des publics et leur regain de compétences sociales et socio-professionnelles

65 % des allocataires ayant bénéficié d'un parcours emploi avec un coach filières ne sont plus dans le droit RSA, un an après

5 « Task force Entreprise » co-pilotées par France Travail et le Département pour créer du circuit court vers l'emploi

570 allocataires du RSA radiés au titre du juste droit en 2025

45 allocataires du RSA ont bénéficié du parcours immersif dénommé « PLEIADE », dédié aux métiers de l'aide à domicile et des services à la personne

INTENSIFIER ET DIVERSIFIER LE SOUTIEN EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN PARTENARIAT AVEC LES TERRITOIRES

ZOOMS SUR 2025

Soutien aux entreprises : de nombreux projets accompagnés et financés en 2025

Les dispositifs d'aides du Département, qu'il intervienne seul ou conjointement avec les 15 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) avec qui il a noué un partenariat, sont désormais bien connus et identifiés, avec le relais des territoires et des chambres consulaires.

Citons l'accompagnement à la création de la micro-crèche « Mes'Anges » par Marie Richet à Émagny qui permettra d'accueillir de jeunes enfants sur ce territoire. Pour elle, « l'accompagnement de la commune, de la Communauté de communes du Val Marnaysien et du Département a été déterminant dans la concrétisation du projet. »



Le Trophée des Territoires 2025 a été remporté par le Département et la Chambre de commerce et d'industrie Saône-Doubs

©CCI Doubs

Le prix national « Trophées des Territoires » de CCI France

Le Département et la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Saône-Doubs ont reçu le Trophée des Territoires 2025, attribué par CCI France, lors du Salon des Maires, le 19 novembre à Paris. Ce trophée, initié par le réseau CCI, récompense la mise en place du Club RH Haut-Doubs, un dispositif qui accompagne les entreprises du territoire dans leurs enjeux transfrontaliers de recrutement et de gestion des ressources humaines.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du protocole de partenariat signé entre le Département du Doubs et la CCI Saône-Doubs pour la période 2023-2027.

La Chambre de métiers et de l'artisanat à l'écoute des territoires et des entreprises

Dans le cadre du partenariat mis en place avec le Département, les services de la Chambre des métiers et de l'artisanat ont rencontré 45 entreprises sur le secteur de la Communauté de communes Loue Lison et autant sur le secteur de la Communauté de communes des Portes du Haut-Doubs afin de faire un bilan d'activité et de les accompagner dans leurs projets à venir : succès de la démarche avec de nombreux projets d'investissement enclenchés et des besoins de recrutement détectés (une vingtaine de profils travaillés dans le cadre de l'accompagnement des allocataires du RSA).

2025, C'EST AUSSI :

- L'animation de webinaires destinés à présenter la conjoncture économique du Département par la CCI à destination des EPCI (1ère session en octobre 2025).
- La participation de la Mission économie du Département à de nombreuses rencontres à caractère économique organisées sur les territoires, et l'accompagnement de projets dans le Doubs faisant appel à l'ingénierie départementale.
- **Le partage des données socio-économiques des bassins de vie avec les directions territoriales des solidarités humaines (DTSH), avec la tenue de deux rencontres :**
  - **30 juin 2025 : DTSH secteur Montbéliard**
  - **04 décembre 2025 : DTSH secteur Haut-Doubs**



Le partage des données socio-économiques, un élément crucial pour mieux connaitre son territoire

CHIFFRES-CLÉS

35 projets soutenus par le Département au titre de l'immobilier d'entreprises en lien avec les EPCI pour un montant de 1 032 380 €



1 projet d'épicerie en milieu rural soutenu par le Département à hauteur de 40 000 €

3 requalifications de zones d'activités accompagnées pour un montant d'aide de 122 585 €

PAROLES DE PROPRIÉTAIRES DE CHAMBRE D'HÔTES

Hélène et Lucas

Basés à l'Isle-sur-le-Doubs, Hélène Hamon et Lucas Grux, tous deux professionnels dans le social et passionnés de vélo d'itinérance pendant leur temps libre, ont ouvert en mai 2025 des chambres d'hôtes pensées pour les cyclotouristes. Un projet personnel devenu aventure collective, soutenu par la Communauté de communes des 2 Vallées Vertes et le Département.

« Le constat était simple : il y a un manque certain d'hébergements sur le tracé direct de l'Eurovéloroute 6 (EV6). En 2018, on est partis un peu par hasard sur les pistes cyclables des Pays-Bas et de Belgique. On a adoré. Depuis, on n'a plus voyagé autrement. Suède, Norvège, EV6 de Besançon à Bratislava, retour par l'Italie… De ces échappées est née une évidence : créer un hébergement simple, chaleureux, pensé d'abord comme une étape pour les cyclistes, mais tout le monde est le bienvenu. Pas de grande plateforme de réservation : on veut garder une relation simple et humaine. On s'est sentis vraiment épaulés et l'aide de 5 000 € de la Communauté de communes, complétée par près de 18 000 € du Département, nous a permis d'acheter du matériel de meilleure qualité, de voir un peu plus grand. Une troisième chambre est déjà en projet pour 2026. »



SOUTENIR L'ATTRACTIVITÉ DES MÉTIERS

ZOOMS SUR 2025

Made in chez Nous : faire connaître notre savoir-faire local

Parce que découvrir une destination touristique, c'est aussi entrer dans les coulisses de ses savoir-faire, Doubs Tourisme a labellisé trois nouvelles entreprises « Made in Chez Nous » en 2025, ce qui porte à 57 le nombre d'entreprises membres du dispositif de découverte des savoir-faire du Doubs (culinaires, artisanaux, industriels...).



La Barbotine céramique a rejoint « Made in Chez Nous »



La distillerie Marguet-Champreux est désormais labellisée « Made in Chez Nous »

MADE IN CHEZ NOUS DANS LE DOUBS
Visites d'entreprises !



Doubs Tourisme aide les professionnels du Doubs à valoriser l'offre cyclable du Doubs

Vélo, VTT, ambassadeurs du Doubs

Le guide pratique « pro-vélo » par Doubs Tourisme a été pensé pour aider les socio-professionnels du Doubs (vendeurs ou loueurs de cycles, accompagnateurs…) à être les meilleurs ambassadeurs de notre offre cyclable. Ce document a été remis à l'occasion de la rencontre des acteurs de la filière VTT organisée le 1er juillet à Consolation et diffusé à l'occasion de rencontres individuelles.

Aide à domicile, le Département expérimente

Face au manque d'attractivité du métier d'aide à domicile, la Direction de l'action sociale, du logement, de l'insertion et la Direction de l'autonomie du Département ont lancé une action expérimentale, répondant à un Appel à manifestation d'intérêt de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).
L'expérimentation PLEIADE (Préparation à L'emploi insertion aide à domicile) vise à accompagner des allocataires du RSA et à sécuriser les parcours de retour à l'emploi adaptés au métier d'aide à domicile.
L'originalité de ce projet porte sur le rôle pivot et essentiel d'un référent unique. Il intervient à chaque étape : en amont avec les prescripteurs (France Travail, centre médico-social, Mission locale…), durant l'accompagnement et la formation ou remise à niveau adaptés et couplés à l'aide à la levée des freins, puis lors de l'intégration en pré-emploi en partenariat avec les services d'aide et d'accompagnement à domicile.
En 2025, 63 contractualisations ont été réalisées sur les territoires pilotes des bassins de Grand Besançon Métropole et du Haut-Doubs.

Social, médico-social et autonomie : soutenir pour sécuriser

En 2025, le Département a poursuivi un engagement fort en faveur de l'attractivité des métiers du social, du médicosocial et de l'autonomie.

Dans un contexte national marqué par des tensions de recrutement et une concurrence accrue entre employeurs, le Département a fait le choix d'un soutien volontariste et durable à l'ensemble des structures de son champ de compétences.

L'année a ainsi été marquée par la mise en œuvre de l'extension du Ségur aux personnels jusque-là non concernés : les « oubliés du Ségur ». Cette mesure, devenue obligatoire pour les employeurs associatifs après l'arrêté du 25 juin 2024, représente pour le Département une dépense annuelle de 1,724 M€, qui s'ajoute à l'effort déjà accompli lors des précédentes phases du Ségur et des revalorisations dans les services d'aide à domicile.

Afin de garantir une application équitable de cette revalorisation sur l'ensemble du territoire, le Département couvre environ 76 % des surcoûts supportés par les organismes gestionnaires.

Cela a permis de sécuriser le versement des revalorisations salariales et de soutenir la stabilité des équipes socio-éducatives dont le rôle est essentiel auprès des publics les plus vulnérables.

Ce soutien massif, inscrit dans la durée, traduit un choix politique clair : investir dans l'attractivité des métiers et la reconnaissance des professionnels, condition indispensable à la qualité de l'accompagnement rendu aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap, ainsi qu'aux enfants et familles protégés.

2025, C'EST AUSSI :

La mise en relation des producteurs locaux avec les cuisiniers des collèges pour une meilleure compréhension de leurs métiers respectifs afin de renforcer leurs liens au service de l'approvisionnement local.



Grâce au Département, producteurs locaux et cuisiniers des collèges échangent sur leurs manières de faire

CHIFFRES-CLÉS

121 porteurs de projets à vocation touristique accompagnés dans leurs réflexions et 103 hébergements touristiques classés par Doubs Tourisme

Une palette de plus de 150 producteurs, artisans et transformateurs locaux pour l'approvisionnement des 37 collèges disposant d'une restauration scolaire autonome

ENGAGEMENT 3

Aménager, équiper et irriguer nos territoires

Le Département poursuit un objectif clair : garantir à chaque territoire, qu'il soit rural ou urbain, les moyens de se développer harmonieusement. Investir dans les routes, les mobilités, les collèges ou les équipements communaux, ce n'est pas seulement construire des infrastructures : c'est renforcer le quotidien des habitants, soutenir l'attractivité locale et préserver l'égalité d'accès aux services essentiels.

Dans un contexte où les fractures territoriales se creusent, le Département choisit d'être un acteur structurant. Sécurisation du réseau routier, accompagnement des communes, amélioration des conditions d'enseignement dans les collèges, actions culturelles au plus près des habitants : autant d'engagements concrets pour irriguer durablement le Doubs et offrir à chacun un cadre de vie de qualité.



INVESTIR POUR UNE MOBILITÉ RESPONSABLE

ZOOMS SUR 2025



Les services départementaux sont désormais équipés pour appliquer la technique du lait de chaux

Du lait de chaux au service de la maintenance routière

Sous l'effet des fortes chaleurs, de plus en plus fréquentes avec le changement climatique, le bitume présent dans les chaussées se ramollit et remonte en surface, c'est le phénomène du ressuage routier. Ce dernier présente des inconvénients pour les usagers de la route, avec une baisse d'adhérence et la projection de bitume sur les véhicules, mais aussi pour l'exploitant, car ce désordre induit une dégradation des chaussées. Jusqu'alors, le ressuage était traité après son apparition, en répandant des gravillons sur les zones concernées.

Depuis 2022, le Département expérimente un traitement préventif de ce phénomène, en répandant du lait de chaux dans les secteurs sensibles, à l'annonce des épisodes de canicule.

Ce matériau blanchâtre, constitué de chaux éteinte largement diluée, contribue à refroidir la température de surface et peut être efficace pendant une quinzaine de jours. En 2025, les services départementaux se sont équipés pour appliquer cette technique, qui a été largement mise en œuvre tout au cours de l'été.

Précisons que le lait de chaux ne porte pas atteinte à l'environnement, moyennant certaines précautions, et qu'en cas de projection sur les véhicules, il peut être facilement nettoyé.

Les services départementaux mobilisés sur le Tour de France

Samedi 26 juillet 2025, l'avant-dernière étape du Tour de France partie de Nantua a parcouru 54 km dans le Doubs, dont 50 km sur les routes départementales, pour rejoindre l'arrivée à Pontarlier. Dans le cadre du partenariat établi avec l'organisateur ASO, le Département joue un rôle majeur pour préparer la « route du Tour », en coordination avec les autres gestionnaires routiers, communes et services de l'État.

Fauchage des abords, protection des obstacles présents sur le parcours, balayage de la chaussée, mise à disposition de poubelles et ramassage des déchets sont autant de dispositions spécifiques qui sont gérées par les services départementaux, en plus de la fermeture des routes et de l'information des usagers.

Le jour J, des équipes opérationnelles sont réparties sur le parcours pour des interventions de dernière minute et des cadres sont aux côtés de l'organisateur et des services préfectoraux pour coordonner le dispositif. Prêts à remettre ça le 17 juillet 2026 pour l'étape entre Dole et Belfort !



Pour le Tour de France, les routes départementales sont parées

La sécurisation des routes financée notamment par les amendes de Police

Si la verbalisation des conducteurs en infraction et la perception des amendes restent du ressort des forces de l'ordre et de l'État, le produit de ces amendes est en grande partie reversé aux collectivités pour financer des aménagements de sécurité sur la voirie.

Une dotation est allouée à cet effet à chaque territoire, proportionnellement au nombre d'amendes collectées. Le Département est chargé de la répartition de ces subventions parmi les dossiers déposés par les communes de moins de 10 000 habitants.

En 2025, le Département a adapté les critères de répartition des amendes de police, de façon à étendre ce financement à de nouveaux projets éligibles (sécurisation des ponts communaux et aménagements cyclables) et à prendre en compte l'évolution des prix de certains postes.

En outre, une mesure est prévue pour majorer les taux de subvention, en fonction de l'enveloppe annuelle.

Ainsi, 67 dossiers ont bénéficié de ce subventionnement en 2025, pour un montant total de 1 065 922 €.

En complément, le Département participe aux opérations réalisées sur les routes départementales, à travers le programme des opérations partenariales de sécurisation en agglomération (OPSA) et le conseil technique de ses services.

2025, C'EST AUSSI :

- Des opérations de maintenance des chaussées (appelées chantiers « massifiés » réalisés pour limiter la gêne aux usagers) sur des linéaires significatifs. Elles consistent en des interventions sur les couches de structure et sur la couche de roulement, par exemple sur la RD 673 à Chemaudin-et-Vaux et Franois, la RD 50 à Autechaux et Baume-les-Dames, la RD 6 aux Fourgs (7,5 km de chaussée rénovés pour ces trois opérations).
- **La réhabilitation du pont métallique de Chiprey, par lequel la RD 139 franchit le Lison à Éternoz, et du pont de la Gouille sur le Doubs à Oye-et-Pallet (RD 437), avec création d'une voie modes doux sur ce dernier. Ces opérations s'inscrivent dans les opérations d'ampleur du plan pluriannuel de maintenance des ouvrages d'art.**
- Des travaux de protection des falaises bordant la RD 67 dans la Vallée de la Loue (Côte de Mouthier), de la Côte de Morre (opération pluriannuelle) et d'autres opérations de confortement de terrain à Belmont (RD 30) ou aux Gras (RD 47).
- Le remplacement des anciens outils thermiques utilisés par les équipes de travaux routiers par des appareils électriques (élagueuses, taille-haies, souffleurs, nettoyeurs haute pression)
- La sécurisation de l'itinéraire de la RD 471 entre Chaffois et le Jura, avec le remplacement des dispositifs de protection des têtes d'aqueduc dans les fossés longeant cette route.
- Une nouvelle tranche de jalonnement cyclable points-nœuds sur le territoire des Communautés de communes Altitude 800, Loue Lison et Pays de Maîche. Le réseau points-nœuds déployé entre 2022 et 2025 atteint ainsi les 2 500 km.



Ouvrages d'art départementaux : le pont de Chiprey a été réhabilité en 2025



Préparation de la saison hivernale : 1 150 interventions de déneigement et de salage pour le Département en 2025

PAROLES D'AGENT

Angélique

Géologue au Département

« Des travaux acrobatiques ont été mis en œuvre au cours du mois d'octobre 2025 pour sécuriser les falaises de la Côte de Morre à Besançon. Des filets ont été déployés le long des falaises pour retenir les roches pouvant se décrocher au fil du temps, sous l'effet des intempéries et des écoulements souterrains.
Pour installer ces filets de sécurité, il a fallu, lors de la précédente tranche de travaux en 2024, débroussailler et purger la falaise, pour faire tomber des roches fragilisées. Le chantier de 2025 a consisté à réaliser dans la continuité, le clouage des blocs de roches, pour les fixer profondément à la roche saine, d'une part, et un ancrage pour arrimer les filets de sécurité d'autre part.
Ils sont conçus pour tenir 25 ans en général mais cela peut aller beaucoup plus loin si on les entretient bien. »



CHIFFRES-CLÉS

77 opérations maintenance de chaussées, **24** ouvrages d'art réparés et **9** mouvements de terrain traités pour offrir les meilleures conditions de circulation aux usagers et préserver la durabilité du patrimoine routier

200 agents, répartis sur **20** sites, constituent les équipes de travaux routiers du Département, pour intervenir sur tout le territoire, sur les **3 690** km de routes départementales

Plus de **1 150** interventions de déneigement et de salage et **8 000** tonnes de sel consommées au cours de l'hiver 2024-2025, conformément au nouveau dispositif d'organisation de la viabilité hivernale, adopté par le Département pour cette saison

18 opérations partenariales de sécurisation en agglomération

500 000 € dédiés à l'accompagnement des projets cyclables des territoires

7 réunions de concertation avec les maires et présidents d'établissement publics de coopération intercommunale

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

ZOOMS SUR 2025





Un chauffage plus écologique pour Blamont

Le Département a accompagné financièrement un ambitieux projet de chaufferie biomasse avec réseau de chaleur à Blamont. Une vingtaine de bâtiments dont le collège, l'Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) vont bénéficier de ce nouveau mode de chauffage écologique avec une consommation estimée de 600 tonnes de bois par an (remplaçant environ 200 000 litres de fioul). Ce projet d'un montant de 2,8 M€ a bénéficié d'une aide de 410 706 € du Département.



Un chauffage plus économique pour Blamont

Le Département aide à la réhabilitation de gymnases

Au titre du soutien à la rénovation d'équipements sportifs utilisés par les collégiens pour la pratique de l'éducation physique et sportive, le Département a accordé une subvention d'un montant de 1,12 M€ à la Ville de Besançon pour la réhabilitation du gymnase du collège Diderot (quartier de Planoise) et de 0,45 M€ à Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) pour la réhabilitation du gymnase du collège Rousseau à Voujeaucourt.

Aux côtés des sapeurs-pompiers

Le Département participe au budget du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Doubs pour un montant de 30,6 M€. Avec 2 885 sapeurs-pompiers (dont 2 500 volontaires) mobilisables 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et 70 centres d'incendie et de secours répartis sur l'ensemble du territoire du Doubs, le SDIS garantit à chaque citoyen une protection efficace face aux risques d'accidents et de sinistres de toute nature. Il assure un service de secours d'urgence performant et équitable en tout point du Doubs. En 2025, le SDIS a traité 176 326 appels, mené 34 383 interventions et secouru 29 287 victimes.



La 64e édition du Cross national des sapeurs-pompiers s'est déroulée à Besançon

2025, C'EST AUSSI :

- L'accompagnement et le financement (300 000 €) de la rénovation-extension du groupe scolaire des Fins qui a donné lieu à la mise en place d'une chaufferie à pellets, en remplacement du chauffage électrique, et à la construction d'une charpente dont le bois issu de la forêt communale a été scié puis assemblé localement.
- 151 opérations subventionnées, pour un montant total de 8,85 M€, dans le cadre des contrats P@C (Porter une action concertée). En termes de commande publique et d'activité économique pour les entreprises, ces projets représentent 68 M€ HT. 83 projets ont été accompagnés par le Département (conseils, études « assistance à maîtrise d'ouvrage », apport d'expertise) pour faciliter leur mise en œuvre.
- La poursuite de la recherche systématique de financements extérieurs, notamment européens, pour les projets portés par le Département. Ainsi, le Système d'information patrimonial (SIP) départemental, outil innovant de gestion du patrimoine bâti, a obtenu une subvention de 1,49 M€ de la part de l'Union européenne (soit 60 % d'un coût total de 2,49 M€).



- Le projet de coopération décentralisée « Eau saine et hygiène pour tous » porté par le Département avec l'appui financier de l'Agence de l'eau : en 2025, cinq nouvelles écoles sénégalaises ont bénéficié de l'installation d'un « kiosque à eau ».
  Depuis le lancement du projet, ce sont quinze établissements qui ont été équipés, permettant à plus de 4 000 élèves d'accéder à l'eau potable.
- L'aboutissement de la démarche de dématérialisation de l'ensemble des dispositifs de demande d'aide auprès du Département, qui sera désormais opérationnelle à compter du 1er janvier 2026.



Le Département aide financièrement la Blanchisserie du Refuge pour la construction de ses locaux

CHIFFRES-CLÉS

34 997 € pour la rénovation énergétique des locaux de la mairie de Mancenans-Lizerne

400 000 € pour la réalisation d'un pôle dédié au réemploi et à l'économie circulaire (recyclerie, matériauthèque) au Bélieu

300 000 € en soutien à l'aménagement du corridor vert Bouloie-Témis à Besançon

386 641 € pour la création d'une maison de santé pluridisciplinaire à Clerval

150 000 € pour la mise en place d'un accueil de jour à Levier

300 000 € pour la création de la Maison des femmes à Besançon

100 761 € pour l'optimisation énergétique de l'école Jules Grosjean à Montbéliard

600 000 € pour la construction des nouveaux locaux de la Blanchisserie du Refuge à Besançon, employant des personnes en parcours d'insertion

Lantenne-Vertière : une piscine sur roues à côté de l'école

Le bassin, long de huit mètres et accessible aux personnes en situation de handicap, est doté d'un fond ajustable allant jusqu'à 1,40 mètre de profondeur. Quant à l'eau utilisée, grâce à son système de déchloration, elle est traitée et recyclée pour l'arrosage. Huit sites accueilleront ce dispositif, dont quatre dans le Doubs (Corcelles-Ferrières, Recologne, Émagny et Lantenne-Vertière) bénéficiant au total à 1294 élèves de la Communauté de communes du Val Marnaysien.



Un dispositif mobile qui ravit élus et utilisateurs

PAROLE D'ÉLU ET D'USAGERS

Isabelle

Directrice de l'école de Lantenne-Vertière

« Ce sont 48 élèves de maternelle de notre école qui ont bénéficié de cette piscine depuis janvier dernier, par groupes de six avec des séances de 40 minutes. Tout le monde est ravi, les enseignants, les parents et bien entendu les enfants ! »

Marie-Charlotte

Une des deux maîtres-nageurs qui se relaient chaque semaine pour apprendre aux écoliers à être à l'aise dans l'eau

« Les progrès sont impressionnants, les enfants prennent très vite confiance dans l'eau. »

Thierry Malésieux

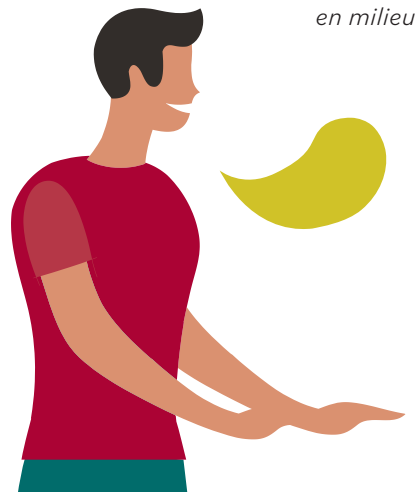
Président de la Communauté de communes et porteur du projet

« Il est essentiel de garantir cet apprentissage à nos jeunes, c'est un enjeu majeur en milieu rural. »

Marie

L'enseignante qui accompagne les enfants

« C'est un espace chaleureux et adapté qui répond aux besoins de chaque enfant. Tous les équipements sont là : vestiaires, douches, sèche-cheveux... »





DIFFUSER LA CULTURE DANS TOUS LES TERRITOIRES

ZOOMS SUR 2025

Édition record pour *Le Printemps des amateurs*

Le Printemps des amateurs a tenu sa sixième édition le dimanche 15 juin 2025, dans le cadre exceptionnel de la Saline royale d'Arc-et-Senans. Organisée et portée par le Département, cette manifestation valorise les pratiques artistiques en amateur. Elle offre aux artistes du territoire un espace de diffusion et de reconnaissance. L'évènement favorise la rencontre entre artistes et public : familles, jeunes, élèves et personnes en situation de handicap. En offrant un accès gratuit à un lieu patrimonial, avec une programmation artistique foisonnante, le Printemps des amateurs a cette année plus que jamais confirmé son statut de rendez-vous culturel populaire et fédérateur. Malgré une météo mitigée alternant pluies importantes et éclaircies, l'édition 2025 a rencontré un fort succès marquant un record de participation, avec 636 artistes, et de fréquentation, avec 2 284 personnes présentes. À noter cette année le concert de l'école de musique du Val Saint-Vitois avec la chorale du collège Jean Jaurès (plus de 100 jeunes artistes sur la scène Ledoux), la batucada des instituts médicoéducatifs (IME) de la Fondation Pluriel en déambulatoire, le concert de ukulélés des P'tites grattes, les adolescents de l'école de cirque de la Compagnie des Astres et le spectacle de clôture des élèves du Conservatoire régional de Besançon.



Une sixième édition record pour le Printemps des amateurs



Les Résidences d'artistes ont à nouveau permis de belles rencontres dans les territoires

Les Résidences d'artistes toujours plus proches des publics

Portées par le Département, les Résidences d'artistes ont cette année encore permis à six territoires d'accueillir des compagnies afin qu'elles puissent travailler sur leur future création tout en proposant des spectacles et des temps de rencontre inédits aux habitants. Parmi les six Communautés de communes impliquées, la participation nouvelle de deux territoires ruraux est à retenir pour cette neuvième édition : le territoire d'Altitude 800 qui a accueilli la Compagnie Lysimaque ainsi que la Communauté de communes Plateau du Russey avec Advaita L Cie. Les Résidences d'artistes permettent aussi de toucher différemment des publics spécifiques comme ce fut le cas avec l'intervention en Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de la Compagnie Valkyrira ou encore les ateliers de chant de l'association Corus avec les élèves de l'école de Servin-Lanans-Vellevans.



Le Quatuor Vocal « A bocca Chiusa » avec l'association Corus se sont rendus auprès de nos aînés à l'EHPAD « Franche Montagne » de Maîche

©A Bocca Chiusa-Vezelay-V.Arbelet

Soutien aux opérateurs et nouveau dispositif de diffusion : le Département acteur de la culture

Le dispositif de soutien aux arts vivants, renouvelé en 2024 afin de cibler l'irrigation culturelle des territoires et le soutien aux pratiques artistiques des doubiens, a été mis en application pour la première fois en 2025. Malgré les contraintes budgétaires, le Département a maintenu son soutien aux opérateurs culturels structurants pour un montant de 545 500 €. Le dispositif de soutien à la diffusion de spectacles vivants en territoire rural a permis de programmer 159 représentations dans des lieux moins dotés en matière d'offre culturelle.

2025, C'EST AUSSI :

- La diffusion d'un spectacle jeune public avec la Compagnie du Brouillard dans le cadre de la semaine de la parentalité organisé à L'Isle-sur-le-Doubs par le Réseau petite enfance de la Communauté de communes des 2 Vallées Vertes en lien notamment avec les services de protection maternelle et infantile du centre médico-social du secteur.
- **Le financement d'une résidence artistique à l'EHPAD « Franche Montagne » de Maîche du Quatuor Vocal « A bocca Chiusa » avec l'association Corus pour la création du spectacle « Un tour de France avec Bocca » : une création musicale et théâtrale prenant pour matière première le répertoire des chansons françaises qui résonnent auprès de nos aînés. Ce temps a pris la forme d'ateliers vocaux avec les résidents puis d'une représentation publique en fin de semaine ouverte à tout public et intégrant les participants des ateliers.**


Des pratiquants toujours aussi enthousiastes au Printemps des amateurs

©Laurent Cheviet

PAROLES D'AGENT

Vanessa

Service sport, culture et éducation populaire et organisatrice du Printemps des amateurs

« Ce qui plaît aux artistes amateurs, c'est la qualité professionnelle de l'accueil. Qu'il soit technique (espace scénique, son, lumière, loges) ou humain. Cet aspect a été très apprécié cette année, par les artistes comme le public. L'investissement, la rigueur et l'enthousiasme des agents volontaires ont été au top dans toutes les missions (régisseurs de salle, de scène, accueil des artistes, du public, surveillance des loges...) Ils étaient contents d'être là, de rencontrer d'autres collègues et ça s'est ressenti. »



CHIFFRES-CLÉS

87 acteurs soutenus au titre des arts vivants (compagnies, festivals, structures labellisées...)

24 formations participantes au Printemps des amateurs : associations, écoles de musique, chorales, écoles de cirque et de théâtre, ateliers

35 représentations lors du Printemps des amateurs allant de la musique (classique et actuelle), à la danse (contemporaine, traditionnelle du Moyen Orient, historique du second empire) en passant par le cirque, le théâtre et le chant choral

OFFRIR LES MEILLEURES CONDITIONS D'ÉDUCATION POSSIBLES DANS LES COLLÈGES

ZOOMS SUR 2025

Modernisation des collèges

Les travaux du gymnase de Blamont sont terminés, le bâtiment a été livré et mis à disposition du collège au mois de mars.
Les études de conception pour la restructuration du collège de Sancey sont terminées et la consultation pour les marchés de travaux a été lancée sur la fin de l'année 2025. Les travaux débuteront au 1er semestre 2026. La consultation pour la rénovation complète des toitures du collège de Doubs, en avance de phase sur le Schéma directeur d'aménagement des collèges (SDAC), a été lancée. Les travaux se dérouleront sur l'année 2026.
Par ailleurs les études de conception relatives à la modernisation de la demi-pension du collège « Entre deux Velles » à Saône se sont poursuivies.



Le gymnase de Blamont a été inauguré en mars



Chantal Guyen, Vice-présidente chargée des collèges, lors de la « Dictée du Tour »

Parc informatique et Territoire numérique éducatif (TNE)

Le Département garantit le maintien en condition opérationnelle du parc informatique des collèges (ordinateurs, écrans, tablettes et vidéoprojecteurs) en assurant son renouvellement tous les sept ans. Ainsi, en 2025, six collèges (Besançon Camus, Lumière et Stendhal, Audincourt, Pontarlier Malraux et Sochaux) ont été concernés, pour un total de 1,2 M€. De plus, vu le délai nécessaire au renouvellement total de son parc qui s'étale de 2021 à 2029, le Département a anticipé le remplacement des ordinateurs les plus anciens afin qu'ils soient compatibles avec la dernière version de Windows.
Par ailleurs, la dernière phase du TNE, avec la fourniture d'ordinateurs portables, tablettes, stylos scanners, numériseurs et casques, a ciblé les élèves à besoins éducatifs particuliers : Section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), Unité localisée d'inclusion scolaire (ULIS), Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants (UPE2A), Unité d'enseignement externalisée (UEE). L'investissement global du Département dans le TNE a représenté 1,654 M€ (subventionné par France 2030 à hauteur de 0,689 M€) au bénéfice des collèges publics et privés.



La journée des ambassadeurs de l'Union européenne, animée par la Maison de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté

Restauration des collèges : un groupement de commandes pour acheter local

L'année 2025 a vu la création d'un groupement de commandes départemental regroupant la plupart des collèges dotés d'une cuisine de production. Deux premiers marchés ont été passés à titre expérimental pour des lots « viandes » et « produits laitiers », les produits-phares de l'agriculture du Doubs. Les services du Département ont travaillé conjointement avec la Chambre d'agriculture afin d'établir très finement des cahiers des charges permettant à la fois de répondre aux besoins d'achat des cantines des collèges, de respecter strictement le cadre de la commande publique et d'être accessible à des producteurs locaux engagés vers la restauration collective. Après des mois de concertation avec tous les partenaires, et de travail de plusieurs services du Département, les marchés « viandes » et « produits laitiers » ont été attribués avec succès en fin d'année, quasi exclusivement à des producteurs locaux, conformément aux objectifs de la démarche. Pile à temps pour démarrer les premiers achats directs via ce groupement de commandes au 1er janvier 2026 auprès des 18 fournisseurs retenus.



Producteurs locaux et chefs des collèges vont pouvoir travailler ensemble encore plus facilement grâce au groupement de commandes départemental

2025, C'EST AUSSI :

- La poursuite des études de conception pour les collèges de Doubs, Hérimoncourt, Pontarlier Grenier, Pouilley-les-Vignes, Saint-Hippolyte, et Seloncourt jusqu'à la phase projet et dossier de consultation des entreprises (PRO/DCE).
- Le renouvellement des mobiliers et matériels pour accompagner l'évolution des pratiques pédagogiques, l'inclusion en milieu ordinaire des élèves en situation de handicap et contribuer à la politique de prévention des risques professionnels.
- La rénovation complète des toitures du collège de L'Isle-sur-le-Doubs.
- L'augmentation du débit internet dans les collèges pour le porter à 200 mégaoctets afin de développer les usages numériques en classe.
- L'attribution des dotations de fonctionnement des collèges selon un calendrier avancé à septembre. Elle tient compte des niveaux de réserves financières des collèges, de la complexité de la reprise en gestion directe des contrats de fourniture d'énergies (électricité, gaz, bois...) et de maintenance des installations chauffage, ventilation et climatisation par le Département.
- La refonte du référentiel des emplois des agents des collèges adopté en comité social territorial (instance de dialogue social) de novembre à l'issue d'un processus complet de concertations et d'arbitrages.

CHIFFRES-CLÉS

980 interventions (rénovation d'un CDI, travaux d'entretien et remplacements de matériels dans les demi-pensions, remise en peinture des locaux…) dans le cadre de l'entretien-maintenance des collèges pour des réponses adaptées aux besoins des communautés éducatives.

544 000 € pour « cantine pour tous », l'aide départementale aux élèves boursiers pour garantir l'accès de tous les collégiens à une restauration de qualité, versée à **3152** bénéficiaires

1,9M de repas servis en collèges

5,3 M€ consacrés à l'achat de denrées alimentaires dont **22** % de produits bio et **30** % de produits locaux

21 % de produits bio et **28,3** % de produits locaux servis dans les restaurations des collèges

Plus de **9 M**€ de dépenses de fonctionnement des collèges

235 000 € la valeur moyenne du patrimoine numérique par collège

130 ordinateurs fixes, **20** ordinateurs portables et **120** tablettes en moyenne par collège

1ère rencontre des agents de maintenance, **3** rencontres de chefs et seconds de cuisine, **1** rencontre annuelle de tous les agents



PAROLES DE PARTENAIRE

Christophe Cuenot

Principal du collège Diderot

« Je constate une relation de grande qualité autour du numérique entre les établissements scolaires, le Département et la Direction des systèmes d'information du rectorat, fondée sur des échanges réguliers et constructifs. Ces temps de dialogue permettent d'anticiper les difficultés, de clarifier les besoins et d'arbitrer des demandes particulières, rendant l'ensemble plus efficace. Dans un contexte de renforcement des mesures de sécurité et de protection des données personnelles, les usages numériques évoluent. L'uniformisation des équipements facilite la maintenance et la continuité de service. Elle relève avant tout d'une adaptation nécessaire, rendue acceptable grâce à une relation de confiance. Le Département est à l'écoute des besoins pédagogiques et techniques, y compris pour les élèves à besoins éducatifs particuliers.



La montée en compétence des acteurs, l'amélioration du suivi des incidents et la coopération de proximité renforcent l'efficacité du service. Le numérique n'est pas une fin en soi : son impact dépend des usages pédagogiques, de l'accompagnement au changement et des choix à venir, notamment autour de l'intelligence artificielle. »



NOS ENGAGEMENTS
TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE
Doubs le Département

ENGAGEMENT 4

Réussir la transition climatique et énergétique

Pour faire face à l'intensification des épisodes climatiques extrêmes, la pression croissante sur les ressources naturelles et à l'attente forte des citoyens en matière d'action publique, le Département renforce son engagement pour une transition climatique et énergétique concrète, juste et durable.



Agir pour le climat ne se résume plus à anticiper : il faut intervenir, adapter et transformer. Le Département fait ce choix en intégrant systématiquement l'enjeu environnemental à ses décisions budgétaires, en rénovant son patrimoine et en accompagnant les pratiques agricoles et forestières durables. Préserver les milieux naturels, soutenir les filières locales et sensibiliser les jeunes générations sont autant d'actions menées au quotidien pour concilier responsabilité écologique et dynamisme territorial.



INTERVENIR SANS RELÂCHE EN FAVEUR DE LA GESTION ET DE LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL

ZOOMS SUR 2025

Eau potable : le Département propose un nouveau service



Avec le soutien financier de l'Agence de l'eau, le Département a formalisé une nouvelle offre de prestations qui sera proposée à compter de 2026. Elle est destinée aux gestionnaires des services publics d'eau potable et d'assainissement dans le cadre du Service d'assistance technique dans le domaine de l'eau (SATe).

Une nouvelle offre de prestations départementale à venir pour les gestionnaires des services publics d'eau potable et d'assainissement

À la recherche de nouvelles filières pour les boues d'épuration

Apporter des réponses opérationnelles aux collectivités pour la gestion des boues d'épuration à la suite des restrictions d'épandage accompagnant l'évolution des cahiers des charges des Appellations d'origine protégées (AOP) fromagères du Doubs. Le Département a lancé en avril 2025, en concertation avec les Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) du Doubs, une étude visant à préciser les trois filières alternatives à l'épandage agricole local des boues (compostage, incinération, structuration d'une filière épandage à distance des sites de production). Cette étude associe la Chambre Interdépartementale d'Agriculture Doubs-Territoire de Belfort.



La station d'épuration de Valoreille a été inaugurée en novembre 2025



La Saline royale est également un espace naturel sensible

La sensibilisation aux milieux naturels se poursuit

L'inauguration de deux nouveaux aménagements-nature pour la sensibilisation du public, sur les sites des Espaces naturels sensibles (ENS) des Tourbières du Bizot et du Mémont et de la Saline royale d'Arc-et-Senans.



Les nouveaux aménagements et leurs inaugurations se poursuivent pour les Espaces naturels sensibles du Doubs



Le Mont d'Or sera bientôt un Espace naturel sensible

2025, C'EST AUSSI :

- L'organisation, le 3 décembre, d'une réunion d'échanges et de concertations avec les intercommunalités en charge de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement. Celle-ci a permis d'aborder les problématiques communes auxquelles elles sont confrontées quotidiennement dans l'exercice de ces compétences, de leur apporter des réponses avec la volonté d'inscrire cette dynamique collective dans la durée.
- La restauration de la continuité écologique (poissons, petite faune, sédiments) au niveau des ouvrages hydrauliques des routes départementales avance : l'étude stratégique identifiant ceux qui font obstacle a été finalisée et quatre ouvrages prioritaires feront l'objet de travaux sur la période 2027-2030.
- **Le lancement de la démarche « Espace naturel sensible » au Mont d'Or, destinée notamment à mettre en valeur le sentier des crêtes et à concilier la préservation et la valorisation de ce site emblématique. Le soutien à la mise en œuvre d'actions de préservation et de restauration de milieux humides, via notamment les travaux réalisés par l'Établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE) Haut-Doubs Haute-Loue dans le cadre du programme « LIFE Climat Tourbières du Jura » porté par le Conservatoire des espaces naturels (CEN), et le programme « ReZoHumide » de la Fédération de chasse.**
- Le soutien au CEN pour l'entretien et la restauration des pelouses sèches de la Vallée de la Loue (pâturage et entretien pour maintien de paysages ouverts…)
- Plus de 1 700 élèves (dont 1 300 collégiens issus de 24 établissements) et près de 700 personnes sensibilisées à l'environnement et à la biodiversité et aux enjeux de sa protection par le biais de l'appel à projets « Sur la piste des ENS » et du programme des animations et sorties nature (sans demande de participation financière).

CHIFFRES-CLÉS

200 stations d'épuration (soit **98**% du parc) suivies par le Département dans le cadre du Service d'assistance technique dans le domaine de l'eau (SATe)

1,3M € alloué aux territoires pour construire **2** stations d'épuration, interconnecter et réhabiliter plus de **20** km de réseaux d'eau potable

489 120 € dédiés à la réalisation de projets concourant à la préservation, restauration et valorisation des milieux naturels sur l'ensemble du territoire départemental

142 612 € consacrés à l'amélioration de la connaissance scientifique et à l'accompagnement technique du Département pour une meilleure prise en compte de la biodiversité dans ses autres politiques (routes, collèges, agriculture...)



Le Marais de Saône approvisionne en eau potable 40 à 60 000 habitants de Besançon

PAROLES DE PARTENAIRE

Marion Mathy

Animatrice foncier et nature au Syndicat mixte du Marais de Saône et du bassin versant de la source d'Arcier

« Le Marais de Saône, zone humide de plus de 800 hectares, alimente la source d'Arcier, captée pour approvisionner en eau potable 40 000 à 60 000 habitants de Besançon. Milieux naturels et biodiversité remarquables justifient l'existence de plusieurs dispositifs de protection de ce site aux forts enjeux. Sa labellisation Espace naturel sensible (ENS) a permis la réalisation, en 2012-2013, d'aménagements permettant l'accueil et la sensibilisation du public grâce à trois parcours de découverte. En 2025, le syndicat a tenu à associer les acteurs du territoire et habitants au projet de rénovation de ces sentiers. Une réunion publique et participative a été organisée en partenariat avec le Département en novembre. L'objectif était, sur la base de premières pistes d'actions identifiées, de mettre à contribution les participants pour faire émerger leurs attentes et des idées partagées collectivement pour améliorer le projet. »





SOUTENIR ET ACCOMPAGNER L'AGRICULTURE ET LA FORÊT

ZOOMS SUR 2025



Le groupement de commande du Département, les marchés de producteurs dans les collèges et les menus locaux développent la part d'approvisionnement local





Les équipes du LVD ont apporté leur expertise reconnue au service des éleveurs

©Benoît Grosjean

Le Département avec les agriculteurs du Doubs

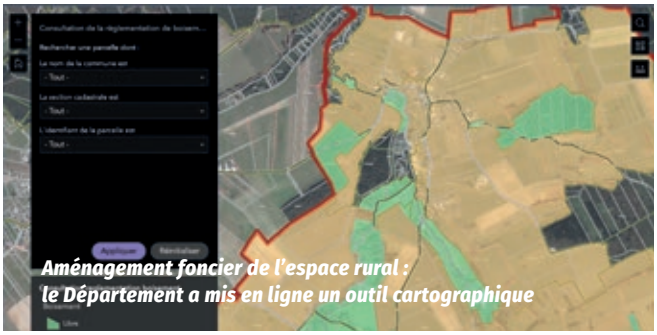
Le Département a soutenu l'investissement des agriculteurs du Doubs en cofinançant les aides versées par l'Europe (programme FEADER) et en soutenant, sur des dispositifs complémentaires spécifiques, la récupération et le stockage des eaux pluviales ou les petits équipements. Par ailleurs, le Laboratoire vétérinaire départemental du Doubs (LVD) a mis son expertise et sa réactivité au service des éleveurs pour faciliter la gestion des crises sanitaires auxquelles ils ont dû faire face, notamment la dermatose nodulaire contagieuse (DNC).

Davantage de produits locaux dans nos collèges

En 2025, ce sont 31 collèges du Doubs qui ont adhéré au groupement de commandes proposé par le Département pour développer la part de l'approvisionnement local en produits laitiers, en viande et développer une relation fluide s'inscrivant dans la durée avec les producteurs locaux.

Être facilitateur de l'équilibre agriculture - forêt

Le Département est compétent en matière d'aménagement foncier de l'espace rural pour assurer un équilibre entre espaces agricoles et forestiers. Dans ce cadre, le Département a mis en ligne sur le site doubs.fr un outil cartographique permettant de connaître la situation de chaque parcelle vis-à-vis de cette réglementation. Il a lancé, à la demande des élus locaux, l'élaboration d'une réglementation des boisements sur le territoire de la Communauté de communes du Val de Morteau et la commune de Grand'Combe-des-Bois.



Aménagement foncier de l'espace rural : le Département a mis en ligne un outil cartographique

CHIFFRES-CLÉS

1,3M € engagés au titre du cofinancement avec l'Europe et la Région pour soutenir **42** projets agricoles (**125** dossiers pour la modernisation des exploitations et **17** dossiers pour la transition agroécologique)

295 207 € d'aides allouées en faveur de **17** organismes agricoles et forestiers œuvrant au service du monde rural et **35 600** € pour l'organisation de manifestations agricoles grand public (en faveur de **9** organisations)

Plus de **48 000** dossiers traités par le LVD représentant plus de **177 000** analyses réalisées



La plateforme Agrilocal facilite les relations entre chefs de cuisine et producteurs locaux

2025, C'EST AUSSI :

- Le renouvellement des agréments et accréditations du LVD par le Comité français d'accréditation (COFRAC), attestant de l'expertise des équipes et de la rigueur des méthodes.
- La mise en place d'un dépose-colis au LVD pour faciliter le dépôt des échantillons.
- La participation du LVD à l'établissement du passage transplacentaire du virus de la fièvre catarrhale ovine (FCO).
- 48 projets d'investissements portant sur la récupération des eaux pluviales au sein des exploitations agricoles, représentant 442 k€ d'aides et un volume théorique de 93 000 m³ d'eau économisée sur le réseau d'eau potable (soit l'équivalent de la consommation de 1 700 habitants).
- 49 964 € engagés pour 31 dossiers « soutien aux petits équipements » visant à améliorer les conditions de travail des exploitants (diminuer la pénibilité), économiser et protéger les ressources naturelles (eau, sol, air), et faire face aux aléas climatiques.
- **1,2 M€ d'achats de denrées par les collèges à des producteurs, artisans ou transformateurs locaux dont 372 K€ d'achats via la plateforme Agrilocal. Elle met en relation les chefs de cuisine des collèges et les producteurs locaux. Elle constitue un outil complémentaire des groupements de commandes territorialisés.**

**Et fournisseur actif de la plateforme Agrilocal25 et du groupement d'achats pour les collèges.*

PAROLES DE FOURNISSEUR

Yannick Pourchet

Co-gérant de la ferme des Ricornes – Producteur de viande de porc*

« En 2016, face à une situation très compliquée au niveau du marché du porc français, nous démarrions la vente de notre viande de porc pour les particuliers, puis, en 2017, pour les collectivités via le réseau Agrilocal. Quel bonheur de voir notre viande payée au juste prix, d'entendre les retours positifs de nos clients particuliers et collectivités sur notre viande ! Ce réseau a été pour nous une locomotive pour trouver des solutions afin de rémunérer au juste prix notre production de viande de porc. Merci au réseau Agrilocal du Département ! Grâce à son dynamisme, il s'est développé et nous a donc fait grandir aussi ! »



GÉRER NOTRE PATRIMOINE AU PLUS PROCHE DES BESOINS ET DES USAGES EN ÉVOLUTION

ZOOMS SUR 2025



Soutenir l'offre de service de proximité

Le volet social du Schéma directeur immobilier départemental continue de contribuer à porter l'offre de services au plus près des habitants tout en rationalisant les surfaces occupées. Ainsi, le site du 23 rue Nodier à Besançon, après avoir été rafraîchi (remise en peinture, remplacement partiel des sols, modernisation complète du réseau informatique, de l'éclairage intérieur et extérieur, remplacement de l'ascenseur…) accueille depuis le mois de juin 2025, les services de la Direction de l'éducation, du sport et de la culture. Ils ont été rejoints au mois d'octobre par les collègues de la Protection maternelle et infantile (PMI) et du centre de santé sexuelle, qui bénéficient ainsi de locaux plus adaptés pour l'exercice de leurs missions. Par ailleurs, les marchés de travaux, pour la restructuration et l'agrandissement des futurs locaux du Pôle enfants confiés d'Audincourt ont été notifiés. Les travaux ont débuté. La livraison du bâtiment est prévue pour la fin du 1er semestre 2027.



Le site du 23 rue Nodier à Besançon accueille de nouveaux services du Département depuis juin

Limiter l'empreinte environnementale des activités départementales

Plan de sobriété énergétique, nouveau référentiel de programmation des espaces de travail, conversion énergétique des bâtiments et de la flotte de véhicules, poursuite de l'élaboration du plan de solarisation du patrimoine départemental, poursuite des études patrimoniales du site de Fort Griffon en vue de sa réaffectation… autant de leviers d'action pour décarboner nos activités et améliorer la qualité de vie au cœur de nos territoires. La poursuite du déploiement du système d'information patrimonial permet de gérer plus efficacement le patrimoine départemental : la numérisation du patrimoine et l'usage de la maquette numérique permettent d'affiner la connaissance du parc immobilier, d'optimiser les interventions et la gestion des ressources, tout en réduisant les déplacements, la consommation énergétique et les impressions papier. L'unicité des données et l'utilisation d'outils communs renforcent la sobriété numérique, en limitant la redondance des informations et en rationalisant les pratiques des services.



Les études patrimoniales du site de Fort Griffon se poursuivent.



Les véhicules électriques ou hybrides représentent 29 % de la flotte départementale

CHIFFRES-CLÉS

-2,5 % en moyenne sur les consommations énergétiques de la collectivité

29 % de véhicules électriques ou hybrides

263 vélos à assistance électrique affectés ou en libre-service

2025, C'EST AUSSI :

- Le démarrage des travaux pour le remplacement des ascenseurs aux Archives départementales pour en améliorer l'accessibilité.
- Le remplacement de la chaudière fioul du centre d'exploitation routière de Saint-Hippolyte par une chaudière granulés bois.
- Le maintien des orientations en matière de gestion de la flotte automobile afin de répondre aux besoins d'exercice des missions et aux enjeux de transition climatique.
- La création du pôle système d'information patrimonial (PSIP) qui a permis de sécuriser le déploiement du système d'information patrimonial et d'accompagner la transition numérique des pratiques, projet qui a bénéficié d'un financement couvrant 60 % de son coût global, concrétisé par un premier versement en 2025.
- La poursuite de la numérisation du patrimoine (Building information model (BIM), scan 3D, intégration des données) et la mise en production progressive des fonctionnalités auprès des collèges et des autres utilisateurs.

PAROLES D'AGENT

Oubeid

Responsable du Pôle système d'information patrimonial

« Le système d'information patrimonial a poursuivi son déploiement progressif auprès des collèges et des utilisateurs hors collèges (environ 467 comptes). Entre 2024 et 2025, j'ai réalisé l'ensemble des actions de paramétrage, de formation, de support et de communication afin de déployer progressivement la solution conformément au périmètre et à la stratégie validés par la Direction générale et l'Exécutif. J'ai mené plus de 40 sessions de formation en présentiel. Malgré certaines réticences, le taux d'utilisation en 2025 est satisfaisant. Cet accompagnement se poursuivra tout au long de la vie du système, en raison des évolutions fonctionnelles, des changements organisationnels et des besoins réguliers de rappel.

Le déploiement s'est fait par étapes : une première phase dédiée à la gestion des demandes d'aides électroniques, au référentiel patrimonial, à la gestion électronique des documents (GED), aux tiers et aux contrats, puis une seconde phase axée sur la maintenance préventive et réglementaire, ainsi que sur de nouvelles fonctionnalités collaboratives. Les efforts sont concentrés maintenant sur l'application de ces consignes par les utilisateurs ainsi que la constitution de la base de données. »



SUIVI DU PLAN D'ACTIONS

PLANE.T.E DOUBS

PLAN d'Engagements Transition climatique et Énergétique du Doubs

PLAN E.T.E Doubs le Département
PLAN d'Engagements
Transition climatique et Energétique du Doubs



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE



Désimperméabilisation, végétalisation, le Département a contribué aux travaux de la cour du groupe scolaire Delavaux, à Ecole-Valentin, à hauteur de 130 797 €.

Depuis son adoption en Assemblée départementale de janvier 2023, PLANE.T.E Doubs traduit l'ambition du Département en faveur de la transition climatique et énergétique. Structuré autour de 15 engagements concrets, ce plan d'action vise un objectif intermédiaire de réduction des émissions de gaz à effet de serre départementales de 20 % en 2025, par rapport au bilan 2019. Une fois recueillies et analysées, les données de l'année 2025 constitueront ainsi un point de référence, afin de vérifier que la trajectoire suivie par le Département est conforme à ses ambitions.

UN ENGAGEMENT FINANCIER AU SOUTIEN DE LA TRANSITION DE L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE DÉPARTEMENTAL

Au-delà des dépenses annuelles du Département en faveur de la transition climatique et énergétique, au travers de ses politiques sectorielles (33,6 M€ en 2025), le Département a souhaité soutenir des projets locaux concourant directement à la transition, pour des territoires plus résilients face à la menace climatique. Grâce au **Fonds additionnel transition climatique et énergétique (FATCÉ)**, il a financé 28 projets en 2024 et 2025, pour un montant de 4,42 M€.

En 2025, ont notamment été votées les aides suivantes :

- 600 000 € pour le développement d'un pôle dédié au réemploi et à l'économie circulaire au sein de la recyclerie de Préval Haut-Doubs au Bélieu.
- 130 797 € pour les travaux de désimperméabilisation et de végétalisation de la cour du groupe scolaire Delavaux, à Ecole-Valentin.
- 87 607 € pour l'installation, par la Communauté de communes du Doubs Baumois, d'un réseau de centrales photovoltaïques sur cinq toitures, dont la production sera autoconsommée collectivement par 67 bâtiments publics intercommunaux.





Le Centre Omnisports Pierre Croppet à Besançon a intégré les effets du changement climatique avec la pose de panneaux solaires

LES 15 ENGAGEMENTS DÉPARTEMENTAUX

QUELQUES RÉALISATIONS 2025

Des marchés de travaux routiers toujours plus décarbonés

→ Engagement 4 : Travaux routiers

À travers PLAN E.T.E Doubs, puis la signature du « Pacte d'engagement » avec la Fédération régionale des travaux publics, le Département s'est engagé pour faire évoluer les pratiques des fournisseurs en mobilisant le levier de la commande publique. En 2025, le Département a renforcé la démarche d'analyse des appels d'offre avec l'éco-comparateur « SEVE ». Ainsi, huit marchés subséquents d'enrobés (contre trois en 2024) ont intégré des critères de comparaison basés sur les émissions de gaz à effet de serre et la préservation des ressources.

Les agents accompagnés pour développer les mobilités durables

→ Engagement 6 : Mobilités & Engagement
→ Engagement 13 : Sensibilisation

En 2025, un guide des bonnes pratiques en termes de mobilité a été diffusé auprès des agents départementaux afin notamment de renforcer l'usage des modes de transport durable dans le cadre des déplacements professionnels. En apportant aux agents des précisions sur la localisation, les moyens de réservation et d'utilisation des vélos à assistance électrique et des voitures électriques du parc départemental, ce guide favorise l'appropriation de ces modes de transport et contribue à lever les freins à leur prise en main. Il complète ainsi les dispositifs incitatifs existants : formations à l'écoconduite, démonstration lors de la semaine de la mobilité, aides financières à la mobilité durable…

Un engagement pour la préservation de l'eau, ressource précieuse pour les agriculteurs

→ Engagement 11 : Politique de l'eau

Dans le Doubs, le Département agit aux côtés des communes et intercommunalités pour améliorer les réseaux, soutenir les projets de préservation des milieux naturels. Il accompagne aussi les agriculteurs qui s'adaptent au climat.
Depuis plusieurs années, le Département du Doubs soutient en effet les exploitations agricoles qui investissent dans la récupération, le stockage et le traitement des eaux pluviales.
En avril 2025, 61 716 € ont été accordés pour financer des petits équipements dans huit exploitations. Citernes enterrées, systèmes de filtration ou de traitement : chaque projet est pensé pour être utile, durable et réaliste. À ce jour, cette politique a déjà permis de récupérer l'équivalent de 14 piscines olympiques d'eau de pluie.

Des projets exemplaires soutenus sur l'ensemble du territoire

→ Engagement 12 : Accompagnement des partenaires dans la transition

Au titre des contrats P@C (Pour une Action Concertée) établis avec le bloc communal pour la période 2022-2028, le Département soutient financièrement la réalisation de projet locaux à forte valeur environnementale. Parmi les réalisations ainsi aidées, ont notamment été finalisées en 2025 :
Le Centre Omnisports Pierre Croppet à Besançon, fréquenté par près de 3 000 personnes par an. L'opération d'amélioration des équipements et des services associés a intégré les effets du changement climatique et la diminution de la consommation d'énergie au quotidien (construction d'une salle polyvalente en matériaux biosourcés, installation d'une chaufferie biomasse, pose de panneaux solaires…).
La maison des associations à Étupes, accueille une quinzaine d'activités associatives et une crèche. Elle a été repensée pour améliorer le confort thermique (isolation extérieure, remplacement des fenêtres, diminution de la surface vitrée et installation d'une VMC double flux dans la crèche…) et réduire la consommation d'énergie (remplacement de l'éclairage intérieur, installation de panneaux photovoltaïques).

LES CHIFFRES CLÉS DE LA TRANSITION

ENGAGEMENT 01	**Bâtiments**	Poursuite du déploiement du système d'information patrimonial avec la numérisation des sites : **41 sites** en nuage de points, dont 25 en maquettes numériques.
ENGAGEMENT 02	**Collèges**	Tous les collèges incluent **un repas local par semaine** en 2025 avec les 3 composants locaux dans le menu.
ENGAGEMENT 03	**Habitat – Précarité énergétique des ménages**	Plus de **1 300 ménages** allocataires des aides énergie et eau, dans le cadre du Fonds de solidarité pour le logement (FSL), afin de lutter contre la précarité énergétique.
ENGAGEMENT 04	**Travaux routiers**	Le recours aux techniques à froid a concerné **65 %** des travaux d'entretien du réseau de desserte (contre 56 % en 2024).
ENGAGEMENT 05	**Flotte de véhicules**	**29%** de la flotte automobile est composée de véhicules à faibles émissions (voitures électriques ou hybrides) en 2025.
ENGAGEMENT 06	**Mobilités**	**669 km** de réseau points-nœuds déployé en 2025 pour des itinéraires vélo sur-mesure.
ENGAGEMENT 07	**Numérique responsable**	**50 iPads** donnés aux assistants familiaux et environ **1 000 ordinateurs** fixes et portables cédés à Saint-Vit Informatique en 2025 pour une seconde vie du matériel du Département.
ENGAGEMENT 08	**Énergies renouvelables**	Mise en service, avec le SYDED, du réseau de chauffage urbain pour le collège de Blamont.
ENGAGEMENT 09	**Séquestration du carbone**	**1 000 m de haies** plantés dans le cadre de la convention de partenariat Département/Fédération des chasseurs du Doubs et **1 521 m** plantés dans le cadre du dispositif «Bocages et Paysages» avec la Région.
ENGAGEMENT 10	**Foncier**	Suivi des procédures SAFER : 6 opérations d'aménagement autour des bâtiments d'élevage, 6 accompagnements de porteurs de projets diversifiés, 4 dossiers de préemption environnementale.
ENGAGEMENT 11	**Politique de l'eau**	**15 434 €** versés dans le cadre de l'appel à projets « renforcer la résilience des territoires vis-à-vis du changement climatique » (installation de systèmes de récupération des eaux pluviales, réhabilitation d'anciennes ressources abandonnées…)
ENGAGEMENT 12	**Accompagnement des partenaires dans la transition**	Signature, le 14 octobre 2025, du « **Masterplan** », schéma directeur de la transition du tourisme et des loisirs du Haut-Doubs pour la période 2024-2040.
ENGAGEMENT 13	**Sensibilisation**	**1 291 collégiens sensibilisés** à la préservation de la biodiversité via le dispositif « Sur la piste des Espaces naturels sensibles » (+48 % par rapport à 2024).
ENGAGEMENT 14	**Formation**	Formation de **56 agents** (techniciens, gestionnaires, agents de maintenance) à l'exploitation des gestions techniques des bâtiments.
ENGAGEMENT 15	**Connaissance**	En 2025, la reprise des contrats des collèges a permis la centralisation des données de consommation des établissements. La plateforme ADVIZEO regroupe désormais l'ensemble des sites départementaux sur un même portail dédié à l'énergie.



NOS ENGAGEMENTS
RENFORCER NOS MARQUES
Doubs le Département

ENGAGEMENT 5

Renforcer nos marques comme vecteurs d'excellence

Pour renforcer son attractivité, le Département poursuit une ambition forte : faire de ses marques de véritables leviers d'excellence. Dans un paysage touristique et culturel dynamique, valoriser ses savoir-faire, ses paysages, son histoire, ses talents et sa singularité devient un moteur essentiel de développement territorial. Pour le Doubs, renforcer ses marques, c'est affirmer une fierté collective : celle de ses sites naturels et de ses monuments, de la richesse de sa création artistique, de son dynamisme sportif et de la qualité de ses services publics. C'est aussi reconnaître l'engagement quotidien de celles et ceux qui font vivre ce territoire. En 2025, cela s'est traduit par de nouvelles actions touristiques, notamment au Pôle Courbet, mais aussi par un soutien renouvelé au patrimoine, à la culture et une valorisation accrue de sa marque employeur.

S'APPUYER SUR UNE COMMUNICATION DIVERSIFIÉE

ZOOMS SUR 2025



Le Département était présent au Carrefour des collectivités locales

Événements : le Doubs affirme son identité



Le Tour de France suscite toujours de l' engouement

Tour de France 2025 : arrivée de la 20e étape à Pontarlier

Samedi 26 juillet 2025, le Département et la Ville de Pontarlier ont accueilli l'arrivée de la 20e étape du Tour de France (Nantua > Pontarlier, 184,2 kilomètres). Une foule en liesse était présente tout au long du parcours (treize communes du Doubs traversées et une fan-zone dans la côte de Longeville) pour accueillir la caravane publicitaire et les coureurs : un engouement partagé jusqu'à la ligne d'arrivée. Plus tôt dans l'année, l'événement a été précédé par la *dictée du Tour* proposée à 1 900 élèves en mars et par le lancement d'un J-100 en avril, lors du départ de la 40e édition du Tour du Doubs.
Le Doubs, résolument terre de cyclisme.

Vu du Doubs : nouveau regard sur le Doubs

En septembre 2025, le Département a lancé la nouvelle version de son magazine départemental d'informations : un format repensé, 28 pages de contenus revisités et une large place accordée aux photos. Vu du Doubs est édité tous les trimestres à près de 300 000 exemplaires distribués dans les foyers du Doubs et auprès des partenaires et abonnés. À travers le « Grand angle », plusieurs pages sont consacrées dans chaque numéro à un sujet de fond, comme *CAP Jeunesses*. En parallèle, une refonte totale de la version webzine du magazine a été mise en ligne sur vududoubs.fr.

Les sentiers Courbet s'offrent une nouvelle identité visuelle

Créés en 2014, les sentiers Courbet bénéficient depuis 2024 d'une refonte profonde de leur identité visuelle. Inspirée du célèbre tableau *Bonjour Monsieur Courbet*, la nouvelle charte graphique habille un mobilier de départ des sentiers renouvelé, des panneaux au design singulier et un balisage modernisé bien plus visible sur le terrain. Chaque support reflète l'esprit des sites traversés, créant un lien cohérent entre la randonnée, la visite du musée et de l'atelier à Ornans, ou de la ferme familiale à Flagey. Les textes inédits apposés sur les panneaux enrichissent la découverte. La signature visuelle forte et homogène prolonge sur le terrain ce que l'on a vu au musée et inversement. Cette cohérence se prolonge jusque dans la poche du randonneur grâce à une intégration optimisée sur la plateforme numérique Explore Doubs, qui valorise les sept sentiers pédestres ainsi que le circuit VTT « Gustave à bicyclette ». Cette identité visuelle est également reprise sur les dépliants cartographiques destinés aux randonneurs.

2025, C'EST AUSSI :

- La poursuite de la campagne de communication sur l'application Explore Doubs avec 23 927 téléchargements.
- **La présence du Département au Carrefour des collectivités locales à Besançon qui réunit élus, services, entreprises et acteurs des travaux publics, avec un stand sur le numérique.**
- Le forum Partageons nos sports pour réaliser un point d'étape depuis le lancement en 2019.



Une nouvelle édition réussie pour le Challenge sécurité routière

CHIFFRES-CLÉS

6 758 livres offerts aux élèves entrant en classe de 6e dans le Doubs

4 000 visiteurs au salon Doubs pour l'emploi

197 600 visites sur www.doubs.fr
391 569 pages vues

14 000 abonnés à la page Facebook du Département

150 collégiens ont participé au Challenge sécurité routière

75 demandes du pack matériel aux couleurs départementales pour accompagner les événements de nos partenaires

PAROLES D'AGENT

Jérôme Chargé de communication – événementiel



« Accueillir la 20e étape du Tour de France à Pontarlier a été un défi collectif passionnant. En lien avec Amaury Sport Organisation (ASO), le cabinet de la Présidente et la Direction générale des services, mon rôle a été de coordonner la communication sur l'arrivée de l'étape dans le Doubs, avec treize communes traversées et une arrivée à Pontarlier. J'ai également été amené à accompagner la commune de Longeville dans l'organisation d'une fan zone, en m'appuyant sur le pack matériel. Ce projet a été mené en collaboration avec la Direction de l'éducation, des sports et de la culture ainsi que la Direction du patrimoine et de la logistique. L'arrivée du Tour de France ne se limite pas au seul passage d'une étape. De nombreux événements ont été organisés en amont pour sensibiliser les Doubiens au passage de la grande boucle : dictée du Tour avec les élèves des collèges et écoles à proximité du parcours, organisation du J-100 à Pontarlier, présentation de l'étape aux élus des communes concernées. Au-delà de l'événementiel, le métier de chargé de communication consiste à valoriser les actions portées par le Département auprès du grand public, ce qui nécessite un lien permanent entre les partenaires extérieurs et les directions concernées en interne. »



CONTINUER À PROMOUVOIR LE CAPITAL TOURISTIQUE DU DOUBS

ZOOMS SUR 2025

La culture plus proche de la nature

Avec le réaménagement des sentiers Courbet, sept parcours de randonnée et un parcours cyclo, le Département rapproche la culture, présente au Pôle Courbet, et la nature. Le visiteur peut ainsi s'imprégner des ambiances qui ont marqué le peintre et façonné son regard. Chaque parcours est mis en valeur par des mobiliers originaux et met en résonance le paysage avec les œuvres du peintre, permettant d'entrer en communion avec l'esprit de Courbet.



Nature et culture peuvent se voir en peinture grâce aux sentiers Courbet

Une offre VTT plus riche, plus cohérente, plus qualitative

Le Département est allé à la rencontre des territoires pour construire avec eux l'offre d'activités de pleine nature du Doubs, diversifiée et de qualité. Les rencontres départementales avec les acteurs du VTT le 1er juillet à Consolation, puis ceux de la randonnée le 15 octobre à Ornans ont ainsi permis d'animer la dynamique insufflée par le lancement d'Explore Doubs et par la mission de développement de l'offre VTT (confiée à l'Espace Nordique Jurassien) pour une offre toujours plus riche, cohérente et de qualité.



Des développements touristiques plus responsables

Le Département a étroitement contribué à l'élaboration de stratégies territoriales de développement touristique, en particulier le contrat de station éco-responsable du Parc naturel régional du Doubs Horloger et le Masterplan, schéma directeur de la transition du tourisme et des loisirs du Haut-Doubs pour la période 2024-2040, co-signé le 14 octobre 2025 avec les élus du Pays du Haut-Doubs, l'État et la Région Bourgogne-Franche-Comté.



Avec Explore Doubs, (re)découvrez toute la richesse des activités de pleine nature du Doubs



Le site de la source de la Loue a connu des travaux de sécurisation

2025, C'EST AUSSI :

- L'enrichissement de la plateforme Explore Doubs avec de nouvelles activités : escalade, rando pour tous, VTT...
- La poursuite du déploiement des points-nœuds sur le territoire des Communautés de communes Loue Lison, Altitude 800 et du Pays de Maîche. Ce dispositif offre une nouvelle manière de sillonner les routes à vélo grâce à un système de signalisation simple et intuitif.
- La promotion de la richesse qu'offre le Doubs à l'occasion d'un salon d'envergure internationale : le Roc d'Azur, aux côtés de la station de Métabief et de Doubs Tourisme.
- **L'accompagnement technique et financier, en lien avec l'État, de la commune d'Ouhans dans le cadre du programme de sécurisation du site de la source de la Loue et des gorges de Nouailles en vue d'une future réouverture de cet itinéraire emblématique accueillant notamment la Via Francigena et le parcours Courbet n°4 : la Source de la Loue et sa vallée. 18 au 20 octobre 2024.**

CHIFFRES-CLÉS

269 parcours pédestres
50 parcours et spots VTT
32 parcours gravel
43 escalades et via ferrata, etc.
sur l'application Explore Doubs

24 000 téléchargements d'Explore Doubs et plus de **8 000** visites par mois en saison

101 produits séjours (individuels et groupes) vendus par la cellule « commercialisation » de Doubs Tourisme, dans le cadre de ses missions d'opérateur de voyage et de commercialisation pour le compte du Département

PAROLES DE PARTENAIRE

Jérôme Freyburger

Animateur de la mission du Relais Territorial*



« Accompagner les offices de tourisme, fédérer les énergies pour porter avec eux une vision commune de l'offre touristique de notre département, dans une recherche constante de complémentarité, c'est une mission-clé de Doubs Tourisme. Dans cette optique, nous avons mis en place un programme annuel se traduisant par des ateliers de travail thématiques (accueil touristique, animation d'une boutique au sein d'un office de tourisme, gestion du personnel...), par la participation de Doubs Tourisme aux instances et travaux de chaque office de tourisme ou encore par le partage de données d'observation touristique. Cette dynamique partenariale, porteuse d'une image collective et partagée par tous, constitue un atout indéniable pour la promotion et l'attractivité du Doubs. »



** Instance partenariale créée par Doubs Tourisme avec les offices de tourisme et services tourisme des EPCI du Doubs*

VALORISER ET PRÉSERVER LE PATRIMOINE CULTUREL

ZOOMS SUR 2025

En terrain connu dans le Doubs ?

Une fois n'est pas coutume, ce n'est pas à partir de l'histoire, mais de la géographie, que les Archives départementales ont construit leur nouvelle exposition, consacrée au Doubs. Elles nous font découvrir la première carte de notre département, dressée en 1790 par les députés aux États généraux, mais aussi un spectaculaire plan relief produit au début des années 1870 pour le Conseil général. Au gré des quatre éléments, les visiteurs découvrent qu'ils connaissent sans doute moins bien qu'ils ne le croient leur département, lové dans le cours du Doubs. On y rencontre aussi des communes qui changent de nom, un veau africain, une station thermale oubliée ou de savoureux descripteurs de la saucisse de Morteau ; on y entend le patois et la langue régionale ; on y explore des gouffres et des galeries de mines. Fruit du travail de tout le service pour sa conception ou sa mise en espace, l'exposition est visible jusqu'au 20 septembre 2026.



Initialement prévue jusqu'au 3 juillet l'exposition sera prolongée jusqu'au 20 septembre 2026



370 nouveaux mètres d'archives ont été reçus en 2025 par les Archives départementales

Ça refoule, ça refoule !

Même dans notre monde numérique, les administrations continuent de produire du papier en quantité. Jugements, minutes notariales, permis de construire, dossiers de mineurs pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, études menées par le centre hospitalier de Besançon, commission de la Direction régionale des affaires culturelles autorisant l'acquisition d'œuvres d'art par les musées..., ce sont encore presque 370 mètres qui ont été reçus en 2025 aux Archives départementales. Pour leur trouver de la place dans un bâtiment presque plein, il a fallu que tous ses agents se retroussent les manches pour refouler, c'est-à-dire resserrer les documents sur les rayonnages. Quand il existe une quarantaine de formats différents de boîtes, c'est non seulement une affaire physique mais un casse-tête ! Et heureusement que toutes les archives sont loin d'être conservées : dans le même temps, l'élimination de 8,3 kilomètres a été autorisée dans les administrations.

2025, C'EST AUSSI :

- **Les derniers registres paroissiaux préparés pour leur numérisation.**
- Le classement des fonds de deux acteurs majeurs de Lip : Claude Neuschwander et Charles Piaget.
- La stabilisation du climat dans les magasins des Archives grâce à douze déshumidificateurs mobiles.
- Un accès facilité aux déclarations de successions grâce à un nouveau formulaire de recherche sur le site internet des Archives départementales.



En 2025, les derniers registres paroissiaux ont été préparés pour leur numérisation



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Bien vivantes, les femmes des Archives !

Depuis plusieurs années, les Archives départementales mettent des femmes à l'honneur. Des femmes (un peu) connues : Lou Blazer, la résistante de Montbéliard ; Mahaut d'Artois, la comtesse à la réputation injustement sulfureuse ; Sainte Jeanne-Antide, la fondatrice des Sœurs de la Charité. Des femmes qui ont été (un peu) connues mais qui sont aujourd'hui oubliées : la première conseillère générale, à la Libération, Yvonne Grappin ; sœur Marthe, une religieuse hospitalière dévouée ; les veuves Daclin, une dynastie d'imprimeuses bisontines. Mais aussi des inconnues : une prostituée, une sorcière... En 2025, une nouvelle rubrique a été créée pour mettre leurs portraits en valeur : archives.doubs.fr/page/portraits-de-femmes.

CHIFFRES-CLÉS

296 communes et services administratifs accompagnés dans la gestion de leurs archives

823 participants aux activités culturelles et pédagogiques des Archives départementales

1 708 330 images sur le site internet (archives.doubs.fr), vues par **90 435** visiteurs uniques

290 posts des Archives départementales sur les réseaux sociaux

33 731 visiteurs accueillis au musée de plein air des Maisons Comtoises à Nancray



Retrouvez les actualités des Archives départementales du Doubs sur archives.doubs.fr

PAROLES D'ÉLUE

Sylvette Faivre

Maire de Colombier-Fontaine

« À Colombier-Fontaine, la Chaiserie Baumann, c'est quelque chose ! Après la disparition de l'entreprise, qui pendant 100 ans a vendu partout, en France et à l'étranger, ses meubles en bois courbé, c'est nous, la commune, qui sommes devenus propriétaires des archives. Un magnifique cadeau, mais que nous étions bien en peine de traiter et de mettre en valeur. Alors quel soulagement quand les Archives départementales ont accepté de s'en charger ! En deux longues séances de travail, elles ont fait le tri, procédé à un classement sommaire et emporté les archives à Besançon. Là, elles seront tout prochainement classées et mises à la disposition du public – y compris des anciens ouvriers et employés de l'usine. Un grand soulagement pour la commune, certaine de voir son patrimoine préservé, et probablement la source de futurs beaux travaux de chercheurs ! »



S'APPUYER SUR LE RAYONNEMENT CULTUREL

ZOOMS SUR 2025



Un record pour une saison exceptionnelle, sous le signe de la nature, au Pôle Courbet

Avec 85 217 visiteurs, le Pôle Courbet a battu son record de fréquentation depuis sa réouverture en 2021. La saison estivale a été marquée par de nombreux événements placés sous le signe de la nature. Aux côtés d'une riche programmation culturelle (atelier, théâtre, concert, etc.), trois expositions estivales exceptionnelles étaient proposées : *Paysages de marche* au Musée Courbet par Eva Jospin. *Chambre d'écho* à l'Atelier Courbet et *Nuances végétales* à la Ferme Courbet de Flagey. Complétant cette saison, une revalorisation des sentiers Courbet (balisage, identité visuelle, création de mobilier de départ) a permis aux visiteurs de compléter leur expérience intime du Pays de Courbet.



L'exposition estivale Paysages de marche a contribué au record de fréquentation 2025.



Le succès de la Saline royale ne se dément pas.

©Collection Saline Royale

La Saline royale toujours plus attractive

Parmi les 144 073 visiteurs de la Saline royale d'Arc-et-Senans en 2025, 40 340 sont des habitants du Doubs. Ce chiffre qui continue d'augmenter depuis 2022 témoigne de son ancrage local de plus en plus fort sur son territoire. La programmation culturelle a cette année encore été riche notamment avec le Festival des jardins, sur le second demi-cercle, consacré au thème « l'école buissonnière » ainsi que les expositions « Corto Maltese, un monde en aventures » et « Lux Salina, La caravane des gens ». Afin de renouveler ses visiteurs et fidéliser les publics locaux, l'établissement classé à l'UNESCO a souhaité développer une programmation de musiques actuelles. Après avoir commencé durant l'été avec les concerts aux jardins, elle a poursuivi durant l'automne avec une programmation de concerts dans la salle Ledoux, proposant une diversité de styles musicaux : jazz, rock, électro, reggae, musiques traditionnelles.



Après sa résidence, Hélène Combal-Weiss a présenté son exposition Nuances végétales

CHIFFRES-CLÉS

85 217 visiteurs accueillis sur les sites du Pôle Courbet dont **50 498** au Musée Courbet

10 659 visiteurs accueillis à l'Atelier Courbet, notamment au moment de la carte blanche exceptionnelle *chambre d'écho* de l'artiste-plasticienne renommée Eva Jospin

23 821 spectateurs et **37** rendez-vous musicaux au Festival international de musique 2025 pour la **78e** édition et le **59e** concours de jeunes chefs d'orchestre, soutenu à hauteur de **170 000 €** par le Département



L'Atelier Courbet a trouvé sa place dans le paysage touristique

2025, C'EST AUSSI :

- **L'exposition Hélène Combal-Weiss, fruit d'une résidence de création à la Ferme familiale Courbet de Flagey qui a réuni 9 334 visiteurs.**
- L'acquisition d'un tableau de jeunesse de Courbet, *La Vallée de la Loue*, grâce au soutien des Nouveaux mécènes de Courbet et l'achat pour 40 000 € d'une collection exceptionnelle sur Courbet.
- L'inauguration des nouvelles réserves du musée des Maisons comtoises de Nancray ainsi que la réhabilitation de la maison forestière en résidence d'artistes.

PAROLES D'AGENT

Benjamin

Directeur-conservateur du musée et du Pôle Courbet



« L'annonce de la suppression de nos expositions hivernales et l'effort budgétaire de notre collectivité ont marqué un tournant pour le Pôle Courbet. Plutôt que de subir cette conjoncture, nous avons choisi d'en faire une opportunité pour interroger notre activité et renouveler notre offre. Dès l'annonce, une réflexion collective a été initiée, prenant la forme d'ateliers d'intelligence collective et collaborative associant l'ensemble des équipes du musée (agents de surveillance, agents techniques, agents administratifs, agents culturels, etc.), sous la supervision des services de conservation et de médiation. Ces échanges ont permis de faire émerger l'idée d'un projet inédit : « Rencontre intime », une expérience muséale complémentaire à nos expositions estivales. Autour de prêts d'œuvres d'un partenaire, le public a été amené à découvrir l'art et le musée autrement, avec pour objectif de toucher un public de proximité et familial, tout en renforçant notre identité de forum ouvert à tous — un lieu de partage, d'émotion et d'émancipation. « Rencontre intime » a pour ambition d'incarner ainsi notre volonté de raisonner notre activité et transformer les contraintes en leviers d'innovation, en plaçant l'humain et l'accessibilité toujours plus au cœur de notre mission. »

ENTRETENIR LE RAYONNEMENT SPORTIF DU TERRITOIRE

ZOOMS SUR 2025





Un second souffle pour « Partageons nos sports »

Après avoir connu son point d'orgue en 2024 avec le passage de la Flamme olympique, la démarche « Partageons nos sports » a été renouvelée en 2025 avec l'ouverture d'un second volet et de nouvelles perspectives. Le forum « Partageons nos sports », qui s'est tenu à Anteuil le 25 juin 2025, a permis de présenter à la communauté de projet un bilan des cinq premières années de la démarche et d'ouvrir des pistes de prolongement. Le développement du rôle du référent sport, l'animation de la communauté de projet et l'accompagnement des structures permettront de continuer à renforcer l'offre et la demande d'activités parasportives pour les prochaines années à venir.

De nouveaux enjeux pour les « clubs phares »

Malgré les incertitudes budgétaires de l'année 2025, le Département a réaffirmé son engagement auprès des clubs qui évoluent aux plus hauts niveaux de leurs disciplines. En prolongeant les conventions de l'Ententesportive bisontine féminine (ESBF), du Grand Besançon Doubs handball (GBDH), du Palente Besançon handball (PBH), du Besançon avenir comtois (BesAC), du Centre cycliste d'Étupes (CC Étupes) et de l'Amicale cycliste bisontine (ACB), le Département a apporté à ces clubs la visibilité nécessaire pour s'assurer de la viabilité de leurs projets sportifs. Ainsi le soutien au CC Étupes qui a décidé d'arrêter son équipe de Nationale 1 afin de redéployer ses moyens vers son centre de formation a également été maintenu. Le Département, partenaire historique du Football Club Sochaux Montbéliard (FCSM), est toujours partie prenante de la Société coopérative d'intérêt collectif du club en ciblant son soutien sur la formation, le perfectionnement et l'insertion scolaire ou professionnelle des jeunes sportifs accueillis au centre de formation.



Marie-Amélie Le Fur, présidente du Comité paralympique sportif français, présente au forum de juin et grande fidèle de « Partageons nos sports »



©Philippe Alpy

« Partageons nos sports », ce sont aussi des journées d'animations et de découvertes du parasport comme ici à Frasne, le 27 août

Une étape capitale du Tour de France dans le Doubs

Le samedi 26 juillet notre territoire a accueilli la 20e étape du Tour de France grâce à l'engagement du Département et de la Ville de Pontarlier qui ont financé l'événement à hauteur de 84 000 € chacun. Cette avant-dernière étape était décisive puisqu'elle représentait la dernière chance pour les coureurs de s'illustrer avant l'arrivée sur les Champs-Élysées. La course a traversé treize communes du Doubs avant de franchir la ligne d'arrivée à Pontarlier.

Le Département s'est associé à la commune de Longeville afin d'aménager une « fan zone » pour permettre aux publics de profiter de l'évènement tout au long de la journée et le rendre encore plus mémorable. De nombreuses animations ont ainsi été proposées (VTT réalité virtuelle, vélosmoothie, fanfare ambulante, diffusion de l'étape sur écran géant, maquillage pour enfants...) pour enrichir la dimension festive de cette journée. Pour accueillir au mieux les coureurs et les spectateurs de cette étape, le Département a également fortement mobilisé ses agents en charge des routes notamment pour l'entretien et la signalétique.



Une 20e étape du Tour de France capitale pour les coureurs



Retrouvailles avec la Coupe d'Europe et l'EHF European League pour l'ESBF en 2025

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Le club de football bisontin le Racing s'est fixé l'objectif d'avoir autant de licenciées filles que de garçons pour permettre un accès à la pratique et à l'encadrement du football pour toutes et tous. Il a développé un pôle féminin qui compte plus de 110 joueuses allant de l'école de foot (six ans) jusqu'en senior. Le pôle compte également neuf entraîneurs/dirigeantes et sept entraîneurs/dirigeants. Pour travailler à cette féminisation de la pratique, le club a effectué des interventions dans les écoles pour faire découvrir la pratique du football féminin et a recruté de nouveaux éducateurs diplômés pour créer deux nouvelles équipes (U 15 F et U 13 F).

2025, C'EST AUSSI :

- Un soutien départemental apporté à 76 manifestations au titre de l'évènementiel sportif, pour contribuer à l'animation, la promotion et l'attractivité touristique des territoires.
- **La participation de l'ESBF à la phase qualificative de Coupe d'Europe (EHF European League) avec deux tours disputés fin 2025, compétition à laquelle elle n'avait pas participé depuis 2022.**

PAROLES DE PARTENAIRE

Constance Vouillot

Membre du comité d'animation Amathay-Longeville

« Le 26 juillet dernier, Longeville, petit village de 170 âmes, a eu l'honneur d'accueillir le Tour de France. Grâce à l'implication des habitants, la Grande Rue et toutes les maisons ont été décorées de maillots jaunes, verts, à pois, de vélos ainsi que de drapeaux de toutes les couleurs. Le Comité des fêtes s'est également mobilisé en organisant la fan zone, en partenariat avec la commune, la Communauté de communes Loue Lison et le Département. Des milliers de spectateurs sont venus admirer le spectacle devant l'écran géant et profiter de la fête : food trucks, buvette, animations… Ce site avait l'avantage d'être la seule côte du département qui attribuait des points pour le meilleur grimpeur, à seulement 25 kilomètres de l'arrivée : les cyclistes ont donc mis les bouchées doubles pour se démarquer. C'est le cas de notre cycliste local qui a pris la tête, au sein d'une foule en délire, dans le dernier virage de la côte qui portera désormais son nom : le virage Romain Grégoire. Le monde agricole a été également mis à l'honneur avec une fresque végétale - diffusée à l'antenne de France Télévisions - à l'image de Courbet, à l'entrée du village… Aucun doute, ce jour restera gravé dans la mémoire de tous les Longevillois et Longevilloises. »



Habitants et Comité des fêtes se sont mobilisés pour faire du passage du Tour de France une réussite partagée

CHIFFRES-CLÉS

50 km de la **20e** étape du Tour de France dans le Doubs

52 clubs amateurs de haut niveau, dont **13** clubs « élites » affichant de réelles ambitions sportives et s'engageant à réaliser plusieurs actions en lien avec les priorités départementales

1 300 participants à la dictée du Tour de France

FAIRE VIVRE ET CAPITALISER SUR NOTRE MARQUE EMPLOYEUR

ZOOMS SUR 2025



Le Département récompensé du Grand Prix de l'Attractivité de l'Emploi Public

L'accueil et l'intégration au Département reconnus !

En décembre 2025, Laurent Clementz, président de JobPublic est venu remettre au Département le trophée « Les Attractives, le Grand Prix de l'Attractivité de l'Emploi Public » 2025, avec l'or pour la catégorie Organisation & management, récompensant la nouvelle forme du parcours d'intégration des nouveaux agents.

Après avoir établi le constat que l'attractivité du Département repose en grande partie sur la qualité de l'accueil et du lien humain créé, la direction des ressources humaines a mis en place un parcours d'intégration complet, de cohésion et de proximité, pour renforcer le sentiment d'appartenance et l'engagement des agents, du recrutement jusqu'au suivi post-arrivée. Pour affirmer l'importance du lien humain dans l'intégration des nouvelles recrues, le choix a été fait de ne pas miser sur un processus complexe mais plutôt d'accorder un soin tout particulier à la qualité de l'accueil et aux rencontres faites en début de parcours du personnel.

Six « journées d'accueil des nouveaux arrivants » ont ainsi jalonné 2025.

Et si la plus grande richesse d'une collectivité, c'était… ses propres agents ?

Depuis 2022, le Département a engagé un travail de fond avec l'ensemble de ses cadres autour de sa démarche PEPS (performance et efficience partagée des services). 2025 a été l'occasion de lancer des communautés internes au service de la performance collective et individuelle, afin de faciliter la transversalité et le partage de savoir-faire et d'expertises :

- 45 formateurs internes : les compétences existent en interne, les partager fait grandir le collectif et favorise les complémentarités.
- 17 facilitateurs internes : cette communauté fait circuler les idées, fluidifie la coopération, libère l'intelligence collective et diversifie les approches pour mieux lever les freins.
- L'académie des talents : une première promotion inédite constituée de onze agents, qui pourront bénéficier d'un parcours de formation individualisé, contribuer à de nouveaux projets, participer aux instances, au comité de direction…). Une belle dynamique en matière de ressources humaines, tournée vers l'avenir et au service de l'institution.



L'Académie des talents, une « nouveauté 2025 », appelée à se renouveler

Un nouvel intranet épuré et relooké !

L'évolution importante de la communication interne, qui favorise la cohésion des agents du Département, a franchi une nouvelle étape avec la modernisation de l'intranet existant. Livré en mars 2025, i-Doo a été conçu pour offrir aux collaborateurs un outil plus moderne, simple et efficace. Fruit d'un travail collectif, il centralise les ressources, documents, actualités et intègre un annuaire facilitant l'identification et la place de chacun. Sa mise à jour est animée par un réseau de 14 contributeurs, qui sont les acteurs clés garantissant une information utile et actuelle. Pensé pour accompagner les agents au quotidien, i-Doo s'enrichit avec le déploiement progressif des espaces d'échanges propres à chaque direction.

2025, C'EST AUSSI :

- En mars 2025, le Département a lancé son site carrière recrutement.doubs.fr, un espace dédié à l'attractivité et au recrutement. Il met en lumière les opportunités d'emploi, le sens des missions de service public et la réalité des métiers du Département, à travers des témoignages d'agents.
- 96 % des nouveaux agents se projettent à moyen ou long terme au sein du Département (enquête menée auprès des nouveaux arrivants 2025).
- 160 encadrants et 40 secrétaires généraux de collège ont été formés en interne par la DRH à la conduite de l'entretien professionnel, afin de rendre ce temps d'échange avec les collaborateurs riche et constructif.



Les médailles du travail récompensent des agents ayant effectué entre 20 et 40 ans de carrière



Chaque cérémonie des médailles du travail permet de s'arrêter sur les parcours des agents de la collectivité et sur leur engagement pour les Doubiens

Lors de plusieurs temps conviviaux dédiés, 65 agents ayant effectué 20, 30, 35 ou 40 ans de carrière, se sont vu remettre une médaille de travail, symbole de la reconnaissance des parcours, de l'engagement et du travail accompli au sein de la collectivité.

CHIFFRES-CLÉS

254 procédures de recrutement menées

6 nouveaux clips métiers réalisés pour faire connaître et valoriser les métiers de chargé de développement culturel et numérique, gestionnaire de paie, mécanicien au parc matériel routier, technicien entretien-maintenance bâtiments ou conducteur de travaux, sage-femme, technicien eau / assainissement, technicien espaces naturels

Création d'une prime de fidélisation versée à **171** assistants familiaux selon des critères d'ancienneté

24 agents des routes recrutés grâce à une campagne de recrutement dédiée

PAROLES DE STAGIAIRE

Miguel

Stagiaire à la DRH

« Je souhaite remercier l'ensemble des agents pour leur accueil cordial, leur disponibilité et leur pédagogie, qui m'ont permis de comprendre le fonctionnement interne des services, ainsi que la manière dont ils collaborent. Une mention particulière va au service juridique, qui a su répondre à ma demande concernant l'instauration d'un cadre légal me permettant d'utiliser mes systèmes de compensation, à l'équipe de la direction des usages numériques pour leur disponibilité et leur pédagogie, qui ont permis d'adapter l'outil informatique à mon handicap visuel.

Je voudrais également exprimer ma gratitude à la cheffe du service santé et sécurité au travail à la DRH et à son équipe pour leur accueil, leur disponibilité et leurs précieux conseils. Enfin, je tiens à remercier l'assistante sociale du personnel. Grâce à elle, j'ai pu saisir l'application pratique de la méthode d'intervention sociale individualisée sur le terrain, un outil fondamental pour l'accompagnement personnalisé, et l'importance de l'implication des agents dans leur propre accompagnement. »



PAROLES D'AGENT

Guillaume

Chef de projet à la Direction des usages du numérique (DUN)

« La réalisation du nouveau portail intranet s'est faite en interne, grâce à une équipe issue de plusieurs directions. Un groupe de contributeurs a été créé (deux représentants par direction) pour assurer l'animation, la mise à jour des contenus. Ils se réunissent régulièrement pour partager les pratiques, échanger, s'informer des nouveautés. Pour l'ensemble des agents, c'est une amélioration de la qualité des informations dans l'intranet.

L'intranet est la première étape d'un projet plus vaste de simplification de l'accès aux informations importantes pour chaque agent. Chaque direction pourra bénéficier d'un site SharePoint pour stocker et gérer ses documents, mener sa communication intra-direction. SharePoint facilite le travail collaboratif, la recherche d'informations, le partage interne ou externe.

Afin d'accompagner ce changement, de nombreuses formations sont organisées par les agents de la DUN. »





L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES

au cœur de notre organisation



Le plan d'action en faveur de l'égalité professionnelle 2023-2025, adopté le 26 juin 2023, a porté ses fruits. Structuré autour de cinq axes et de onze engagements, il a conduit à une dynamique soutenue en matière d'égalité entre les femmes et les hommes qui, fin 2025, fait apparaître un taux de réalisation global d'environ 80 % des objectifs fixés. Les actions engagées se poursuivront et continueront de produire leurs effets. Dans la continuité de cette démarche, un nouveau plan sera élaboré lors des travaux relatifs aux lignes directrices de gestion en 2026.



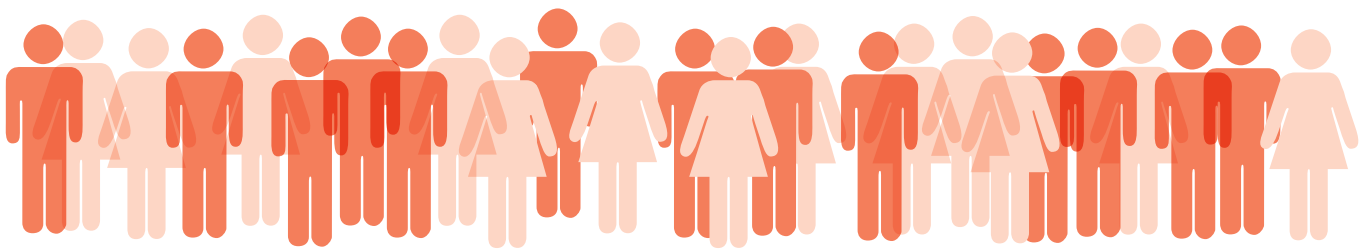
Le principe d'équité est pleinement respecté au sein de la Direction générale des services et du comité directeur du Département. Il se décline dans les différentes strates de la collectivité et au plus près des territoires.



La Direction générale du Département compte autant d'hommes que de femmes

La double mixité des métiers, une richesse pour la collectivité

La double mixité des métiers dans l'ensemble des filières comme dans chaque métier au sein du Département constitue un levier essentiel pour renforcer l'équité et moderniser le service public. En diversifiant les profils et les parcours, elle favorise l'innovation, l'ouverture et une meilleure compréhension des besoins des usagers. Au sein des équipes, cette mixité enrichit les points de vue, améliore la qualité du travail collectif et renforce la cohésion. Elle contribue également à faire évoluer les représentations, en montrant que toutes et tous ont leur place dans chaque domaine professionnel. Promouvoir la double mixité, c'est ainsi construire une fonction publique plus juste, plus inclusive et plus performante.



Treize hommes et treize femmes composent le Comité de direction
(directrices, directeurs ainsi que leurs adjoint-e-s)
du Département du Doubs

Quatre agents du Département nous présentent leur parcours et leur engagement quotidien



Céline

Adjointe au chef de service Patrimoine et responsable du pôle construction / restructuration

« Depuis le 1er octobre 2025, je pilote le pôle construction-restructuration au sein de la Direction du patrimoine et de la logistique, où je conjugue expertise technique, coordination de projets et management d'équipe. Formée à l'ingénierie électrique après un bac technique et une partie de mes études supérieures en alternance, j'ai construit ma carrière dans un secteur encore peu féminisé. Ce qui me caractérise le plus, je crois, c'est mon envie de ne pas faire comme tout le monde ! Après un début de carrière dans le privé comme chargée d'affaires puis responsable d'études, repérée pour mes compétences, je suis recrutée pour rejoindre la fonction publique territoriale au Conseil régional des Hauts-de-France, où j'occupe des postes de direction jusqu'à encadrer près de 200 agents, avant de diriger les opérations d'aménagement de l'Agglomération Beaune Côte & Sud.

Évoluant dans ces environnements majoritairement masculins, je défends la diversité des profils, source de richesse pour les projets. Je regrette toutefois le manque de visibilité des métiers techniques auprès des jeunes, notamment des lycéennes. Au Département du Doubs, je poursuis mon engagement au sein d'un collectif prometteur, dont l'état d'esprit se renforce chaque jour ; toujours en faveur de la complémentarité, de la diversité et de la place des femmes dans ces filières ! »



Laurent Bey

Assistant familial

« Après avoir été compagnon, maçon ou encore routier, à 50 ans, j'ai fait le choix de devenir assistant familial, il y a cinq ans déjà, pour exercer aux côtés de ma femme, elle-même assistante familiale depuis quinze ans. Aujourd'hui, nous prenons en charge cinq enfants à nous deux. L'avantage, c'est que l'on peut se relayer. Au quotidien, on fait en sorte que notre organisation familiale respecte le rythme des enfants et permette à chacun de trouver sa place au sein du foyer. Par exemple, c'est moi qui les emmène à l'école tous les matins et qui assure les rendez-vous extérieurs avec les professionnels et les familles. Ce qui permet à ma femme de s'occuper des autres enfants à domicile. Ce qui est gratifiant dans ce métier, c'est d'accompagner ces enfants, de leur offrir un lieu de vie agréable, avec des animaux, un cadre de vie propice aux apprentissages et à l'épanouissement pour les aider à grandir dans de bonnes conditions. C'est super d'avoir la visite de certains enfants que nous avons pu accompagner et de constater ce qu'ils sont devenus, en partie grâce à nous. »



Xavier

Secrétaire de direction

« J'ai occupé pendant plusieurs années le poste d'assistant au sein du service enfance famille (SEF). À la suite du départ d'une collègue, le poste que j'occupe aujourd'hui s'est libéré, et j'ai souhaité saisir cette opportunité. J'y ai vu la possibilité de mettre mes compétences et mon engagement au service du SEF et du service action sociale logement insertion (ASLI). Cette fonction m'éloigne du quotidien opérationnel des équipes, mais elle me permet d'agir à un autre niveau.

Elle contribue à créer un cadre de travail structurant et soutenant. Mon objectif reste de permettre aux collègues d'exercer leurs missions dans les meilleures conditions possibles. »



Marine

Cheffe de cuisine au collège André Malraux à Pontarlier

« Ma passion pour la cuisine est un héritage familial. Enfant, j'ai passé d'innombrables heures au restaurant de mes parents, où j'ai été témoin direct de l'art de transformer des ingrédients simples en expériences culinaires mémorables. L'atmosphère animée de la cuisine, le rythme constant et l'attention méticuleuse portée aux détails ont captivé mon imagination et alimenté mon désir d'apprendre.

De plus, mon éducation dans le monde agricole, grâce à mon père, m'a fait prendre conscience de l'importance de la relation entre la terre et la table, des pratiques agricoles durables, de l'approvisionnement en ingrédients frais et locaux et de la satisfaction de cultiver et de récolter ses propres produits. J'ai compris le rôle prépondérant de la qualité des ingrédients et son impact sur le goût et la valeur nutritionnelle des plats. Ces expériences ont façonné mon aspiration à devenir cheffe, pour combiner ma passion pour la cuisine, ma créativité et mon engagement pour l'utilisation de produits de qualité à chaque service.

Cheffe de cuisine c'est la joie de voir les élèves apprécier les plats et de contribuer à leur éducation au goût. Une cheffe de cuisine ne travaille jamais seule. La réussite est le fruit d'un travail collectif accompli. »

GARANTIR L'ÉGAL ACCÈS DES FEMMES ET DES HOMMES AUX CADRES D'EMPLOIS, GRADES ET EMPLOIS

L'égalité au cœur du réseau de prévention

En 2025, ce réseau s'est construit sur une dynamique forte et inclusive : Une parité exemplaire pour une prévention efficace et partagée. Dans le cadre de ses obligations en matière de prévention, le Département du Doubs a structuré un réseau d'agents de prévention - référents de prévention et assistants de prévention - au plus près du terrain. Ce réseau a été constitué sur la base de trois grandes orientations :

- la diminution du nombre et de la gravité des accidents du travail
- le développement de la culture sécurité
- le portage collectif des sujets relatifs à la prévention

Indicateurs	Effectifs
Agents mobilisés	142
Femmes	72
Hommes	70

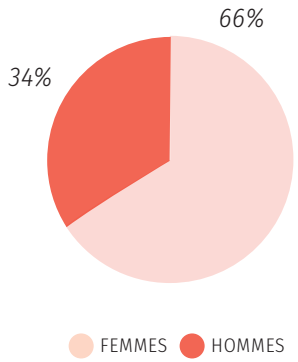
La répartition des jours de formation par sexe et par catégorie d'agents

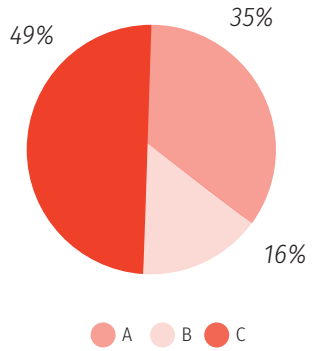
La répartition des bénéficiaires par sexe correspond parfaitement à leur poids dans les effectifs. La collectivité compte environ 66 % de femmes et 34 % d'hommes.
La répartition des bénéficiaires de formation par catégorie correspond au poids des effectifs par catégorie dans la collectivité. Le Département comptabilise environ 35 % de catégorie A, 16 % de catégorie B, 49 % de catégorie C.

L'égalité au cœur du réseau de formation interne

Le plan 2025-2026 prévoit de développer la formation interne afin de créer un réseau de formateurs, valoriser les agents volontaires et harmoniser les pratiques professionnelles.
Sur 45 formateurs, 20 sont des femmes, ce qui constitue un indicateur significatif dans le suivi de l'égalité professionnelle.

Indicateurs	effectifs
Agents mobilisés	45
Femmes	20
Hommes	25





POURSUIVRE LA RECHERCHE D'EFFICIENCE INTERNE

ZOOMS SUR 2025

Développement des collaborations inter-collectivités

Cette année plus que jamais la Direction des usages du numérique du Département a collaboré avec ses homologues ! Retour sur deux actions majeures :

- Afin de renforcer la coopération interterritoriale au service des politiques publiques, d'échanger autour des problématiques communes et des sujets d'actualité, les directions des systèmes d'information des Départements de Bourgogne Franche-Comté se réunissent désormais deux fois par an. Notre collectivité a accueilli le second rendez-vous en octobre : introduction par Emmanuel Faivre, directeur général des services, partage des orientations et priorités communes et intervention de Raphaël Couturier, enseignant-chercheur à l'Université Bourgogne-Franche-Comté (Marie & Louis Pasteur), reconnu parmi les 2 % des chercheurs les plus cités au monde dans le domaine de l'IA.

- Collaboration avec cinq autres collectivités, la CANUT (nouvelle centrale d'achat) et l'éditeur de logiciels Nexpublica, sous la conduite du coTer numérique (association regroupant les collectivités territoriales françaises), afin de négocier les nouvelles conditions financières et techniques à la suite de l'annonce de l'éditeur d'augmenter de 50 % ses tarifs. Un compromis a été trouvé après un an d'échanges sur un enjeu de près de 300 000 € par an.

Optimisation et valorisation

Dans une démarche d'optimisation et de meilleure valorisation des outils existants, plusieurs chantiers de rationalisation ont été engagés dès 2025.

Le Département a notamment souscrit à la solution Microsoft 365, mettant à disposition des agents un ensemble d'outils numériques destinés à simplifier leur quotidien professionnel. Cette solution permet également la migration progressive des messageries Outlook vers le cloud (ou l'informatique en nuage en français). Chaque migration de direction s'accompagne d'un travail approfondi : analyse de la pertinence des adresses de messagerie partagées, tri et optimisation des messageries, accompagnement des agents et mise en place d'un support dédié en cas de difficulté.

Une étude a aussi été lancée dans le cadre du renouvellement des photocopieurs pour avoir une solution mieux adaptée aux usages et plus éco-responsable.

Par ailleurs, une réflexion approfondie sur les ressources de stockage et les serveurs a été conduite en 2025. Elle a abouti à l'acquisition de nouveaux équipements, mieux dimensionnés et rationalisés par rapport à l'existant et aux usages réels. Cette nouvelle infrastructure, à la fois moins coûteuse et moins énergivore, illustre la volonté du Département d'améliorer en continu son efficacité tout en maîtrisant ses ressources.

CHIFFRES-CLÉS

44 enquêtes réalisées
cumulant plus de **5 000** réponses

+ de 150 analyses financières

248 panoramas de presse réalisés

179 dossiers thématiques,
soit une sélection de **8 200** articles
de presse régionale et nationale

200 abonnements gérés par le centre
de documentation, **30** journaux et revues
consultables sur place

68 contentieux traités

640 consultations juridiques

195 fiches de traitement RGPD en 2025
(dont **87** % sont réalisées)
contre **175** en 2024 (**89** % réalisées)

95 AIPD* en 2025 (dont **65** % réalisées)
contre **86** en 2024 (**60** % réalisées)

2 000 alertes informatiques traitées sur
des tentatives d'intrusion depuis aout 2025

2 000 € soit l'investissement numérique
par an et par agent :
1 100 € pour la maintenance applicative
300 € infrastructures
150 € matériel
150 € nouveaux projets
120 € télécommunications
100 € prestations
80 € impressions

** Si un traitement est jugé à risque (c'est-à-dire une information sensible ou qui concerne beaucoup de personnes et avec un risque lié à la personne physique), alors on réalise une AIPD (analyse d'impact sur la protection des données) et suivant sa probabilité, avec la mise en place des mesures pour abaisser le risque. Le but est d'imaginer tous les scénarios à risque et se poser les bonnes questions afin de prévenir les fuites de données.*



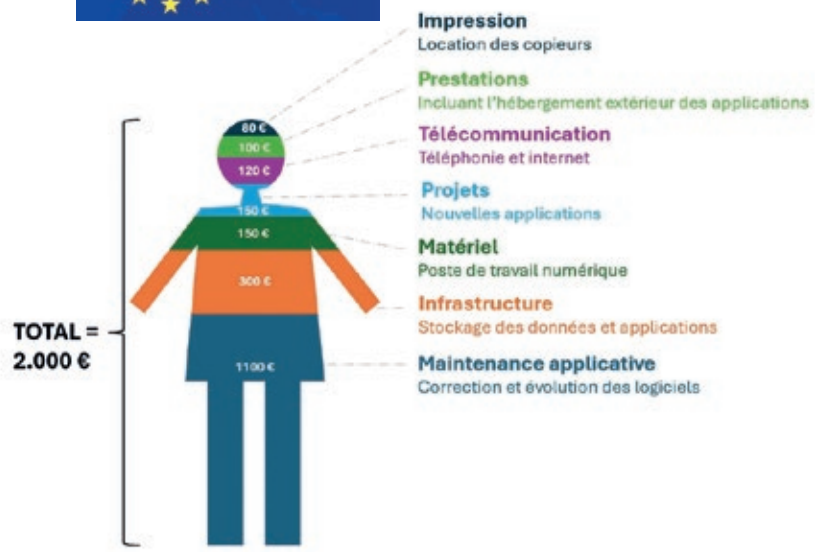
Le centre de documentation de la collectivité, réservé aux élus et agents du Département, offre une large gamme de ressources

2025, C'EST AUSSI :

- De nombreuses négociations de contrats difficiles menées (Nexpublica, Oracle…) sur des enjeux à plusieurs centaines de milliers d'euros par an avec une explosion souvent significative des coûts qui nécessite une (re)mise en adéquation avec les besoins de la collectivité.
- La mise en conformité de la collectivité au regard du règlement général sur la protection des données (RGPD) se poursuit via, entre autres, un travail partenarial du réseau interne des référents RGPD (répartis dans les différentes directions de la collectivité) tous les trimestres.
- **La mise en conformité de la directive « Network and Information Security 2 » (NIS2) pour la sécurité de nos systèmes d'information est aussi une priorité.**



La directive européenne « Network and Information Security 2 » vise à renforcer la cybersécurité dans les États membres



L'investissement numérique par agent est de 2 000 €/an

ADAPTER EN PERMANENCE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AUX RÉALITÉS

ZOOMS SUR 2025



Un travail collégial pour une formation sur mesure à destination des chefs de chantier du Département

Formation des chefs de chantier routier : du sur-mesure qui répond aux besoins des agents

Le travail conjoint mené par les directions des ressources humaines, des routes, infrastructures et des transports et du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), a permis de proposer un parcours de formation localement dédié aux chefs de chantier de la collectivité. Mêlant théorie, mises en situation et visites de chantiers, il a été plébiscité en 2025 et sera reconduit en 2026.

Basé sur un référentiel d'activités métier et animé par une ingénieure territoriale en génie civil, ce parcours renforce l'ensemble des compétences nécessaires à la préparation et à l'organisation des opérations routières. Favorisant les échanges sur les différentes méthodes de travail, cette formation apporte des repères partagés qu'elle homogénéise. Avec ce socle commun de compétences, la cohésion des individus sur le terrain est améliorée. La visite de certaines structures ou chantiers fut une découverte pour certains chefs de chantier, enrichissant considérablement cette expérience. destinés à nos correspondants ouvrages d'art.

Handicap, la mobilisation départementale poursuit sa dynamique

Le Département s'est saisi au mois de novembre de la 29e Semaine européenne pour l'emploi des personnes en situation de handicap, pour mener des actions à destination des agents de la collectivité sur trois sites départementaux à Montbéliard, Besançon et Pontarlier. Une soixantaine d'agents a pu bénéficier d'ateliers d'initiation à la langue des signes française animés par l'Union régionale des associations de parents d'enfants déficients auditifs (URAPEDA) Bourgogne Franche-Comté-Centre et d'une sensibilisation au handisport, dans le cadre de la démarche départementale « Partageons nos sports ». Sur la même période, quinze binômes ont été constitués lors du DuoDay, cette opération nationale qui, sur la base du volontariat, permet à un agent du Département d'accueillir une personne en situation de handicap sur une journée pour lui faire découvrir son métier et ses missions. En complément, le Département, qui travaille avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique (FIPHFP) depuis 2019 pour mieux intégrer les personnes en situation de handicap, a renouvelé sa convention pour la période 2026-2029.



Des ateliers d'initiation à la langue des signes française ont été proposés aux agents lors de la 29e Semaine européenne pour l'emploi des personnes en situation de handicap

Travailler plus longtemps, mais en bonne santé !

Le report des âges de départ à la retraite et l'augmentation du nombre de trimestres nécessaires à une pension sans décote, ont rallongé mécaniquement la vie professionnelle des agents.

Les impacts de ces mesures, notamment le risque d'augmentation des problèmes de santé, ont conduit à un projet dont l'objectif est d'accompagner les allongements de carrière pour maintenir les agents dans le travail, dans de bonnes conditions et jusqu'à l'âge de la retraite.

Un plan d'action a été établi en concertation, soumis à l'avis des partenaires sociaux et validé en Assemblée départementale le 17 novembre 2025. Il repose sur quatre leviers :

- la mise en place d'un bilan de carrière pour les 50 et 55 ans
- un accès simple et rapide à l'information sur les dispositifs existants afin de les rendre facilement mobilisables par tous
- l'affirmation de valeurs autour de la reconnaissance de l'expérience professionnelle et de la lutte contre les stéréotypes notamment liés à l'âge
- l'ambition de définir dès 2026 des actions de santé pour lutter contre la sédentarité.

2025, C'EST AUSSI :

- 74 visites de terrain réalisées par les conseillers prévention du service santé et sécurité au travail de la DRH permettant d'identifier ou/et de constater des améliorations concrètes pour la sécurité et le confort de travail des agents (aménagement de postes et de locaux, connaissance des consignes de sécurité, de prévention...)
- 10 « jeudis de la RH », ces visioconférences internes et interactives, dont une dédiée à l'engagement citoyen détaillant les dispositifs et conventions existants, en présence de représentants du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs (SDIS 25) et de la Garde nationale.
- La poursuite des conférences sur la gestion de l'agressivité des usagers à l'intention des agents du secteur social. Au total, 14 conférences ont été organisées, suivies par 600 agents. Elles ont été complétées d'une série de webinaires suivis par près de 500 agents.
- Près de 1 600 nouveaux bénéficiaires du Complément indemnitaire annuel (CIA), élément variable de rémunération lié à la manière de servir et à l'engagement professionnel, versé en février 2025, pour un montant compris entre 300 et 600 €. Au total, ce sont plus de 1 900 agents, encadrants et non encadrants, qui le perçoivent désormais.



L'Assemblée du 17 novembre a validé le plan d'action départemental pour accompagner les allongements de carrière

PAROLES D'AGENTS

Cécile

Chef de service à la Direction enfance famille

« Au titre de la démarche de prévention et de la gestion des agressions, j'ai participé à l'une des « conférences / formations » pour appréhender l'agressivité de tiers. Mécanismes générateurs d'agressivité, techniques de désamorçage des conflits, notre intervenant, ancien négociateur du GIGN, s'est adapté à nos métiers avec une intervention illustrée d'exemples relevant de la pratique des professionnels accueillant du public. Cela m'a permis d'identifier des leviers d'action simples mais efficaces pour la désescalade verbale notamment dans la posture relationnelle, la communication non violente et la gestion émotionnelle. L'accès de cette formation à l'ensemble des agents qui partagent ainsi les mêmes outils et référentiels favorise une cohérence dans les pratiques. En tant qu'encadrante, j'ai également été formée aux techniques de débriefing des équipes à la suite d'une situation de traumatisme sur un lieu de travail. Elle aide à mieux appréhender notre rôle dans l'accompagnement d'une équipe après un évènement traumatique. »

Agnès

Contrôleuse de gestion sociale

« En ressources humaines, il est essentiel de bien connaître le personnel. Qui sommes nous, nous les agents du Département ? Combien de femmes et d'hommes, de quel âge, sur quels métiers ; combien de formations suivies ; quel est le taux d'absentéisme… ? Toutes ces informations constituent les données sociales. Chaque année, une photographie de ces données est réalisée dans le bilan social et le rapport social unique, ce qui permet d'étudier en détail la situation de la collectivité et le profil des agents. Cette connaissance des collaborateurs alimente le dialogue social et permet le pilotage des ressources humaines. Ainsi, ces données sociales sont utilisées dans des études et des suivis pour éclairer les partenaires sociaux, les élus et les gestionnaires RH dans leur prise de décision. Elles mettent en évidence des tendances et des évolutions. Elles permettent de réaliser le bilan des actions mises en œuvre, comme l'évolution du taux d'emploi des personnes en situation de handicap, ou encore l'impact des actions de la marque employeur sur les recrutements. »



CHIFFRES-CLÉS

8 560 jours de formation

156 invitations adressées aux nouveaux arrivants pour les accueillir

Un réseau constitué de **150** assistants et référents prévention

37 assistants familiaux recrutés

70 % des objectifs du plan de maîtrise salariale (2024-2026) sont d'ores et déjà atteints fin 2025

30 contrats d'apprentissage en cours dont **9** signés en 2025

129 agents ayant bénéficié d'une promotion ou d'un avancement (36 en catégorie A, 30 en catégorie B, 63 en catégorie C)

19 réunions d'instances, de commissions, de groupes de travail au titre du dialogue social

19 agents en situation de handicap accompagnés spécifiquement par la référente handicap. Au total, **184** agents BOE au 31 décembre 2025 ; un taux d'emploi de personnes en situation de handicap de **8,55 %**

COMPTE ADMINISTRATIF (CA) 2025



Points marquants de la gestion 2025

- Dans un contexte financier contraint, le Département parvient à préserver sa capacité d'investissement avec 76,1 M€ d'investissements réalisés hors remboursement de la dette sur les politiques les plus structurantes pour le territoire départemental.
- En 2025, les dépenses de fonctionnement ont été très contenues (544,8 M€, soit + 0,5 %) grâce à des efforts de gestion sans relâche, une maîtrise renforcée des dépenses et un pilotage exigeant, malgré des contraintes fortes liées au dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO), à la revalorisation du Revenu de solidarité active (RSA) et à la hausse de la cotisation à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL).
- En 2025, les recettes de fonctionnement connaissent un léger rebond (596,5 M€, soit + 0,8 %), porté par la progression des recettes fiscales, mais leur dynamique reste insuffisante pour compenser durablement la hausse structurelle des charges supportées par la collectivité.
- Si l'amélioration de l'épargne brute traduit un léger redressement de la capacité d'autofinancement, la baisse de l'épargne nette continue de limiter les marges de manœuvre du Département. Pour soutenir la poursuite des investissements, la collectivité a donc eu recours à un emprunt de 39 M€.

	Dépenses		Recettes			
	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Dépenses	Recettes
Solidarités humaines	7,293 M€	342,203 M€	3,757 M€	63,599 M€	349,496 M€	67,356 M€
Développement humain	16,325 M€	24,320 M€	0,728 M€	1,761 M€	40,645 M€	2,489 M€
Dynamique territoriale	46,734 M€	45,272 M€	3,290 M€	1,270 M€	92,005 M€	4,561 M€
Efficience et ressources internes	32,619 M€	133,032 M€	52,351 M€	529,822 M€	165,651 M€	582,172 M€
Total	**102,970 M€**	**544,827 M€**	**60,126 M€**	**596,452 M€**	**647,797 M€**	**656,578 M€**

ZOOM : UNE GESTION FINANCIÈRE MAÎTRISÉE ET SÉCURISÉE DANS UN CONTEXTE FORTEMENT CONTRAINT

L'année 2025 s'est déroulée dans un environnement budgétaire particulièrement exigeant pour les collectivités, marqué par de fortes contraintes sur les finances publiques, une activité soutenue et des exigences accrues en matière de fiabilité et de sécurisation des process. Dans ce cadre, l'institution a maintenu une gestion financière rigoureuse, garantissant à la fois la continuité du service public et la solidité de ses équilibres. L'exécution budgétaire s'est caractérisée par une hausse significative de l'activité, avec une augmentation de près de 17 % du volume de factures, notamment liée à la généralisation du dépôt des factures via la plateforme de facturation électronique Chorus pour le secteur de l'autonomie. Malgré ce contexte, les délais de paiement ont été maîtrisés, s'établissant à 11,63 jours en 2025, un niveau durablement performant et nettement inférieur à la moyenne nationale de 19,64 jours. Par ailleurs, la collectivité a poursuivi ses actions de sécurisation des flux financiers, à travers la fiabilisation continue de la base de tiers, le renforcement des contrôles sur les données bancaires et la mise en place de dispositifs de prévention des risques, contribuant à une exécution plus sûre et plus robuste.

Enfin, le pilotage de la trésorerie a permis de réduire significativement le recours à la ligne de trésorerie, tant en durée qu'en coût, tout en maintenant un niveau de trésorerie suffisant pour faire face aux premières échéances de l'exercice suivant.

1. La capacité d'investissement est préservée malgré un contexte contraint

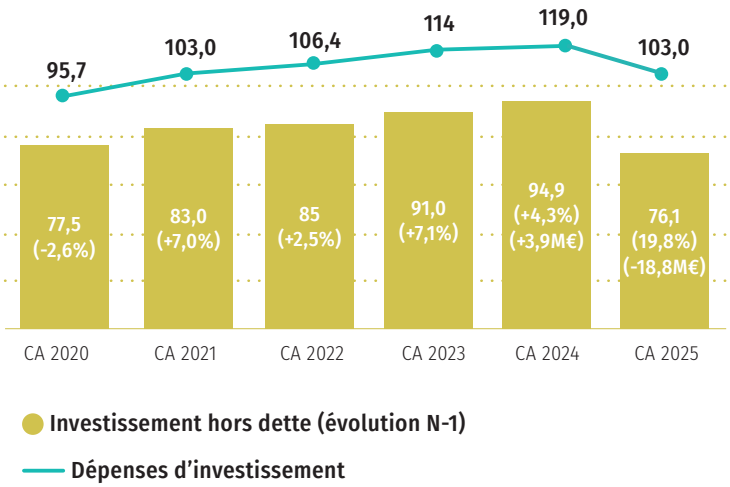
En 2025, le Département du Doubs parvient à préserver sa capacité d'investissement, avec 76,1 M€ d'investissements réalisés hors remboursement de la dette. Si ce niveau marque un recul par rapport au point haut atteint en 2024 (94,9 M€), il demeure significatif au regard d'un cadre budgétaire fortement resserré et de marges de manœuvre financières limitées.

Les dépenses d'investissement s'inscrivent dans une trajectoire désormais plus contrainte, traduisant la nécessité d'un ajustement progressif après plusieurs exercices caractérisés par un effort d'investissement exceptionnel. Dans ce contexte, la collectivité a fait le choix de concentrer ses capacités d'intervention sur les politiques les plus structurantes pour le territoire départemental.

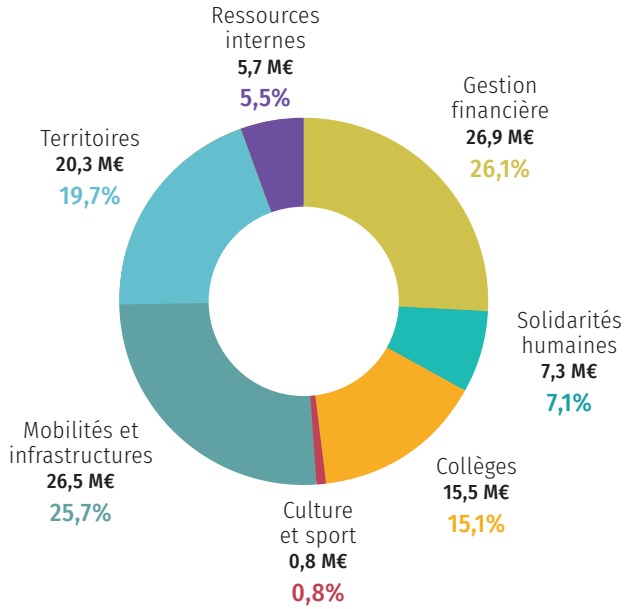
Ainsi, les mobilités et infrastructures demeurent le premier poste d'investissement de l'exercice, avec 26,5 M€ consacrés principalement à la maintenance, à la sécurisation (accompagnement des Opérations partenariales de sécurité en agglomération (OPSA) pour 3,5 M€) et à l'amélioration du réseau routier départemental (participation RN57 pour 1,8 M€). Les collèges constituent le deuxième poste d'investissement, avec 15,5 M€, permettant de poursuivre les opérations de modernisation du patrimoine, les programmes d'entretien et l'adaptation des équipements aux enjeux éducatifs. Le soutien au développement territorial représente également un axe prioritaire, avec 12,8 M€ d'investissements consacrés à l'accompagnement des projets locaux via notamment le dispositif P@C25.

Par ailleurs, les solidarités humaines mobilisent 7,3 M€, traduisant le maintien d'un effort d'investissement en faveur des politiques sociales telles que la politique de développement et d'amélioration de l'offre en logements à vocation sociale (5,8 M€) grâce au dispositif d'aide à la pierre. Le remboursement de la dette représente quant à lui 26,9 M€ en 2025.

› DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (M€) (ÉVOLUTION N-1)

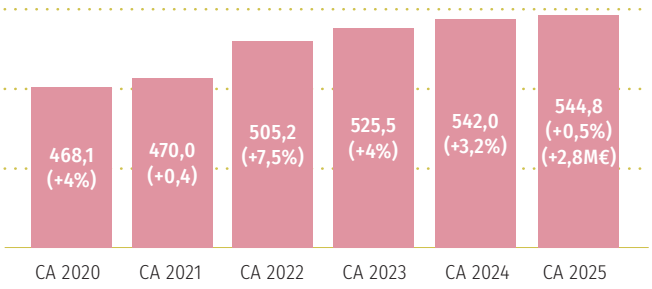


› RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

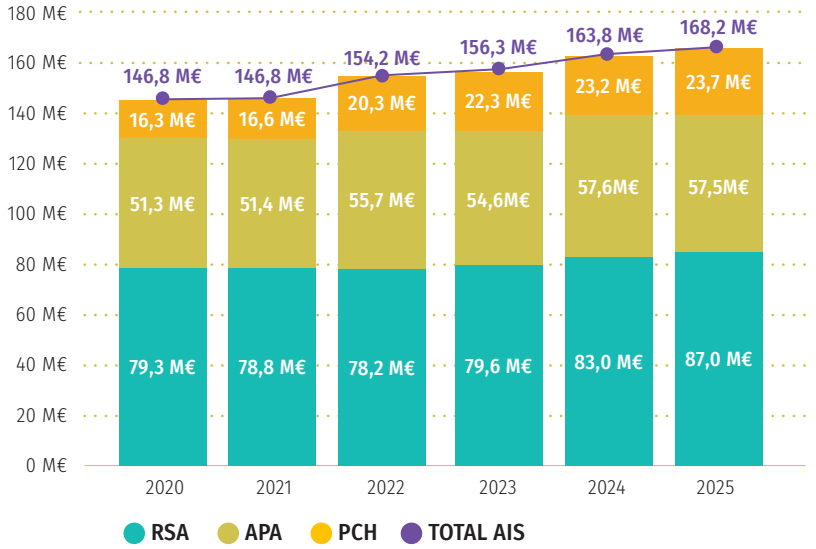


2. Les dépenses de fonctionnement ont été maîtrisées malgré des facteurs exogènes fortement contraignants

› DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT EN M€ (ÉVOLUTION N-1)



› RÉPARTITION DES ALLOCATIONS INDIVIDUELLES DE SOLIDARITÉ (AIS)

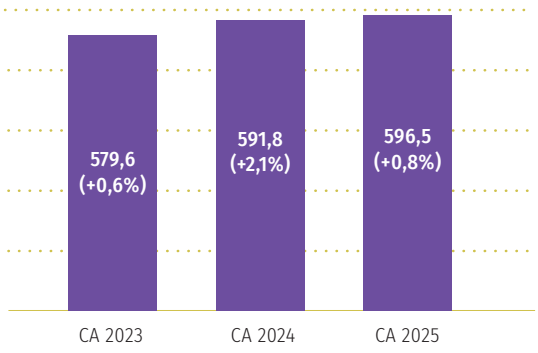


ZOOM : LES SOLIDARITÉS HUMAINES

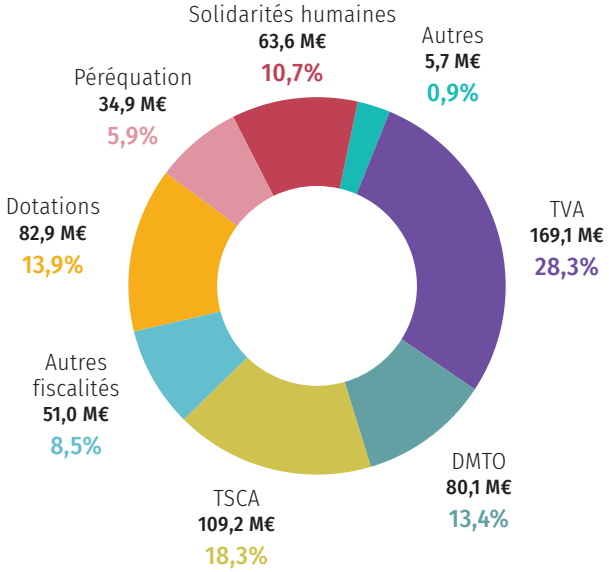
Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 544,8 M€, en progression limitée à + 0,5 % par rapport à 2024. Chef de file en matière de solidarités, le Département consacre près de 63 % de son budget de fonctionnement aux dépenses pour les solidarités humaines (342,2 M€ soit + 1,8 % par rapport à 2024). En 2025, ces dépenses ont porté à la fois sur l'autonomie (160,1 M€) comprenant notamment les versements de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la Prestation de compensation du handicap (PCH), le retour à l'emploi et l'insertion (95 M€) avec en particulier la gestion du RSA, la politique enfance et famille (82,4 M€), ou encore l'habitat et le logement (3 M€), et enfin l'action sociale (1,5 M€). Plus précisément, les allocations individuelles de solidarité se sont élevées à 168,2 M€ en 2025, soit une hausse de + 2,7 % par rapport à 2024. Cette évolution est principalement portée par la revalorisation du RSA en lien avec l'inflation, dont le coût progresse de 83 M€ à 87 M€ sur l'exercice.

3. Les recettes de fonctionnement se sont améliorées grâce à la dynamique fiscale

> RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN M€ (ÉVOLUTION N-1)

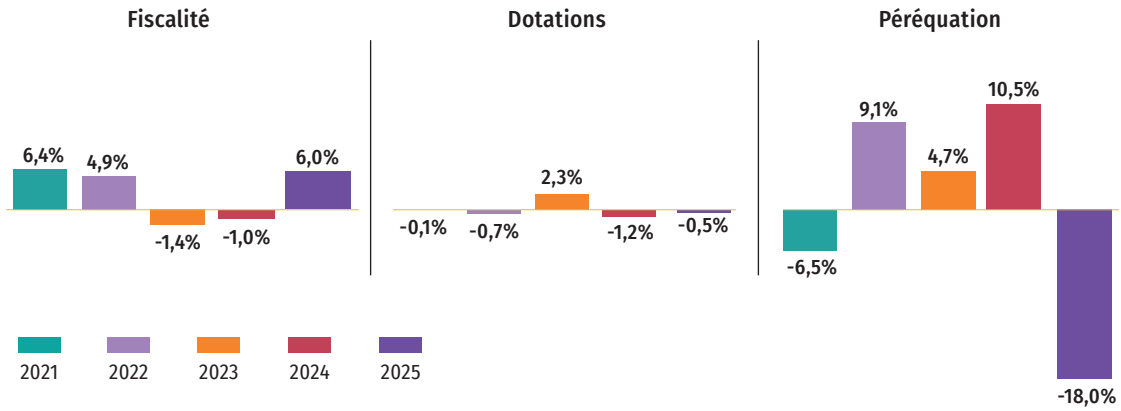


> RÉPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



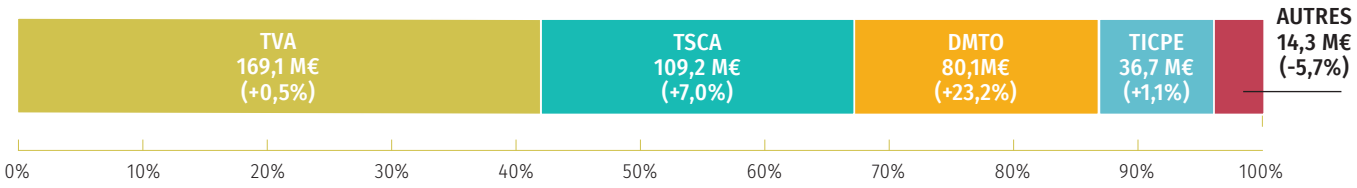
Les recettes de fonctionnement, à hauteur de 596,5 M€, bénéficient d'un léger rebond (+ 0,8 % par rapport à 2024 soit + 4,7 M€). Cette amélioration s'observe malgré une stabilisation des dotations de l'État à 82,9 M€ (- 0,5 %) et une baisse significative des ressources de péréquation utilisées pour réduire les inégalités entre départements à 34,9 M€ (- 18 %), liée notamment à une diminution de l'attribution du Fonds globalisé des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 46 %. Elle intervient également en l'absence, cette année, de recettes exceptionnelles mobilisées l'an dernier pour préserver les équilibres budgétaires, telles que l'utilisation de la réserve de DMTO ou encore la vente des biens situés aux 2 et 4 rue Nodier.

> ÉVOLUTION N-1 DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



Effectivement, les ressources liées à la fiscalité (409,4 M€) représentent près de 60 % des recettes de fonctionnement de la collectivité. Après deux années consécutives de baisse, les recettes de fiscalité sont en nette progression avec une augmentation de + 6 % soit environ + 23 M€. Cela est principalement dû à une amélioration du marché immobilier et à la revalorisation du taux des DMTO en mai 2025, qui ont permis une forte augmentation du produit des DMTO perçu par le Département (+ 23,2 %, soit + 15 M€). De plus, d'autres recettes fiscales ont augmenté telles que la taxe sur les conventions d'assurances (TSCA) dont le rendement a progressé de + 7 % (soit + 7 M€) et certaines se sont stabilisées comme la TVA (+ 0,5 %) en raison de la croissance économique nationale faible.

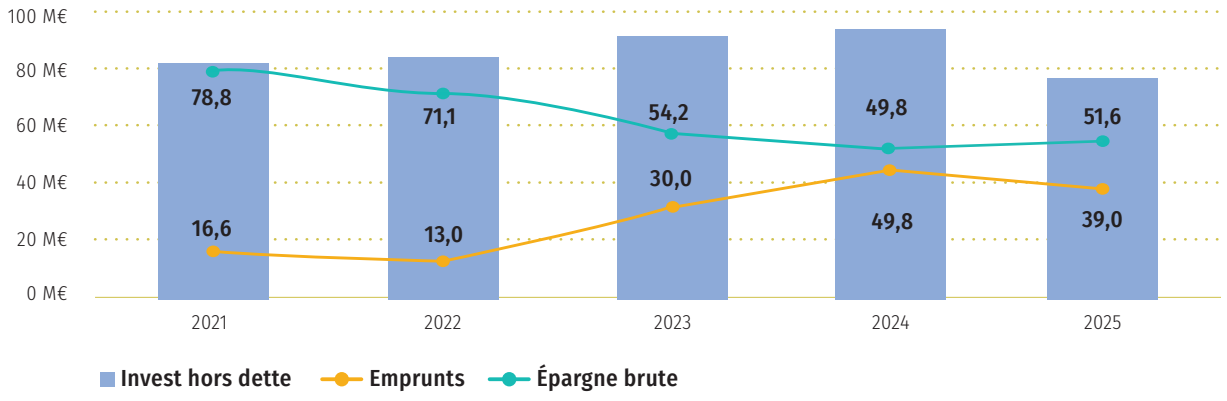
> RECETTES FISCALES 2025 = 409,4 M€ (+0,6%)

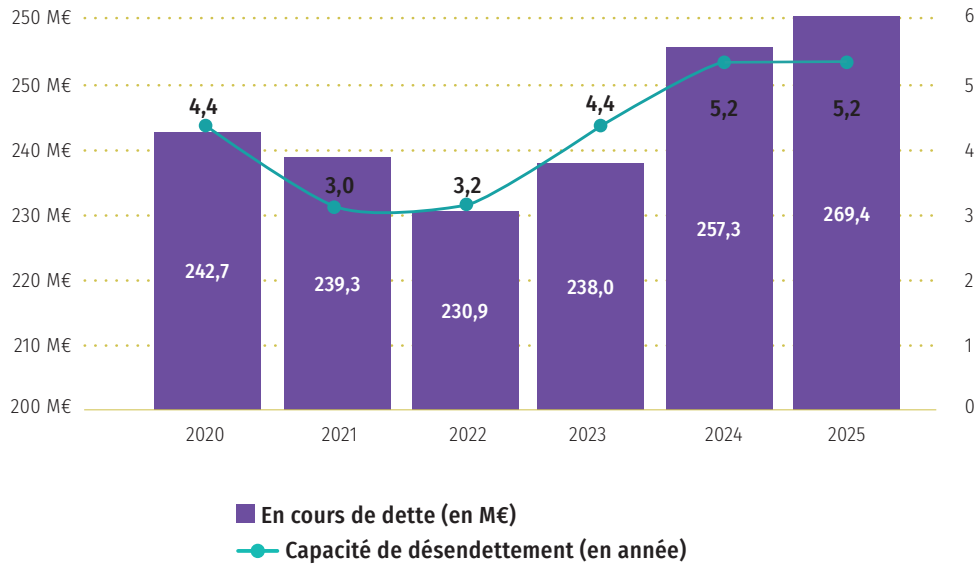


4. La réduction de l'épargne nécessite d'augmenter le recours à l'emprunt pour financer nos investissements

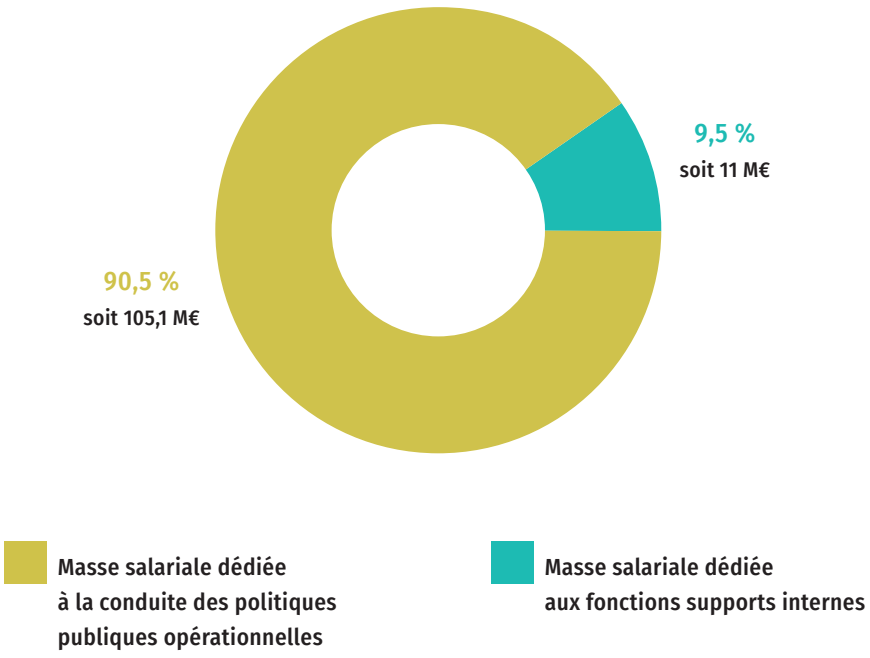
ZOOM SUR L'ÉPARGNE ET L'EMPRUNT

Après deux exercices consécutifs de dégradation de l'autofinancement, l'année 2025 est marquée par une légère amélioration du taux d'épargne brute grâce à une croissance plus forte des recettes de fonctionnement (+ 0,8 %) que des dépenses (+ 0,5 %). Ainsi, l'épargne brute de la collectivité représente désormais 51,6 M€ (+ 3,8 % par rapport à 2024) et permet un autofinancement de 50,1 % des investissements réalisés par le Département. L'épargne nette, quant à elle, se dégrade légèrement passant de 25,6 M€ à 24,7 M€, au regard de l'augmentation du montant du remboursement en capital de la dette. Afin de maintenir la dynamique des investissements sur le territoire départemental, la collectivité a réalisé un emprunt de 39 M€ en 2025, soit un volume en légère baisse par rapport à 2024 (43,5 M€). Compte tenu des dépenses d'investissement moins élevées, ce niveau d'emprunt permet de financer près de 38 % des investissements réalisés contre 36,6 % l'année dernière. Le volume d'emprunt étant supérieur au montant du remboursement en capital de la dette, l'encours de dette enregistre une progression de + 4,7% par rapport à l'exercice précédent et s'élève à 269,4 M€. Toutefois, la capacité d'endettement se stabilise à 5,2 années comme en 2024 et reste inférieure au seuil d'alerte.





> RÉPARTITION DES COÛTS RH



COMPTE ADMINISTRATIF 2025

Récapitulatif des dépenses par politique publique

RÉPARTITION DES DÉPENSES 2025 EN MILLIONS D'EUROS
(HORS RÉSULTATS ET RÉVOLVING)

	POLITIQUE PUBLIQUE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	TOTALDÉPENSES
		Dépenses d'intervention en M€	Coûts RH en M€	En M€	En M€
11	Autonomie PA/PH, transports adaptés	160,093	5,343	0,842	166,277
12	Enfance-famille	65,362	38,269	0,217	103,847
13	Retour à l'emploi, insertion	94,954	6,050	0,005	101,009
14	Habitat-Logement	2,974	6,392	6,118	15,485
15	Action sociale	1,541	1,975	0,001	3,517
16	Inclusion numérique	0,218	0,062	0,110	0,390
21	Collèges	15,952	22,681	15,545	54,178
22	Action culturelle	5,102	1,687	0,107	6,897
23	Lecture	0,385	1,292	0,219	1,896
24	Archives départementales et patrimoines culturels départementaux	0,310	1,599	0,440	2,349
25	Sport et éducation populaire	2,571	0,497	0,014	3,082
31	Mobilités et infrastructures	9,738	17,012	26,465	53,216
33	Développement territorial, attractivité, affaires européennes et transfrontalières	32,016	0,765	12,831	45,612
34	Gestion et préservation du patrimoine naturel, transition climatique	1,098	0,698	4,765	6,561
35	Espace rural et périurbain	0,313	0,280	0,944	1,537
36	Tourisme	1,973	0,365	1,088	3,426
37	Développement économique	1,135	0,093	0,639	0,866
41	Relations publiques	0,854	1,444	0,008	2,306
42	Modernisation de l'action publique	3,309	3,227	1,990	8,527
43	Ressources humaines	9,237	2,584	0,004	11,825
44	Bâtiments et moyens généraux	7,568	2,491	3,702	13,761
45	Gestion et optimisation financière	13,089	1,228	26,915	41,233
		428,793	**116,035**	**102,9**	**647,797**

Mise en page : atelier midia14h.com / Illustrations : Victoria Bar

Impression : Chopard Imprimerie SARL

Photos : Département du Doubs (sauf indication contraire),
Florian Houtmann (Département), Benoît Grosjean (Département),
Christophe Deplaude (Département), Lydie Besançon (Archives départementales)

Dépôt légal juillet 2026



www.doubs.fr

Doubs
le Département